

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES CRISES VITICOLES

MODERNES

ET LA DÉPRÉCIATION ACTUELLE DU VIGNOBLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le samedi 13 juin 1908, à 2 heures du soir

PAR

GEORGES CHAFFAL

LYON
IMPRIMERIES RÉUNIES

8, RUE RACHAIS, 8

—
1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553203_0011

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES CRISES VITICOLES

MODERNES

ET LA DÉPRÉCIATION ACTUELLE DU VIGNOBLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

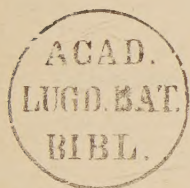
(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le samedi 13 juin 1908, à 2 heures du soir

PAR

GEORGES CHAFFAL



LYON

IMPRIMERIES RÉUNIES

8, RUE RACHAIS, 8

1908

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☼, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

THALLER, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☼, professeur honoraire.

COHENDY, O. ✱, I. ☼, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☼, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, I. ☉, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ☼, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. ☉, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ☉, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ☼, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☼, professeur de Procédure civile.

CONNARD, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique.

BECQ, I. ☼, secrétaire.

Jury de la Thèse :

Président : M. HUVELIN, professeur.

Suffragants : { MM. LÉVY, professeur.
CONNARD, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

BIBLIOGRAPHIE

CAZEAUX-CAZALET. — Rapport fait au nom de la Commission parlementaire chargée de faire une enquête sur la situation critique de la viticulture, 1907.

LE BLOND. — *La crise du Midi*, 1907.

ANTONELLI. — *La protection de la viticulture par l'Etat*, Paris. (Thèse 1903.)

RIVET. — *La crise viticole et le dégrèvement des boissons hygiéniques*, Paris. (Thèse 1901.)

ATGER. — *La crise viticole et la viticulture méridionale (1900-1907)*, Paris 1907.

MYARD. — *Le vigneronnage en Beaujolais*, Lyon. (Thèse 1907.)

MAZÉ. — La crise viticole envisagée au point de vue industriel et agricole. (*Revue de Viticulture*, janvier et février 1907.)

NOURRISSON. — Un remède à la fraude des vins. (*La Réforme sociale*, août 1907.)

LA CLAVIÈRE. — La crise viticole. (*Journal des Economistes*, février 1902.)

KLOTZ. — Rapport sur le budget de l'agriculture pour 1903. (*Journal officiel*.)

MÉLINE. — *Le retour à la terre et la surproduction industrielle*, Paris, 3^e édition, 1903.

DE SÉGANVILLE. — *L'alcool dénaturé et les intérêts agricoles*, Paris. (Thèse 1903.)

BEAUREGARD. — *Essai sur la théorie du salaire*, Paris, 1887.

GIDE. — *Principes d'économie politique*, Paris, 1906, 10^e édition.

La Revue de Viticulture (1906 et 1907).

Le Cultivateur Français (1906 et 1907).

Enquêtes agricoles (1852, 1862, 1882, et 1892).

Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des finances.

Journal officiel. — Recueil des débats et des documents parlementaires.

INTRODUCTION

Le phénomène de la dépréciation de la propriété paysanne est, à l'heure actuelle, si général, qu'il serait quelque peu téméraire de soutenir qu'il y ait en Europe un seul Etat qui se trouve, au point de vue agricole, dans une situation vraiment satisfaisante. Tous sont en proie à une crise agraire, et la France ne fait pas exception à la règle. Le fait est d'autant plus caractéristique, que nous assistons à une plus-value constante de la propriété urbaine, à raison du développement de la plupart, tout au moins, des grands centres industriels ou commerciaux, à raison du mouvement d'émigration des campagnes vers les villes.

Il faut toutefois reconnaître que la crise agraire se fait sentir d'une façon moins sensible en France que dans nombre d'autres Etats. Les pays les plus cruellement atteints, sont ceux où l'agriculture occupe la première place. L'Angleterre est sans doute en proie à une crise violente, par suite de l'élévation des frais de production (main-d'œuvre, engrais) et par la baisse des prix occasionnée par sa politique libre-échangiste; mais elle ne s'y traduit pas cependant par la ruine de toute une classe,

à raison du développement prodigieux de son commerce et de son industrie, qui occupent chaque jour de plus en plus de bras et d'intelligences. Il en est de même en Belgique, où le commerce et l'industrie occupent une place importante. Par contre, en Irlande, pays essentiellement et presque exclusivement agricole, ainsi qu'en Russie et en Italie, la classe agricole est dans la plus grande détresse; par suite de l'endettement de la propriété, des charges écrasantes qui pèsent sur elle, de l'avilissement des prix, la crise y sévit avec une intensité toute particulière, et, par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les agriculteurs de ces pays de diriger vers d'autres occupations leur activité (car l'industrie et le commerce y sont peu développés), elle a pour conséquence l'émigration en masse des paysans; c'est ainsi qu'en Italie le nombre des émigrants qui, jusqu'en 1875 était relativement faible, atteignait, dès 1876, le chiffre de 100.000, pour s'accroître depuis 1886 considérablement et atteindre en 1906 le chiffre énorme de 800.000. L'Allemagne est également victime d'une crise, à raison de l'endettement énorme de la propriété et de l'avilissement des prix; elle y sévit cependant avec moins d'intensité qu'en Italie ou en Russie; mais on constate encore pour elle une émigration des paysans qui est, il est vrai, peu dangereuse, à raison de l'accroissement considérable de la population. Si en France, pays avant tout agricole, le mouvement de l'émigration n'est pas très considérable, on constate en tous cas une émigration interne très marquée des campagnes vers les villes, et une dépréciation de la propriété paysanne.

A quoi faut-il attribuer cette lamentable situation de

l'agriculture de nos Etats européens ? A la concurrence des pays neufs, encore peu peuplés, qui déversent sur notre vieux continent des produits en telle abondance, qu'il semble aujourd'hui quelque peu puéril de se demander si la terre pourra, un jour nourrir tous ses habitants ; à la mise en valeur d'immenses territoires, incultes il y a quelques dizaines d'années seulement ; à la rapidité et à la modicité des transports internationaux ; enfin et surtout, au prix de revient si bas des produits de ces nouveaux territoires que, malgré les droits énormes qui les frappent à l'entrée de la plupart de nos vieux pays, ils sont à même de concurrencer efficacement la production de ces derniers.

Sans doute, certaines régions, très limitées en nombre et en étendue d'ailleurs, ont pu voir au cours de ces dernières années leur valeur augmenter, à raison par exemple de la création dans leur voisinage de moyens de communication (routes, chemins de fer surtout), ou de la création de grands centres, ou d'industries agricoles (raffineries, distilleries, etc...). Mais c'est l'exception.

Quel démenti infligé aux théories d'Henri George, qui soutenait que la valeur de toute terre était en raison directe du nombre d'hommes qu'elle portait !! Nos pays d'Europe ont vu leur population augmenter dans de très fortes proportions pour certains depuis 1880 et cependant, depuis cette époque, la valeur de la propriété rurale a partout baissé.

Pour faire une étude vraiment scientifique de la dépréciation de valeur de la propriété paysanne, nous devons limiter nos recherches aussi bien dans l'espace que dans le temps, et nous borner à étudier une catégorie de cultures.

Nous nous occuperons de la France; elle présente sans doute, à l'opposé des autres pays d'Europe, une homogénéité remarquable, en ce qui concerne le genre de vie, les mœurs de ses habitants, la répartition, la diffusion de la propriété, la variété des cultures, etc... et l'on pourrait être tenté de penser pouvoir apprécier assez exactement la situation actuelle de notre propriété rurale dans son ensemble, en se référant aux statistiques générales. Nous croyons cependant préférable de nous cantonner à une catégorie spéciale de culture, de façon à pouvoir apprécier sainement les causes de sa dépréciation ou de sa plus-value, les conséquences que sa décadence ou sa prospérité ont produites ou seraient susceptibles d'entraîner. Et ce point de vue nous apparaît si exact qu'à l'heure actuelle, la dépréciation des terres livrées à la culture de la betterave, par exemple, est loin d'être aussi sensible que celle qui atteint le vignoble, si exact, que pour une même culture, la vigne en particulier, nous assistons depuis 1851 à des variations de valeur considérables.

Nous choisissons pour objet de notre étude : la dépréciation de la propriété viticole française, à l'heure actuelle.

Pourquoi un tel choix, dira-t-on sans doute ? Les crises viticoles, il est vrai, sont devenues si fréquentes depuis quelques années, elles ont fourni l'occasion de travaux dont les résultats ont été révélés dans un si grand nombre d'ouvrages approfondis, dans de si nombreux articles très documentés de *Revue*s et même de journaux, qu'il peut paraître quelque peu téméraire d'aborder à nouveau semblable matière. Cependant, notre viticulture

traverse depuis 1900 une crise si aiguë, — les troubles récents de printemps 1907 qui ont bouleversé toute la région méridionale ont révélé de façon si tragique et, pour les profanes du moins, si imprévue, la misère lamentable, la ruine complète de si vastes et populeuses régions, la valeur du vignoble a subi une baisse si considérable et si rapide à la fois depuis 1900, que nous ne pensons pas faire œuvre vaine en orientant nos investigations sur la dépréciation exacte de cette propriété, sur ses véritables causes, afin de pouvoir être à même d'indiquer les remèdes, si remèdes il y a, de nature à relever une branche si cruellement éprouvée de notre agriculture. D'autre part, la viticulture tient dans notre agriculture nationale une place si importante (elle a souvent été qualifiée, et à bon droit, au temps de sa pleine prospérité : « Le plus beau fleuron de l'agriculture française »), la culture de la vigne est pour de si nombreuses populations la seule ressource de revenus, elle a exigé pour sa reconstitution, après l'invasion du phylloxéra, le concours de tant d'initiatives et de capitaux, que l'on ne saurait rester indifférent en présence de la crise qu'elle traverse, que l'on doit, dans l'intérêt économique de notre pays, se demander quelles pourraient être les conséquences de sa disparition de notre sol, et quelles sont celles que la dépréciation du vignoble a déjà entraînées.

Nous n'avons point la prétention de vouloir faire un travail absolument original. Notre but est infiniment plus modeste, car il se borne à faire ressortir toute la gravité de la crise actuelle par la dépréciation de la propriété viticole, et à chercher en même temps que les véritables causes de la crise et les conséquences qu'elle a déjà en-

trainées, les remèdes qui pourraient être, croyons-nous, utilement proposés en vue de la solutionner. Nous faisons avant tout une œuvre de synthèse, qui aura tout au moins le mérite de revêtir un caractère de brûlante actualité.

Nous avons compulsé, pour nous faire une opinion, maints ouvrages sur l'origine et la persistance de la crise actuelle; nous avons consulté avec fruit diverses revues agricoles et viticoles, et surtout les travaux de la Commission parlementaire d'enquête, nommée par la Chambre des députés dans la séance du 26 janvier 1907, qui était chargée « de faire une enquête sur la situation de la production, du transport et du commerce des vins et de proposer les mesures à prendre en vue de remédier à la situation critique de la viticulture ».

Les considérations précédentes nous ont conduit à l'adoption du plan suivant :

TITRE PREMIER. — LES DIFFÉRENTES CRISES VITICOLES MODERNES ET L'ŒUVRE DU LÉGISLATEUR EN VUE DE LES SOLUTIONNER.

TITRE II. — LA DÉPRÉCIATION ACTUELLE DE LA PROPRIÉTÉ VITICOLE. SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES.

PREMIÈRE PARTIE. — *La dépréciation du vignoble dans les différentes régions.*

DEUXIÈME PARTIE. — *Les causes de la dépréciation du vignoble.*

TROISIÈME PARTIE. — *Les conséquences de la dépréciation du vignoble.*

TITRE III. — LA SITUATION DE LA VITICULTURE APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE PRINTEMPS 1907.

TITRE IV. — LES REMÈDES À PRÉCONISER EN VUE DU RELÈVEMENT DU VIGNOBLE.

TITRE I

Les différentes crises viticoles modernes et l'œuvre du législateur en vue de les solutionner.

Ce chapitre ne sera, en somme, que l'historique de la culture de la vigne dans notre pays; il nous permettra de nous rendre par la suite un compte plus exact des variations de valeur de la propriété viticole que l'on constate depuis le milieu du xix^e siècle.

Si nous voulions faire une étude complète des diverses crises qu'a eues à traverser notre vignoble, c'est presque à l'époque de l'introduction de la vigne dans notre pays qu'il nous faudrait remonter. Et en effet, cette culture, introduite en Gaule par les Phocéens, prit, sous l'influence de la civilisation romaine, un essor remarquable, ainsi qu'en Espagne d'ailleurs : le climat de ces deux pays, les qualités de leur sol se prêtaient à merveille à semblable culture. D'autre part, l'invention du tonneau par nos ancêtres eut pour résultat de rendre considérables les importations de nos vins sur le sol italique,

notamment, à tel point qu'en l'an 90 de notre ère, sur la pression des propriétaires italiens effrayés par cette nouvelle concurrence, et sous prétexte d'une famine qui les menaçait, l'empereur Domitien prenait un édit aux termes duquel l'arrachage des vignes en Gaule et leur remplacement par la culture des céréales étaient ordonnés. Nombreux seraient les édits de nos anciens rois prescrivant de telles mesures : arrachage de certaines vignes, limitation dans telle ou telle région des superficies plantées en vignes, etc..., à raison du manque d'équilibre entre la production et la consommation du vin. Mais un semblable exposé détaillé, ne serait pour notre étude d'aucune utilité; nous croyons devoir borner nos recherches à 1840, date à partir de laquelle notre vignoble a pris une réelle importance.

Sous l'influence de quelles causes notre vignoble est-il devenu un des plus beaux fleurons de notre agriculture ? On peut les ramener à deux, bien différentes l'une de l'autre. La première, c'est la création des chemins de fer, qui ont eu pour résultat : la facilité des échanges, la diminution du prix d'achat des différents produits, par conséquent l'accroissement du bien-être, et, en ce qui concerne le vin, sa diffusion au sein de toutes les classes de la société. L'autre cause, postérieure à 1850, n'a pas exercé une influence moins considérable : nous voulons parler de la crise de l'oïdium : si elle eut bien pour premier effet une réduction très notable de la production, elle eut également pour conséquence d'inciter quantité de propriétaires à se livrer à la culture de la vigne, à raison des bénéfices jusque-là inconnus, réalisés au cours de cette période critique par les viticulteurs, qui, les

premiers, avaient découvert le remède efficace pour combattre le fléau.

La seconde moitié du xix^e siècle se différencie profondément de la période antérieure. Jusqu'en 1845 à peu près en effet, la vigne est cultivée dans les coteaux principalement, dans les terres légères, caillouteuses, peu fertiles; le vin est encore boisson de luxe, la vigne est cultivée un peu partout; mais il n'y a pas encore, à proprement parler, de régions viticoles; de 1800 à 1850 environ, on constate un certain équilibre entre la production et la consommation du vin; par conséquent, absence de crise. Mais par la suite, la culture de la vigne va s'étendre dans les terrains d'alluvion, riches et profonds, elle va devenir intensive; les gros rendements vont être recherchés; à raison des maladies que va subir le vignoble et qui vont diminuer la production, alors que les besoins de la consommation iront croissant, l'équilibre entre l'offre et la demande sera souvent rompu; il y aura de fréquentes crises, dont les conséquences se feront d'autant plus sentir que la vigne sera devenue, dans certaines régions, la seule culture.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE DE L'OÏDIUM (1852 à 1856).

Dès 1852, notre vignoble, déjà important depuis la création des voies ferrées, était atteint par l'oïdium, champignon qui s'attaquait à la fois aux feuilles et aux

fruits de la vigne. Le mal fit des progrès excessivement rapides et ne devait pas tarder à se transformer en un désastre absolument sans précédent pour notre viticulture. De très rares régions, en effet, furent épargnées : la Champagne et la Bourgogne entre autres. Les ravages furent tels, que la production passait, de 1851 à 1854, de 45 millions d'hectolitres à 11 millions, pour ne se relever péniblement en 1857 qu'au chiffre de 35 millions et demi et se maintenir à peu près à semblable niveau jusqu'à la récolte de 1863.

Si la crise fut grave, du moins fut-elle de courte durée. Notre vignoble fut bientôt protégé, grâce à la découverte d'un remède efficace qui consistait dans l'emploi de la fleur de soufre répandue sur les feuilles et raisins atteints. Par suite de la rupture d'équilibre qui venait de s'opérer entre les forces de notre production et les besoins de notre consommation (il ne faut pas oublier qu'à cette époque les importations étaient inexistantes), le vin haussa considérablement de valeur. Les viticulteurs de l'Hérault, qui avaient les premiers réussi à vaincre la maladie, furent les premiers aussi à écouler leurs produits, relativement abondants, à des prix très rémunérateurs. En présence de semblables bénéfices, les autres régions viticoles luttèrent, et efficacement, contre les ravages de l'oïdium; de nouvelles plantations furent faites, les viticulteurs entrèrent résolument dans la voie de la culture intensive, et les rendements furent accrus dans de telles proportions, que dès 1863, la production atteignait le chiffre de 51 millions d'hectolitres, pour ne faire que croître ensuite, atteindre en 1875 un maximum que les plus belles récoltes de ces dernières années sont loin

d'approcher (près de 84 millions d'hectolitres), jeter sur le marché, pendant une période de seize années (1863 à 1878), une moyenne annuelle de plus de 55 millions d'hectolitres.

Dès 1857, l'oïdium était vaincu, et la crise pouvait être considérée comme terminée, puisque la récolte 1857 se chiffrait déjà par 35 millions et demi d'hectolitres et était par conséquent sensiblement égale à celles antérieures à l'apparition de la maladie.

La crise avait été solutionnée grâce à l'esprit d'initiative, aux efforts de nos vignerons; notre vignoble demeurait le premier du monde; le chiffre de nos exportations n'avait fléchi que très faiblement, nos importations étaient toujours à peu près nulles, et notre viticulture allait connaître une ère de prospérité extraordinaire.

Le législateur, et c'est un point à retenir, n'était pas intervenu. Son silence peut s'expliquer tant par la soudaineté de l'apparition, que par la rapidité de la disparition du fléau. Il ne faudrait pas, en effet, considérer comme protectrice de la viticulture la loi du 5 mai 1855, qui réprimait les falsifications de vins; elle n'était que la résultante du système adopté par le législateur du Code pénal, dans les articles 318, 423 et 475, réprimant les falsifications des denrées, et une simple extension aux boissons, au vin notamment, de la loi du 1^{er} avril 1851, qui visait à une répression plus énergique que le Code pénal des fraudes opérées dans la vente des denrées alimentaires; comme le Code pénal, la loi de 1851 établissait une distinction entre les falsifications opérées au moyen de mixtions nuisibles ou non nuisibles. En édictant la loi du 5 mai 1855, le législateur voyait uni-

quement dans la fraude sur le vin, comme dans toute autre fraude sur une denrée alimentaire quelconque, une manœuvre coupable qu'il fallait réprimer dans l'intérêt de la morale publique. Les décrets du 30 août et du 5 octobre 1854 qui établissaient un droit unique d'entrée de 0 fr. 30 par hectolitre, décimes compris, sur tout vin importé, ne sauraient davantage être considérés comme édictés en vue de venir en aide à nos vignerons; c'était un droit infime qui pesait sur les vins étrangers. D'ailleurs, à cette époque, le protectionnisme était une théorie économique qui était loin d'être en honneur dans notre pays.

CHAPITRE II

LA CRISE DU PHYLLOXÉRA (1876 à 1887)

La période comprise entre 1857 et 1875 devait être une ère de prospérité pour nos viticulteurs. Malgré les soins rudimentaires donnés à la vigne, les rendements avaient augmenté dans de fortes proportions; malgré l'accroissement considérable de la production et la faible augmentation de nos exportations, les vins s'écoulaient facilement, à des prix rémunérateurs, à raison du développement des besoins de notre marché. Tout incitait donc nos viticulteurs à reprendre confiance, à se lancer dans de nouvelles plantations, lorsque apparut, d'abord sur quelques points, une nouvelle maladie de la vigne, qui devait se propager sur tout notre vignoble et occasion-

ner des pertes bien autrement considérables que l'oïdium : nous voulons parler du phylloxéra, insecte microscopique, originaire d'Amérique, qui s'attaquait principalement aux racines de la vigne.

Dès 1865, alors que notre production atteignait presque le chiffre, jusque-là inconnu, de 70 millions d'hectolitres, le phylloxéra faisait son apparition dans le Gard, près de Roquemaure. Il faisait de si rapides progrès, qu'en 1868, tout le bassin du Rhône était contaminé. A la même époque, le fléau faisait son apparition dans le Bordelais et en 1879, la presque unanimité des départements viticoles (64) étaient déclarés « phylloxérés ».

Cette invasion devait être pour nos vignerons un désastre sans précédent. Elle causa des ravages immédiats, moins considérables que l'oïdium. Si, en effet, l'oïdium réduisit notre production de près des trois quarts dans un espace de trois années (39 millions et demi d'hectolitres en 1851 et 10.824.000 en 1854), le phylloxéra, bien que signalé sur la plus grande étendue du vignoble dès 1868, ne causa pas une baisse aussi brusque de la production, puisque celle-ci se maintint autour de 50 millions d'hectolitres, jusqu'à la récolte 1879 et atteignit même des chiffres jusque-là inconnus, et depuis, jamais dépassés : en 1869, 71 millions et demi, et en 1875, 83.836.391 hectolitres. Mais le mal devait, par la suite, revêtir un caractère de gravité d'autant plus grand que nos viticulteurs, ne voyant pas leur chiffre de production baisser sensiblement, ne trouvant pas d'autre part de remède vraiment efficace, se laissaient vivre dans un état de demi-quiétude et d'impuissance à la fois. Il fallut un fléchissement énorme de production, en 1879 et 1880,

pour stimuler toutes les énergies en vue de la lutte à outrance contre le fléau dont les déplorables conséquences devaient s'échelonner sur un grand nombre d'années.

On a maintes fois tenté de faire le bilan des pertes subies par notre viticulture du fait du phylloxéra. Malgré les difficultés auxquelles donne infailliblement lieu semblable calcul, il n'est pas tout à fait impossible cependant de l'entreprendre, approximativement, bien entendu. D'après l'enquête décennale agricole de 1892, les vignes qui ont été détruites n'occupaient pas une superficie inférieure à 1 million et demi d'hectares; en admettant que le mal n'ait pas fait depuis de nouveaux ravages, le prix moyen de l'hectare de vigne s'élevant en 1879 à 2.961 fr., tandis que celui des terres labourables n'était que de 2.197 francs, c'est une diminution de valeur de 770 francs environ par hectare qui en est résulté, une première perte de plus de 1 milliard pour nos vignerons (et encore est-ce là une appréciation tout à fait réduite, car bien des terres plantées en vignes ont dû rester incultes, parce qu'elles étaient impropres à toute autre culture). Il faut tenir compte des avances de fonds considérables qui ont dû être faites en vue de la reconstitution : un million et demi d'hectares au moins ont été replantés, à raison d'un coût généralement estimé 3.000 francs l'hectare, soit le joli total de 4 milliards et demi. Si l'on tient compte enfin des sommes dépensées en travaux occasionnés pour la submersion de certaines plantations, en produits chimiques de toutes sortes, efficaces, mais fort coûteux, en vue de lutter contre la maladie; si l'on considère les essais infructueux, les hésitations des viticulteurs à reconstituer l'ancien vignoble, laissant de longues années en jachère

de vastes étendues de terrain, on arrive à ne pas trop s'éloigner de la vérité en estimant à plus de 6 milliards de francs les pertes, les lourdes charges qui ont dû être supportées par notre viticulture.

Comment l'invasion phylloxérique fut-elle enrayée ? C'est ce que nous allons examiner brièvement.

La récolte de 1879, peu abondante, avons-nous dit, dévoila toute l'étendue du mal. Immédiatement, viticulteurs et savants entreprirent la lutte avec une énergie admirable. Malheureusement, tous ces efforts ne devaient pas être couronnés immédiatement de succès. Le mal était grave, les remèdes efficaces coûteux (sulfure de carbone, sulfocarbonate de potassium, submersion) ou désespérés (arrachage des vignes françaises et leur remplacement par des cépages américains, moins sujets aux attaques du phylloxéra, à raison de la constitution histologique et de la composition chimique des tissus de leurs racines, se lignifiant plus rapidement, moins profondément attaqués et plus rapidement cicatrisés). Les remèdes proposés d'autre part, ne paraissaient pas toujours parfaitement efficaces et leur nombre créait chez nos vignerons un esprit d'hésitation, d'impuissance, tout à fait préjudiciable au relèvement de leur industrie. Aussi, peut-on dire que les initiatives individuelles auraient été sans doute découragées à la longue, si l'intervention de l'Etat n'était venue les ranimer.

C'est ici que nous voyons pour la première fois éclore tout un ensemble de mesures législatives nettement protectrices de la viticulture : nous allons les passer en revue.

Trois mobiles incitèrent le Parlement à intervenir.

D'abord, ce furent la gravité, en même temps que la persistance et les progrès de la maladie, dus à l'inefficacité ou tout au moins à l'application peu réalisable des différents remèdes proposés; c'était, en d'autres termes, l'état d'impuissance dans lequel se débattait notre viticulture agonisante, dont la disparition aurait cependant entraîné pour notre pays les plus désastreuses conséquences économiques. Ce furent ensuite les cris de détresse de nos vignerons : la crise avait créé dans le monde viticole un puissant courant de solidarité qui lui avait permis de prendre conscience de ses propres forces, et cette communauté d'intérêts considérables, il faut bien le reconnaître, avait pu se créer d'autant plus facilement que la population viticole très nombreuse (en 1879 on comptait 1.865.078 récoltants de vin) se trouvait en très grande partie groupée sur une étendue relativement faible du territoire. La crise avait d'ailleurs jeté un certain effroi dans le monde des consommateurs, qui redoutaient la hausse du prix des vins et l'opinion publique était par conséquent tout à fait disposée à écouter les doléances de nos vignerons. Enfin, les théories économiques avaient singulièrement évolué depuis quelques années; à la théorie classique de la libre concurrence, s'était peu à peu substituée, au sein de notre Parlement, celle de la protection, et, dans notre pays, à représentation agricole excessivement forte, ce fut tout naturellement en faveur de notre agriculture que notre législateur s'engagea dans la voie de protectionnisme; ce devait être en faveur de la viticulture que son intervention allait se traduire par le plus grand nombre de dispositions, au cours de ces trente dernières années.

En ce qui concerne la législation qui intervint au cours de la crise phylloxérique, on ne saurait nier, tout au moins dans son ensemble, l'action bienfaisante qu'elle exerça.

Il nous faut faire une distinction entre les diverses mesures édictées. Les unes, les plus nombreuses, vinrent en aide à la viticulture dans la lutte directe contre le fléau : loi du 22 juillet 1874, attribuant un prix de 300.000 francs « à l'inventeur d'un moyen efficace et *économiquement applicable* (c'était là l'important), dans la généralité des terrains, pour détruire le phylloxéra ou en empêcher les ravages » : le prix ne fut jamais décerné, mais cette loi n'en eut pas moins pour résultat de susciter les recherches des savants; lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879, interdisant l'introduction en France et même le transport d'une région phylloxérée de la France dans une autre non atteinte, des plants et sarments attaqués; décret du 12 juillet 1880, étendant à l'Algérie l'application des deux lois précédentes; décret du 15 mai 1882, assurant l'exécution dans notre pays de la convention internationale de Berne du 29 avril 1882, conclue entre les principaux Etats viticoles d'Europe, et qui édictait toute une série de mesures en vue d'enrayer la propagation du phylloxéra; enfin, nombreuses dispositions assurant le versement de fonds entre les mains, soit de syndicats de propriétaires, soit de l'Administration, fonds destinés à expérimenter les divers remèdes proposés, à éclairer les viticulteurs sur leur degré d'efficacité : les fonds ainsi distribués ne furent pas très considérables, mais leur emploi judicieux eut pour heureuse conséquence de prouver à la masse de nos viticulteurs que le mal n'était pas

sans remède, de faire renaître chez eux la confiance.

Les autres mesures avaient pour objet d'alléger les charges de la viticulture et de provoquer une hausse du prix du vin. Ces dispositions devaient soulever, pour la plupart, tout au moins, de nombreuses critiques. Nous devons citer d'abord, par ordre de date, la loi du 29 juillet 1884, qui accordait aux viticulteurs voulant faire usage de sucre, soit pour augmenter la force alcoolique de leurs vins, soit pour fabriquer des vins de sucre, de seconde cuvée, une remise de taxe; alors que les droits sur les sucres livrés à la consommation étaient de 50 fr. (40 francs d'après la loi du 24 juillet 1888) par 100 kilos, les sucres destinés au sucrage des vins ne payaient plus que 20 francs. La loi du 1^{er} décembre 1887 exemptait de l'impôt foncier toutes les terres plantées en vigne, âgées de moins de quatre ans.

Il faut citer également les lois du 14 août 1889 (loi Griffé) et du 11 juillet 1891 (loi Brousse), qui ont reçu les noms de leurs promoteurs. Toutes deux avaient pour objet de permettre aux viticulteurs dont les récoltes baissaient sans cesse (en 1887 : 24.300.000 hectolitres), de trouver un certain dédommagement pour les sacrifices récents qu'ils venaient de s'imposer en vue de la reconstitution, dans une augmentation du prix du vin qui, grâce à la fabrication en grand des vins de raisins secs, de marcs et de sucre, restait malgré tout stationnaire et peu élevé. Ces deux lois, visant à entraver la fabrication de ces vins artificiels, leur refusaient l'appellation de « vin », ne permettaient leur circulation que dans des récipients portant en gros caractères la mention : « vin de sucre », « vin de marc », « vin de raisins secs », en les faisant

suivre d'après des comptes particuliers par la Régie, enfin leur imposaient, tant en vue de leur production que de leur mise en vente, des locaux distincts. Ces deux lois ont été vivement prises à partie, sous prétexte qu'elles lésaient une industrie, qui ne présentait cependant aucun danger pour la santé publique. Nous ne pouvons partager cette manière de voir, car les sacrifices considérables faits par nos vignerons pour la reconstitution n'avaient été consentis par eux, pour une large part, ce n'est pas douteux, que grâce aux encouragements de l'Etat lui-même : dès lors, n'était-il pas juste que l'Etat intervînt en faveur du vin naturel ? D'ailleurs, ces lois ne devaient pas ruiner la production des vins artificiels : elle ne prévoyait en effet aucun procédé efficace en vue de la découverte et de la répression des fraudes qu'elles visaient.

Il nous faut parler enfin des mesures, infiniment plus critiquables selon nous, édictées par le Parlement, vers la fin de la crise, contre les ennemis du dehors, contre les importateurs de vin. Ce n'est que de 1892, époque de l'arrivée à échéance des précédents traités de commerce, que datent des changements importants. L'adoption en 1892 d'un nouveau régime douanier, nettement protectionniste, en ce qui concerne les vins en particulier, fut la réalisation de vœux exprimés depuis de nombreuses années par nos viticulteurs qui, impressionnés par le chiffre sans cesse croissant de nos importations et par la marche descendante de notre production, croyaient découvrir dans la concurrence étrangère la principale cause de la stagnation des prix. Il est vrai que les importations avaient augmenté dans de nota-

bles proportions, en présence de la faiblesse de notre production et des droits d'entrée peu élevés qui pesaient sur les vins étrangers (2.938.000 hectolitres en 1879, au début de la crise, et moyenne de 11 millions et demi, de 1886 à 1892), tandis que nos exportations avaient légèrement fléchi. Dès lors, n'était-il pas de toute nécessité d'enrayer le mouvement d'importation, de protéger la viticulture nationale, en prévision de récoltes abondantes qui ne devaient pas tarder, par suite de la reconstitution, du développement du vignoble algérien qui allait jeter, en franchise, sur notre marché, de grandes quantités de vins, du développement donné enfin à la culture de la vigne dans les vieux pays viticoles (Espagne, Italie, Grèce), et de la création de vignobles dans des pays où jusqu'alors la production du vin était inconnue (Russie, République Argentine, Californie, Australie...) ? Le raisonnement de nos viticulteurs paraissait fondé. En tout cas, tandis qu'avant 1882 le vin était soumis, à son entrée en France, à une taxe modérée, qui n'impliquait nullement l'idée de protection (3 fr. 50 par hectolitre jusqu'à 15°9), qu'à partir de 1882 et jusqu'en 1892 les vins espagnols payaient seulement un droit de 2 francs par hectolitre, jusqu'à 15°9 toujours, on assiste en 1892 à un relèvement considérable de droits, puisque les vins étrangers étaient frappés jusqu'à 10°9 d'un droit de 1 fr. 20 par degré, au tarif général, de 0 fr. 70 au tarif minimum, et à partir de 11°, d'un droit supplémentaire de 1 fr. 56 par degré. Ce nouveau régime devait marquer le début de l'ère de la prohibition à peu près complète des vins étrangers sur notre territoire.

Toutes ces mesures révélaient chez notre législateur

un désir évident de venir en aide à notre infortunée viticulture; elles ne lui furent cependant pas également salutaires.

CHAPITRE III

LA CRISE DE 1893

Dès 1890, l'ère des désastres causés par les maladies de la vigne paraissait close : elle devait l'être en effet. L'oïdium et le phylloxéra n'avaient certes pas disparu, ils ne devaient plus abandonner notre vignoble; de nouvelles maladies, moins graves, telles que le mildew, le black-rot, etc..., avaient fait leur apparition; mais, désormais, l'existence même de la vigne n'était plus en danger. La culture seulement, par suite de la nécessité de nouveaux traitements, devenait plus onéreuse, et les viticulteurs avaient pleine confiance en l'avenir.

Leurs espérances ne paraissaient-elles pas d'ailleurs pleinement fondées ? Notre ancien vignoble n'était-il pas à peu près complètement reconstitué et la qualité de ses vins ne lui assurait-il pas à nouveau, et à brève échéance, son titre si envié jadis par les autres nations, de « premier vignoble du monde » ? Alors que depuis 1880 les besoins de notre marché n'avaient pu être satisfaits que grâce au concours de l'étranger et de l'industrie des vins factices, pouvait-on sérieusement envisager la crainte d'une surproduction à une époque où notre législateur venait d'édicter tout un ensemble de dispositions efficaces, elles le paraissaient du moins, en vue de faciliter, à des prix

rémunérateurs, l'écoulement du vin naturel ? Et puis, si par impossible notre marché venait à être satisfait, quelles mesures de représailles avaient à craindre, de la part de l'étranger, nos viticulteurs ? La qualité de leurs vins, leur ancien renom dans le monde entier ne permettaient-ils pas d'espérer le développement de nos exportations ?

Une nouvelle crise, toute différente des précédentes, ne devait pas cependant tarder. La récolte abondante et inattendue de 1893 en fut la cause. Cette récolte fut abondante, car si depuis 1885 la production de notre vignoble n'avait que très rarement et très faiblement dépassé 30 millions d'hectolitres, l'année 1893, par suite de conditions atmosphériques particulièrement favorables, devait voir ce chiffre presque doubler, dépasser légèrement 50 millions. La récolte fut en outre plus abondante qu'on ne le croyait.

Quel fut le véritable caractère de la crise ? Certains, impressionnés par le saut considérable que venait de faire la production, ont voulu la rattacher à l'idée de surproduction; au premier abord, il semble bien qu'il y ait eu véritable encombrement du marché, à raison de la baisse énorme des prix (en décembre 1893, les vins ordinaires du Midi se vendaient de 8 à 10 francs l'hectolitre). Les viticulteurs cependant attribuèrent la crise à la concurrence faite, tant par les vins étrangers que par les vins artificiels.

Selon nous, ce qui caractérise la crise de 1893, c'est : la stagnation des affaires.

Quelle était la cause de cette stagnation ? La surproduction ? Non, car la consommation intérieure ne pou-

vait être satisfaite qu'imparfaitement avec 50 millions d'hectolitres; mais bien le système économique en vigueur, encore mal assis, qui n'assurait pas au vin naturel un facile écoulement. Si l'on rattache la crise à l'idée de surproduction, comment expliquer que des vins offerts à des prix dérisoires, au lendemain de la récolte, restent cependant sans acheteurs ? Sait-on encore quel sera le chiffre exact de la production ? Non, si le commerce se réserve, ce n'est pas tant parce que la récolte 1893 est surabondante que parce que l'avenir apparaît sombre. En 1893, par suite de l'application du nouveau tarif douanier, les exportations ont baissé et les importations encore bien davantage : l'étranger paraît user de représailles et nous fermer ses portes. Notre consommation est, d'autre part, stationnaire, et cependant la fabrication des vins factices, malgré les lois votées, n'est pas entravée dans son développement. Et puis, les futures récoltes seront peut-être aussi abondantes que celle de 1893. En somme, il y a moins crise de surproduction que crise de stagnation des affaires, en prévision d'un écoulement difficile du vin, en prévision d'une surproduction future, prochaine.

La crise ne devait pas être de longue durée.

La nature en hâta la solution. Par suite de gelées générales en effet les récoltes 1895, 1897 et 1898 furent très réduites, les récoltes 1894 et 1896 peu abondantes, si bien que la moyenne de la production n'atteignit que 35 millions d'hectolitres pour la période 1894-1898, c'est-à-dire un chiffre bien inférieur à celui qu'exigeait alors notre consommation (50 millions en moyenne). Dès 1894, la crainte de la surproduction était chassée de tous les

esprits, provisoirement au moins; le commerce honnête reprit confiance et les prix du vin remontèrent, devinrent relativement rémunérateurs.

Mais les viticulteurs n'attendirent pas ce que pouvait leur réserver l'avenir. Devant la brusque baisse des prix, en partie injustifiée selon eux, et provoquée par les agissements du monde des commerçants qui, sous prétexte de surproduction, se tenaient dans une prudente réserve, les producteurs s'organisèrent en vue de formuler leurs vœux ouvertement. Dès le mois de décembre 1893, de vastes meetings sont organisés; c'est d'abord Montpellier qui voit défiler dans ses rues, le 12 décembre, plus de 20.000 viticulteurs réclamant l'interdiction absolue du mouillage et de la mise en vente des vins de raisins secs, des vins alcoolisés; c'est ensuite Béziers, Narbonne où les doléances se traduisent sous une forme menaçante : « Si le 1^{er} février 1894, est-il décidé, les vœux n'ont pas reçu satisfaction, l'impôt sera refusé et les corps élus devront démissionner en masse. »

Ces manifestations eurent pour résultat de décider le Parlement à agir. Le 30 janvier 1894, le gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à la répression du mouillage et du vinage. Malgré toutes les attaques dont ce projet fut l'objet, le 24 juillet il était adopté. La loi du 24 juillet 1894 intitulée : « Loi relative aux fraudes commises dans la vente des vins (alcoolisation et mouillage) » ne créait pas les délits de mouillage et de suralcoolisation, déjà prévus par les lois Griffe et Brousse, mais en modifiait le caractère, puisqu'ils existaient désormais, « même dans le cas où la falsification était connue de l'acheteur ou du consom-

mateur (1) ». L'article 2 de la loi permettait seulement le vinage pour les vins dits « de liqueur » et pour les vins destinés à l'exportation. Cette loi devait bien vite tomber dans l'oubli : dès le mois de juillet 1894, en effet, les cours remontèrent par suite de la perspective d'une faible récolte, et les lamentations des viticulteurs cessant, les fraudeurs furent oubliés. Dès le mois d'octobre, les cours étaient revenus à leur ancien niveau (15 à 16 francs l'hectolitre).

Mais par la suite, malgré les récoltes peu abondantes, déficitaires de 1895 et 1896, les cours des vins baissèrent. Les viticulteurs menèrent contre la fabrication des vins artificiels une nouvelle campagne. Bientôt des propositions de lois furent présentées au Parlement : elles devaient aboutir au vote de la loi du 6 avril 1897, qui s'attaquait aux vins de raisins secs, en soumettant leur fabrication, leur circulation et leur mise en vente aux droits et régime de l'alcool, aux vins de marc et de sucre, en interdisant leur fabrication et leur circulation, en vue de la vente. Malheureusement pour nos viticulteurs, cette loi ne devait pas leur faciliter l'écoulement de leurs produits. Si, en effet, elle devait porter le coup fatal à la fabrication des vins de raisins secs, à raison des droits énormes dont elle la frappait, elle ne devait pas ruiner celle des autres

(1) L'innovation était une réponse à la pratique commerciale employée en vue d'éluder les lois Griffe et Brousse, qui ne punissaient la mise en vente des vins artificiels que lorsqu'ils ne circulaient pas dans des récipients portant en gros caractères leur véritable composition. Pour éviter des poursuites, les commerçants apposaient dans leurs débits des pancartes du goût de celle-ci : « Ici, tous les vins sont vendus sans garantie, comme étant additionnés d'eau, de vin de raisins secs et de vin de sucre ». De la sorte, l'acheteur n'était pas trompé et les dispositions légales étaient respectées.

vins artificiels, des vins de sucre notamment, à raison de la survivance des lois du 26 juillet 1884 et du 5 août 1890 qui, on le sait, dégrevaient considérablement les sucres destinés au sucrage des vins avant la fermentation. Le législateur avait voulu protéger la viticulture contre ses ennemis, contre les commerçants peu scrupuleux, qui se livraient à une fabrication éhontée de vins factices, avec des raisins secs, du sucre ou d'autres substances plus ou moins nuisibles à la santé; mais il avait négligé de protéger la viticulture contre elle-même : il avait eu trop confiance en sa sagesse, et les dispositions toujours en vigueur des lois de 1884 et 1890 sur les sucres, si favorables à la production des vins factices, allaient inciter viticulteurs, aussi bien que commerçants d'ailleurs, à frauder en vue d'augmenter le chiffre de leurs revenus, dans les années de disette principalement.

La loi du 29 décembre 1897 relative à la suppression totale ou partielle, au gré des communes, des taxes d'octroi sur le vin ainsi que sur les autres boissons hygiéniques devait rendre de plus grands services. Depuis 1880, de nombreuses propositions en vue de l'abolition de l'octroi avaient été déposées sur les bureaux des deux Chambres : c'est dire que la loi de 1897 se fit longtemps attendre. La loi contient deux séries de dispositions : les unes, relatives à la suppression facultative ou à la réduction obligatoire des droits d'octroi sur le vin et les autres boissons hygiéniques; les autres, relatives à l'énumération des diverses taxes de remplacement. La loi ne rend obligatoire, dans son article premier, que la réduction des droits. « Quel que soit le désir de la commission, disait M. Bardoux, dans son rapport sur le projet de loi,

d'apporter un remède à la crise viticole... l'examen des faits ne permet pas de proposer la suppression obligatoire et complète des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. » Il ne faut pas oublier en effet qu'alors, les boissons hygiéniques (le vin venait en tête) fournissaient à elles seules près du tiers du produit de l'octroi (en 1898, rendement total de l'octroi : 333.194.901 francs, dont 95 millions produits par les boissons hygiéniques; le vin à lui seul produisait près de 75 millions). On voit par ces quelques chiffres combien auraient été grandes, pour ne pas dire insurmontables, les difficultés qu'auraient eues à surmonter les communes pour trouver du jour au lendemain de nouveaux impôts, si le législateur avait ordonné la suppression totale et immédiate de ces taxes. L'article 2 de la loi fixe les limites dans lesquelles les droits sur le vin seront obligatoirement ramenés : ils varient suivant l'importance de la population. Le dégrèvement ainsi opéré était considérable. Les communes prélevaient alors, sous forme de droits d'octroi, de lourdes taxes, qui avaient augmenté de façon très sensible au cours de la seconde moitié du xix^e siècle : 26 millions de francs en 1850, 48 millions en 1871, pour évoluer entre 75 et 80 millions à partir de 1875. Le dégrèvement était surtout sensible pour Paris : en 1896, le rendement de l'octroi sur le vin y avait été de 51.082.484 francs, alors qu'il n'avait atteint pour les autres communes que 29.926.804 francs. C'était donc à Paris que le vin était le plus lourdement taxé : la ville percevait en effet 10 fr. 62 de droits d'octroi par hectolitre; la loi de 1897 ramenait ce droit à 4 francs et la ville de Paris, bien entendu, était libre de dégrever complètement le

vin, ce qu'elle devait réaliser quelques années plus tard. Le régime en vigueur à Paris, au moment de la promulgation de la loi de 1897, frappait le vin de droits énormes (18 fr. 87 par hectolitre, si l'on tient compte, en outre, des droits perçus au profit de l'Etat, soit plus du double de sa valeur vénale au lieu de production); il y avait là un obstacle insurmontable au développement de son écoulement et le consommateur était contraint de s'adresser au débitant qui lui offrait du vin à plus bas prix que le producteur, mais aussi combien frelaté ! La nouvelle loi allait avoir pour effet de porter une atteinte considérable au monopole presque exclusif du marchand de vin, au plus grand profit des viticulteurs, qui pourraient désormais entrer en relations directes avec le consommateur. La loi de 1897 autorisait les communes à recourir à un certain nombre de taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés; elle en faisait une longue énumération et laissait aux communes la liberté de choisir celles qui leur paraissaient les plus équitables, sous la seule réserve de l'approbation préfectorale pour les taxes énumérées dans l'article 4, et de l'approbation législative, s'il s'agissait des taxes directes ou indirectes prévues par l'article 5. La loi du 29 décembre 1897 devait d'ailleurs donner lieu à d'assez grandes difficultés d'application, si bien que ses dispositions ne furent appliquées qu'au cours de l'année 1901 : cette loi ne devait donc pas apporter immédiatement une amélioration à la situation de la viticulture.

Dans la même période et à la même époque, une loi dite « loi du Cadenas »; était votée (13 décembre 1897). Elle décidait qu'un simple décret suffisait

pour appliquer, immédiatement et provisoirement, les relèvements des tarifs douaniers prévus dans tout projet de loi présenté par le gouvernement et soumis aux Chambres. C'était là un nouvel obstacle éventuel mis à l'importation des vins. La loi du Cadenas ne devait pas rester longtemps lettre morte : le 21 novembre 1898, en effet, le gouvernement déposait un projet de loi établissant une taxe fixe de 12 francs sur les vins importés, titrant jusqu'à 12° et une surtaxe de 2 fr. 80 par degré et par hectolitre en sus; ces taxes étaient perçues dès le lendemain, 22 novembre. C'était la substitution du régime de la taxe unique au régime de la taxe proportionnelle au degré, qui n'avait pas donné de très bons résultats (1). C'était aussi une augmentation très sensible de la taxe : tel vin, en effet, de 10°9 par exemple qui, d'après le tarif de 1892 payait 7 fr. 63 de droit d'entrée, allait maintenant payer 12 fr. C'est précisément cette augmentation qui passa inaperçue aux yeux du Parlement dans la discussion du projet de loi, qui eut lieu devant la Chambre les 19, 20 et 21 décembre 1898. C'est ainsi que la loi douanière du 1^{er} février 1899 fut votée : elle n'était que la reproduction du projet de loi présenté et appliqué le 22 novembre 1898 par le gouvernement. Toutefois, un amende-

(1) Voici ce que déclarait M. Du Périer de Larsan devant la commission des douanes, pour justifier les nouveaux tarifs : « La loi de 1892 abaisse à 10°9 la limite alcoolique pour la perception du droit sur l'alcool. Que voyons-nous se produire? Immédiatement, la moyenne des vins importés descend à peu près au même niveau, et ces vins..., dont la force alcoolique était, nous dit-on, indispensable pour améliorer nos vins français trop faibles, se trouvent, par suite d'un mouillage intelligent et pour ne pas payer de droits sur l'alcool, n'avoir plus comme force que la moyenne des bons vins français. »

ment, dit « amendement Piou » vint encore aggraver les mesures prises contre l'importation des vins étrangers. Proposé le 21 décembre, en fin de séance, il passa presque inaperçu. Cet amendement est ainsi conçu : « Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile, indicatrice du pays d'origine. Les vins étrangers entrant en franchise ne pourront être, en France, coupés ou mélangés, ni faire l'objet d'aucune manipulation. » C'était la réalisation d'un vœu depuis longtemps exprimé par nos viticulteurs. Cette mesure ne devait pas tarder cependant à avoir pour notre commerce d'exportation les plus fâcheuses conséquences. A l'exception des vins d'Algérie et de Tunisie, toujours admis en franchise, nos importations devaient fléchir considérablement, et entraîner également la diminution de nos exportations, pour nos vins ordinaires tout au moins, tant à raison de leur prix de revient supérieur qu'à raison de leur trop faible tenue, qui ne pouvait plus être compensée par des coupages de vins étrangers.

En somme, si les cours des vins dans la période 1894-1899 furent relativement rémunérateurs pour nos vignerons, il n'en faut pas attribuer le mérite aux efforts, louables et sincères sans doute, du législateur, car toutes les mesures édictées ne facilitèrent pas l'écoulement du vin, mais uniquement à ce que les récoltes furent peu abondantes, même très médiocres pour la plupart.

Et dès lors, n'était-il pas à redouter qu'une nouvelle crise éclatât au premier saut brusque de la production, qu'un nouvel effondrement des cours eût lieu, comme en 1893 ? C'est en effet ce qui devait se produire avec la récolte 1899.

CHAPITRE IV

LA CRISE ACTUELLE OU CRISE DE LA MÉVENTE DES VINS (1900-1907).

Première phase. — 1900-1906.

La récolte peu abondante de 1898 (32 millions d'hectolitres) fut rapidement épuisée; en août 1899, en effet, le stock commercial était des plus réduits (3 millions d'hectolitres au lieu de 10 en général). La future récolte paraissait médiocre, et tout faisant croire à la hausse, le commerce fit de nombreux achats sur souche. Mais les vendanges commencèrent tôt, les vins furent de mauvaise qualité et, chose plus grave, la production fut supérieure de plus d'un tiers aux plus optimistes prévisions. De nombreux excédents durent, par suite, être cédés à vil prix, et une énorme baisse des cours se produisit dès octobre 1899. Au printemps suivant, la récolte s'annonçait belle et la débâcle du marché devint complète : c'est de cette époque que date le commencement de la crise actuelle.

Elle devait revêtir un caractère tout à fait particulier de gravité, après la récolte 1900, qui fut exceptionnelle (plus de 67 millions d'hectolitres, près de 20 millions de plus qu'en 1899). Il y eut de nombreux excédents, qui furent cédés à des prix dérisoires (2 fr. 50 l'hectolitre : les frais de ramassage n'étaient même pas recouverts).

Les excédents écoulés, les viticulteurs durent se contenter de céder leurs vins à 7 ou 8 francs l'hectolitre, à 0 fr. 80 ou 0 fr. 90 le degré par conséquent : c'étaient des prix de famine, puisque le prix de revient minimum de l'hectolitre de vin est généralement évalué à 13 ou 14 fr. La récolte 1901, qui atteignit presque 58 millions d'hectolitres, n'apporta à la situation aucune amélioration. En 1902, il y eut diminution sensible de la production (40 millions), et nous assistons, en 1903, à un certain relèvement des cours; la crise n'en persistait pas moins, car les nouveaux prix n'étaient pas très rémunérateurs. Cependant, avec la récolte déficitaire de 1903 (35 millions et demi), il était permis d'escompter une forte hausse : nous voyons en effet pratiquer les cours de 2 fr. 25 à 3 fr. le degré en septembre 1903, ce qui portait le prix d'un vin de 8° à 18 ou 20 francs l'hectolitre. Malheureusement, par suite d'une énorme fabrication de vins artificiels, dès les premiers mois de 1904, un véritable effondrement se produit (en mars 1904, les prix sont de 1 fr. 30 et même 1 fr. 10 le degré). Depuis, la situation, loin d'aller en s'améliorant, s'est aggravée encore : les récoltes 1904, 1905 ont été abondantes (61 millions et demi d'hectolitres en moyenne). La récolte 1906 (52 millions), n'a apporté aucun relèvement des cours, qui se tenaient toujours aux environs de 1 franc le degré, fin 1906.

En présence d'une telle persistance de la crise, on pourrait croire que depuis 1900 l'intervention du législateur ne s'est plus manifestée : il n'en est rien cependant, voyez plutôt.

Au point de vue extérieur, aucune innovation par

exemple : c'est toujours la loi douanière du 1^{er} février 1899 qui est en vigueur. Elle est, nous l'avons dit, nettement défavorable au développement de notre commerce d'exportation, car depuis sa mise en application, les pays étrangers ont usé de représailles à notre égard, ont frappé nos vins de taxes énormes, prohibitives. Nos débouchés, loin de s'être étendus, se sont au contraire restreints.

Par contre, au point de vue intérieur, de nombreuses mesures ont été édictées. Les unes ont eu pour but et pour effet incontestable le développement de la consommation du vin dans notre pays. Il faut citer : 1° *la loi du 29 décembre 1897* : nous avons précédemment analysé son économie, mais son entrée en vigueur ne date que de 1901. Elle a opéré une réduction très notable des droits d'octroi qui pesaient lourdement sur la circulation du vin et a servi la cause de la viticulture. Certaines communes mêmes, telles Paris et Lyon, ont totalement supprimé les droits d'octroi; 2° *la loi du 29 décembre 1900* : elle réduit très notablement les taxes perçues alors au profit de l'Etat; elle supprime en effet totalement les droits de détail, d'entrée et de taxe unique, conserve le droit de circulation en le fixant pour toute la France au taux uniforme de 1 fr. 50 par hectolitre, et crée un droit de circulation sur « les vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes pour des quantités supérieures à 10 hectolitres, à raison de 2 hectolitres de vin par 3 hectolitres de vendange ».

Le dégrèvement net ainsi opéré par ces deux lois a été évalué, si l'on tient compte de la quantité de vin alors

imposée (30 à 35 millions d'hectolitres), au chiffre approximatif de 100 millions de francs par an : c'est un résultat appréciable.

D'autres mesures ont été édictées en vue d'éliminer du marché les vins artificiels. A cet égard, il faut citer : 1° *la loi du 29 décembre 1900*. Nous avons vu que la loi du 29 juillet 1884 avait détaxé considérablement les sucres destinés au sucrage des vins; la loi du 5 août 1890 avait consacré ce système, qui avait donné à la fabrication des vins de sucre une importance considérable; les lois du 14 août 1889, du 11 juillet 1891 et du 6 avril 1897 (cette dernière surtout, en interdisant la circulation de tout vin artificiel en vue de la vente), avaient tenté de ruiner la fabrication des vins factices, des vins de sucre notamment. Mais il était très difficile, sinon impossible, du moins le soutenait-on, de distinguer nettement un vin naturel d'un vin de sucre, et, comme les quantités de sucre destinées à relever le degré alcoolique des vins ou des piquettes n'étaient pas légalement limitées, il était extrêmement difficile de saisir la fraude. La loi du 29 décembre 1900, dans son article 16 (amendement Lauraine) est venue combler cette lacune : cet article, en effet, tout en maintenant la détaxe sur les sucres destinés au sucrage des vins, telle qu'elle avait été fixée par la loi du 5 août 1890 (24 francs par 100 kilos), exclut du bénéfice de la détaxe les acheteurs de vendange, réserve cette faveur aux récoltants, et seulement en vue de la fabrication des boissons familiales, à raison d'un emploi maximum de 40 k. de sucre par membre de la famille et domestique attaché à la personne.

2° *Le décret du 20 juillet 1901*. Il décide que les pro-

ducteurs voulant bénéficier de la détaxe sur les sucres, dans les limites fixées par l'article 16 de la loi du 29 décembre 1900, doivent adresser par écrit une demande, quinze jours au moins avant la récolte, à l'administration de la Régie; cette demande doit contenir : les nom, prénoms, qualité du producteur, les noms des membres de sa famille et de ses domestiques, l'importance approximative de sa récolte, la quantité de sucre demandée, les quantités approximatives des vins devant recevoir une addition de sucre et les quantités des boissons de marcs sucrés qui désirent être fabriquées. Dans son article 7, le décret dit que les quantités de sucre admises au bénéfice du tarif réduit, dans les limites de l'article 16 de la loi de 1900, peuvent être utilisées indifféremment en première ou deuxième cuvée. Enfin, le même article 7 innove, en ce qu'il fixe les quantités de sucre (quels que soient les droits acquittés) qui ne pourront être dépassées, soit en première, soit en deuxième cuvée : 20 kilos par 3 hectolitres de vendange pour relever le degré alcoolique des vins; 50 kilos pour la même quantité de vendange, en ce qui concerne la fabrication des vins de marc.

3° *La loi du 28 janvier 1903.* Elle abaisse de 60 à 25 fr. les droits pleins sur les sucres et supprime le tarif réduit en faveur des sucres destinés au sucrage des vins. Elle réduit la quantité de sucre qui pourra être employée en première cuvée à 10 kilos par 3 hectolitres de vendange, ce qui permet encore d'élever la force alcoolique d'un vin de 2°9 environ (1 k. 725 de sucre élève la force alcoolique d'un hectolitre de vin de 1° et trois hectolitres de vendange correspondent à deux hectolitres de vin); elle

fixe la quantité de sucre à employer pour la fabrication des vins de sucre, à condition qu'ils soient destinés à la consommation familiale du producteur, à 40 kilos par membre de la famille et par domestique, et à 40 kilos par trois hectolitres de vendanges récoltées. La Régie doit être avertie des opérations de sucrage trois jours au moins à l'avance; les déclarations sont faites aux recettes buralistes des contributions indirectes. Enfin, tout détenteur de vendanges, moûts ou marcs qui, à l'époque de la récolte, désire avoir en sa possession plus de 50 k. de sucre, doit en faire au préalable la déclaration et fournir les justifications d'emploi. Les peines édictées pour infractions aux précédentes dispositions sont sévères : confiscation des boissons saisies et amende de 500 à 5.000 francs; les peines sont doublées dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre en vue de la vente. En cas de récidive, outre l'amende, une peine de prison de six jours à six mois peut être infligée. Un décret du 6 octobre 1903 a étendu à l'Algérie les mesures précédentes, renfermées dans l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903.

4° *La loi du 18 juillet 1904.* Nous savons que la loi du 24 juillet 1894 réprimait le mouillage, même lorsqu'il était connu de l'acheteur. L'application de cette loi ne donna pas les résultats qu'on en attendait : les fantaisies des experts chimistes dans leurs analyses avaient poussé les tribunaux à acquitter, et, à l'abri de l'impunité, le mouillage atteignit bientôt de grandes proportions. C'est en vue de réprimer plus efficacement cette fraude qu'est intervenue la loi de 1904 : elle vise le mouillage qui se pratique chez l'entrepoteur et à l'intérieur de Paris. En

ce qui concerne le mouillage chez l'entrepositaire, elle décide que les chargements de vins de plus de 20 hectolitres doivent être accompagnés d'acquits, qui seront visés en cours de route et déclarés par l'expéditionnaire, sous peine de l'application de l'article premier de la loi du 28 février 1872. Quelle était l'utilité de cette disposition ? elle visait à réprimer le mouillage opéré par l'entrepositaire dans les conditions suivantes : bien que soumis à la surveillance de la Régie pour l'acquittement des droits, il augmentait frauduleusement ses entrées par des titres fictifs « acquits fictifs », ne représentant aucune entrée réelle dans son entrepôt ; il levait au vignoble un titre de mouvement, qu'il faisait décharger à l'entrepôt, sans qu'aucune expédition ait eu lieu : cette fraude, aisée à réaliser, puisque les acquits n'étaient pas sujets à visa en cours de route, la loi de 1904 a eu pour objet de l'empêcher. D'autre part, cette même loi vise le mouillage pratiqué dans Paris, où aucune formalité de circulation pas plus que d'exercice n'existant, les négociants pouvaient se livrer en toute sécurité aux fraudes les plus variées. L'une d'elles est visée par l'article 3 de la loi, et consistait en ceci : sous le couvert d'une fabrication d'hydromel, des négociants préparaient, par la fermentation de l'eau sucrée, des dilutions qu'ils utilisaient à l'alcoolisation de vins, ensuite réduits par le mouillage. Aussi, l'article 3 de la nouvelle loi dispose-t-il : « Est interdite dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés, autres que les bières et les cidres provenant exclusivement de la mise en œuvre de pommes ou poires fraîches. » Cet article applique, pour contravention à ses dispositions, les pénalités édictées par l'article premier de la loi du 28 février 1872.

5° *La loi du 1^{er} août 1905*. Il s'agit ici d'une loi d'ordre général, ayant pour but, c'est son titre, « la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ». Elle abroge les articles 423, 477, 2° du Code pénal, ainsi que les lois du 27 mars 1851, des 5 et 9 mai 1855. Visant toutes les fraudes sur la qualité et la quantité des denrées alimentaires, elle édicte contre les délinquants de sévères pénalités, qui peuvent s'élever jusqu'à une année d'emprisonnement, et, afin de frapper de discrédit le fraudeur, elle crée la peine de l'affichage dans les journaux du jugement de condamnation ou de certains extraits. Cette loi contient cependant quelques dispositions plus spéciales aux fraudes commises sur les vins. C'est ainsi qu'elle substitue les nouvelles pénalités générales qu'elle prévoit, à celles renfermées dans les lois du 14 août 1889 article 7, du 11 juillet 1891 article 2, du 24 juillet 1894 article 1^{er} et du 6 avril 1897 article 3, qui visaient l'addition au vin, d'eau, de diverses matières sucrées, de matières colorantes quelconques, de produits dangereux, tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique ou autres analogues, ainsi que la fabrication et la circulation en vue de la vente des vins de marc et de sucre. Les décrets des 31 juillet et 1^{er} août 1906, organisent, en exécution de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, le fonctionnement du service chargé de rechercher les infractions; ils précisent les formalités qui doivent être observées dans les prélèvements d'échantillons de marchandises suspectes, fixent les méthodes d'analyses destinées à établir la composition des produits livrés à la consommation,

et visent le fonctionnement des expertises contradictoires.

6° *La loi du 6 août 1905*. Celle-ci est spéciale aux fraudes sur les vins. Elle stipule que l'emploi du sucre en vinification, dans les limites fixées par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903, ne pourra avoir lieu que durant la période des vendanges : cette période doit être fixée dans chaque département par un arrêté préfectoral, après avis du Conseil général. Elle déclare que tout envoi de sucre par quantités de 50 kilos au moins à une personne qui n'en fait pas commerce, devra être accompagné d'un acquit-à-caution qui sera remis à la Régie par le destinataire dans les 48 heures suivant l'expiration du délai de transport. Elle stipule dans son article 7 : « Les vins de marcs, les vins de sucre et autres vins artificiels, saisis chez le producteur de ces vins ou chez le négociant, devront être transformés en alcool, après paiement de leur valeur ou être détruits. » Elle soumet les négociants en gros, dans Paris, à l'exercice de la Régie : « Les introductions de boissons, lit-on dans l'article 9, seront justifiées par la représentation des titres de mouvement ; les enlèvements devront être précédés d'une déclaration faite une heure au moins à l'avance au bureau de la Régie et donneront lieu à la délivrance d'un titre de mouvement que le transporteur sera tenu de représenter aux employés à la sortie de l'établissement. » Enfin, elle modifie la loi du 18 juillet 1904 en ce qu'elle interdit dans Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières, et interdit en conséquence l'introduction des raisins de vendange, les raisins frais de table expédiés en grande vitesse restant assimilés aux fruits et exempts,

à ce titre, de tout droit d'octroi. Elle modifie encore cette même loi en ce qu'elle déclare que les chargements de vins de plus de 10 hectolitres (et non de plus de 20) devront être accompagnés d'acquits-à-caution soumis à la formalité du visa en cours de route et à la déclaration d'enlèvement de la part de l'expéditionnaire. Un décret du 25 novembre 1905 rendait applicables en Algérie la plupart des dispositions de la loi du 6 août 1905.

On le voit, la législation protectrice de la viticulture a été extrêmement touffue au cours de ces dernières années; elle a surtout visé à réprimer les fraudes commises dans la vente des vins. Malheureusement, la persistance de la crise de la mévente est la preuve de son inefficacité.

Deuxième phase. — **La campagne 1906-1907. — Les événements du Midi (mai et juin 1907).**

La récolte 1906 (52 millions d'hectolitres), inférieure de 4 millions et demi environ à la précédente, paraissait devoir amener une légère hausse des cours. En présence de la réserve du commerce, les viticulteurs soutinrent d'abord leurs prétentions, bien peu exigeantes en vérité : 1 franc ou 1 fr. 10 le degré pour les vins les plus ordinaires, au lieu de 0 fr. 80 ou 0 fr. 90. De fait, en janvier 1907, la situation paraissait s'améliorer; le commerce, sur le point d'épuiser ses approvisionnements, semblait devoir être sous peu obligé d'accepter une légère majoration des prix. Mais voici que, dès la fin de janvier, quantités de petits propriétaires, poussés par la misère,

durent accepter des prix de famine : 0 fr. 80 à 0 fr. 90 le degré. En février et mars, la petite propriété continue à vendre à vil prix. Mai arrive, et si la grande propriété a voulu se réserver, maintenir ses prix, il n'en reste pas moins vrai que c'est la mévente qui persiste : les cours sont de 0 fr. 90 à 1 franc le degré, toujours. La végétation s'est, en effet, développée à vue d'œil, les dégâts escomptés par suite des effets de la lune rousse (il faut que la viticulture soit bien bas pour souhaiter ainsi son infortune momentanée qui, seule, affirme-t-elle, pourrait la sauver) ne sont pas survenus. Des gelées sont cependant signalées en Bourgogne, dans le Beaujolais et le Lyonnais, de violents orages de grêle ont éclaté dans le Roussillon, et, malgré tout, les cours ne remontent pas. Les viticulteurs sont consternés, ils se demandent avec angoisse si 1907 ne consacrera pas la disparition de la viticulture; ils sont réduits à la famine, exaspérés de voir que la récolte du vin naturel n'a plus d'influence sur le marché, que le vin fabriqué règne seul sur les cours, exaspérés surtout de voir les fraudeurs violer impunément les si nombreuses lois récemment votées contre eux et s'enrichir à leurs dépens.

C'est alors que se produit une véritable croisade des viticulteurs contre la fraude, analogue à celle de 1893, mais infiniment plus imposante, telle que jamais le monde des agriculteurs ne nous en a fourni semblable exemple. En mai et juin, nous assistons dans toutes les régions viticoles, dans le Midi surtout, à une explosion de colères, qui devaient être d'autant plus redoutables et moins aisées à calmer, qu'elles avaient été contenues depuis de longues années.

Nous n'avons certes pas l'intention de relater par le menu les diverses phases de ce mouvement, qui, d'abord pacifique, devait devenir tragique; semblable étude nous entraînerait beaucoup trop loin. D'ailleurs, les événements viticoles de printemps 1907 sont encore présents à toutes les mémoires, et, ce qui mieux est, ont été narrés avec infiniment d'intérêt par M. Leblond, dans son livre intitulé : *La Crise du Midi*. Aussi, nous bornerons-nous à présenter ici quelques très brèves observations, qui nous permettront de comprendre quel était à ce moment l'état de misère lamentable dans lequel se débattaient nos viticulteurs.

Le caractère du mouvement, c'est, sans contredit, une protestation indignée des viticulteurs contre les fraudes des vins qui restent impunies. Le promoteur du mouvement fut un propriétaire de la commune d'Argelliers, dans le département de l'Hérault, M. Marcelin Albert, qui parvint à grouper autour de lui la plupart des propriétaires de sa commune, et constitua un comité dit : « Comité d'Argelliers ». Ce comité devait diriger tout le mouvement, dénoncer aux viticulteurs les agissements coupables des pouvoirs publics, qui, malgré toutes les lois votées, paraissaient favoriser la fraude ouvertement; il devait également dénoncer l'attitude scandaleuse de certains parquets et de certains magistrats qui, consciemment ou non, assuraient dans notre pays le régime de la liberté de la fraude.

Sur l'initiative du comité d'Argelliers engageant tous les viticulteurs à protester énergiquement contre la fraude, vraie cause de leur ruine, nous voyons d'importants meetings se succéder à Narbonne d'abord, le

5 mai, à Béziers, à Perpignan, à Carcassonne, à Nîmes et enfin à Montpellier, sans parler de ceux tenus par les viticulteurs du Var, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, et d'Algérie. Le premier meeting, celui de Narbonne, groupe près de 80.000 viticulteurs venus de tous les points des départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales. M. Marcelin Albert ne prononça que ces simples mots : « Narbonnais, je vous avais promis de vous amener 100.000 hommes : les voilà ! ». La manifestation suivante, celle du 12 mai, eut lieu à Béziers : elle fut encore plus importante, puisque près de 150.000 viticulteurs y participèrent ; elle revêtit un caractère moins calme que celle de Narbonne, car des discours violents furent prononcés, tel celui de M. Bourges, vice-président du comité d'Argelliers, qui déclare : « Nous avons deux ennemis : la fraude et ceux qui la tolèrent ou la favorisent. Nous les combattons par des moyens illégaux s'il le faut. » Tel encore celui de M. Ferroul, maire de Narbonne, qui avait le don d'électriser ses auditeurs par ces simples mots : « Ce n'est pas tout de manifester ; cela ne suffit pas. Il faut passer à d'autres moyens plus décisifs. Vous n'obtiendrez jamais, rappelez-vous, que ce que vous serez capables de prendre. » On le voit, c'est la colère qui monte, c'est le scandale qui grossit. Et, à l'issue du meeting, les délégués des comités se réunissaient et, convoqués sur les mesures à prendre, ils décidaient que de nouveaux meetings auraient lieu dans les principales villes du Midi, que le dernier se tiendrait le 9 juin à Montpellier, et que si satisfaction n'était pas accordée aux doléances de la viticulture, trois jours après toutes les municipalités démissionneraient et tous

les citoyens refuseraient le paiement de l'impôt. C'était un ultimatum adressé au Parlement et au gouvernement. Dans les manifestations des 19 et 26 mai, qui avaient lieu à Perpignan et à Carcassonne, c'était le même ultimatum que lançait la viticulture. La manifestation de Nîmes du 2 juin n'égalait pas en importance numérique les deux précédentes, mais elle ne leur cédait toutefois rien comme importance morale. Si seulement 120.000 manifestants environ se rendaient dans cette ville, ce qui pouvait s'expliquer par l'éloignement de Nîmes des autres centres viticoles, par contre le nombre des communes représentées avait augmenté considérablement. Enfin, le 9 juin, avait lieu à Montpellier la dernière manifestation, qui devait dépasser de beaucoup l'importance de toutes les autres. 500.000 viticulteurs étaient venus à l'appel du comité d'Argelliers, et le défilé de ce peuple eut lieu dans un ordre parfait. L'ultimatum de Béziers y fut acclamé par ce demi-million d'hommes; dès le lendemain soir, les municipalités devaient démissionner et le paiement de l'impôt devait être refusé. Le même jour, 9 juin, 18.000 viticulteurs du Var manifestaient à Brignoles pour protester également contre la fraude : ils avaient à leur tête M. Ollier, délégué des viticulteurs d'Argelliers. Le même jour enfin Alger voyait défiler dans ses rues la plus grande partie des viticulteurs de notre colonie, protestant aussi contre la fraude.

Si le mouvement avait revêtu jusque-là un caractère absolument pacifique, si les viticulteurs avaient pu manifester en toute liberté, grâce à la bienveillance du gouvernement, les événements du Midi devaient bientôt revêtir malheureusement une tournure tragique. La plu-

part des municipalités des départements fédérés (Aude, Hérault et Pyrénées-Orientales) avaient démissionné dès le surlendemain du meeting de Montpellier, les viticulteurs avaient décrété la grève de l'impôt et paraissaient décidés à exécuter leurs menaces : dès lors, un mouvement séparatiste était à craindre, et, bien à tort, croyons-nous, le gouvernement, au lieu d'activer la discussion de nouvelles lois réellement protectrices de la viticulture, allait prendre des mesures de répression qui devaient avoir pour effet d'exaspérer les populations viticoles. Dès le 15 juin, en effet, le gouvernement envoyait dans le Midi de nombreuses troupes. Lors de la manifestation de Béziers, du 12 mai, des incidents regrettables s'étaient produits : des manifestants avaient envahi la mairie, il y avait eu pillage de postes de police. Une information avait été immédiatement ouverte, puis un supplément d'enquête ordonné par la Chambre des mises en accusation de la Cour de Montpellier avait confié à un conseiller la mission de rechercher les responsabilités; agissant comme juge d'instruction, ce conseiller avait ordonné l'arrestation de M. Marcelin Albert, de plusieurs membres du comité d'Argelliers, ainsi que de M. le docteur Ferroul, maire de Narbonne, les promoteurs du mouvement. Le 19 juin, il était procédé à leur arrestation, à l'exception de M. Marcelin Albert, qui devait aller conférer, quelques jours après, avec M. Clémenceau, président du Conseil, et se constituer prisonnier le 27 juin. Des poursuites étaient enfin engagées contre de nombreux maires pour entraves à l'exécution de certaines lois (vérification des poids et mesures, recensement des chevaux, etc...).

Le gouvernement pensait ainsi intimider les populations, ramener le calme, obliger les municipalités à retirer leur démission. Malheureusement, cette intervention était tardive, et la violence appelant la violence, de graves désordres devaient se produire.

L'envoi dans le Midi de forces militaires considérables, l'arrestation des instigateurs du mouvement, des sauveurs des vigneron, du moins dans la pensée de ces derniers, puisque M. Marcelin Albert avait reçu le surnom de « Rédempteur », furent le signal de graves émeutes, de douloureux et tragiques événements. A Narbonne, dans la soirée du 19 juin, une collision sanglante se produit entre la population et l'armée; des barricades nombreuses avaient été élevées dans la journée, puis détruites; la population, réclamant la mise en liberté de M. Ferroul, se porte le soir à la sous-préfecture, qui est gardée militairement; les manifestants, devant le mutisme gardé par les autorités, se disposent à enfoncer les portes et y réussissent lorsque l'armée intervient. Des coups de feu sont échangés, des charges ont lieu, il y a des morts et de nombreux blessés : pendant plusieurs jours, la ville présente un aspect lugubre. Le 20 juin, à Montpellier, une émeute sérieuse, mais moins grave, éclate : des milliers de manifestants se jettent à l'assaut de la prison où sont internés les membres du comité d'Argelliers; de nombreuses charges sont opérées, et l'armée parvient à dégager les abords de la maison d'arrêt; mais il y a des blessés, tant civils que militaires. A Perpignan, l'hôtel de la préfecture est brûlé et saccagé. Le lendemain, 21 juin, c'est un bataillon qui se révolte; à raison des événements, envoyé de Béziers (sa garnison) à Agde, il déserte cette

dernière ville et rentre à Béziers, après avoir pillé la poudrière d'Agde; il ne se soumet qu'après de nombreuses objurgations de ses chefs et sur l'intervention des notables de la ville assurant aux mutins que le gouvernement est prêt à leur pardonner. Il n'est pas jusqu'à la ville de Nîmes, si paisible jusque-là, qui ne soit le théâtre de violentes manifestations. Toute la région narbonnaise est occupée militairement, car c'est là surtout le siège de la résistance. Le 23 juin, le chef du mouvement viticole, M. Marcelin Albert, qui était depuis quelques jours l'objet d'un mandat d'arrêt, se présente inopinément au ministère de l'Intérieur; il prend l'engagement d'aller prêcher le calme dans le Midi, ce qu'il fait, et il se constitue prisonnier le 27 juin à Montpellier.

Bientôt, la situation devient moins critique cependant; dès le lendemain de l'arrestation de plusieurs membres du comité d'Argelliers, un comité n° 2 s'était constitué, avait dirigé le mouvement. Sur la demande de Marcelin Albert, les délégués des comités se réunissaient à Argelliers le 25 juin et examinaient les résolutions à prendre. Ils décidaient de soumettre à bref délai à tous les comités viticoles le texte définitif de leurs revendications, et priaient M. Cazeaux-Cazalet, député de la Gironde, de venir conférer avec eux pour trouver un terrain d'entente. M. Cazeaux-Cazalet, à raison de sa compétence, était bien qualifié pour jouer le rôle de médiateur; il venait, en sa qualité de président de la Commission parlementaire d'enquête de la viticulture, nommée par la Chambre le 25 janvier 1907, d'étudier à fond la question viticole; il avait même déposé un projet de loi sur le bureau de la Chambre. Aussi, le député de la

Gironde, ayant accepté la mission de conciliation, cette nouvelle fut accueillie avec joie dans le Midi. Le 27 juin avait lieu, à Argelliers, sous la présidence de M. Cazeaux-Cazalet, la réunion plénière des délégués des comités viticoles des quatre départements fédérés (Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault et Gard). L'assemblée maintenait les décisions antérieurement prises : grève de l'impôt, démission des municipalités qui seront renouvelées le 1^{er} juillet, élargissement des prisonniers. L'action de M. Cazeaux-Cazalet fut favorablement accueillie et aboutit au vote, par l'assemblée, d'un programme minimum de revendications. Peu à peu, cependant, le calme revenait, les municipalités retiraient leurs démissions. Au milieu du mois d'août encore tout l'arrondissement de Narbonne, centre de l'agitation, manifestait son intention de suivre les comités viticoles dans la guerre déclarée aux pouvoirs publics, un certain nombre d'élections cantonales ne pouvaient avoir lieu dans l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, la grande majorité des viticulteurs marchait toujours à la suite du comité d'Argelliers. Mais désormais le mouvement avait deux chefs : Marcelin Albert n'était plus l'idole, bien des viticulteurs ne lui pardonnaient pas d'avoir rendu visite au ministre de l'Intérieur et surtout d'avoir accepté de lui de l'argent pour payer ses frais de voyage, car dans le Midi, plus qu'ailleurs encore, le ridicule tue; c'était Ferroul en qui le peuple, narbonnais surtout, avait maintenant foi, c'était le nouveau Rédempteur. Par suite de la division qui régnait dans le monde de la viticulture, pour le plus grand bien du pays tout entier, les colères devaient peu à peu s'apaiser; mais la crise ne devait pas

moins subsister, quelque peu atténuée cependant, jusqu'aux vendanges.

Le mouvement viticole de printemps 1907 avait été provoqué, nous le savons, par la persistance de la mévente des vins, due, d'après la viticulture, à la coupable négligence des pouvoirs publics de réprimer la fraude. Est-ce à dire qu'au cours de la campagne 1906-1907, aucune intervention gouvernementale ou législative ne se soit produite en vue de solutionner la crise ? Non, nous allons le voir :

En présence de la mévente, le gouvernement s'avisait enfin, dix-huit mois après sa promulgation, en janvier et février 1907, de permettre l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Jusque-là, en effet, cette loi était restée lettre morte, tant parce que les règlements d'administration publique qu'elle prévoyait n'avaient pas paru, que parce qu'il n'avait pas été voté de fonds par le Parlement pour qu'il fût procédé à l'analyse des denrées alimentaires et des produits agricoles. Le 10 janvier 1907, un règlement d'administration publique indiquait les méthodes qui devaient être suivies pour analyser les vins. Le ministère de l'Agriculture, bien qu'ayant agi avec grande lenteur, se bornait d'ailleurs à indiquer des procédés déjà en usage dans la plupart des laboratoires. Toujours en vertu de la loi du 1^{er} août 1905, et du règlement d'administration publique du 31 juillet 1906, les décrets des 18 février et 12 mars 1907 donnaient à certains laboratoires la mission de procéder seuls à l'analyse des vins suspects. A Paris qui constitue, avec sa population de plus de 4 millions d'habitants (banlieue comprise), le plus gros marché des vins de France, le décret du 31 juil-

let 1906 prescrivant en matière de fraudes alimentaires la séparation absolue des services d'inspection et d'analyse, n'était mis en vigueur que le 12 novembre suivant. Antérieurement, le laboratoire municipal de Paris était à la fois un service de police et un laboratoire d'analyse, et le directeur formulait des conclusions précises. Mais, à la suite de la convention du 12 novembre 1906, passée entre le ministre de l'Agriculture et le préfet de police, et qui avait pour effet d'appliquer au laboratoire municipal de Paris la loi de 1905 et les règles de procédure qui en découlaient (les méthodes nouvelles imposaient aux laboratoires de conclure, sans connaître ni le lieu ni le nom des détenteurs de vins déclarés suspects), le directeur du laboratoire de Paris refusa de parler : c'est ainsi que depuis le 12 novembre jusqu'au 19 mars 1907, aucune affaire de vin fraudé ne put être poursuivie à Paris. A cette date (19 mars), le ministre de l'Agriculture prenait un arrêté aux termes duquel il désignait comme laboratoire d'Etat, seul chargé d'effectuer les analyses légales dans toute l'étendue de la circonscription judiciaire dépendant de la Préfecture de police, le laboratoire municipal de Paris; il faisait ainsi du directeur de ce laboratoire un fonctionnaire directement placé sous ses ordres. Le ministre allouait à cet établissement, à titre de subvention, la somme fixée par les Chambres pour assurer son fonctionnement : 18.000 francs. C'était, en vérité, une allocation tout à fait dérisoire, puisqu'elle ne permettait d'effectuer que 3.000 analyses (6 francs l'analyse), alors que la répression intégrale des fraudes dans Paris aurait exigé un crédit cent fois supérieur au moins, et que d'ailleurs antérieurement, le laboratoire de la ville de Paris

faisait annuellement plus de 30.000 analyses !! Le directeur du laboratoire municipal promettait, à la suite de cet arrêté, de conclure à propos de chaque analyse. Malgré tout, en mai 1907, de nombreuses régions étaient encore hors la loi; les fraudeurs y étaient assurés de l'impunité la plus absolue, puisque aucun laboratoire n'y était désigné. Il s'agissait cependant de régions où la fraude des vins pouvait s'exercer sur une vaste échelle: nous ne parlerons que des régions de Montpellier, de Toulouse, de Perpignan, de Marseille, de Rouen, de Versailles !!

Malgré le grand nombre de lois votées, dès juillet 1906, un groupe dit « de défense viticole » s'était constitué à la Chambre. Il se donna pour tâche de rechercher les causes de la crise et d'en atténuer les déplorables conséquences. Le gouvernement fut interpellé, mais, si de nouvelles mesures destinées à assurer plus efficacement la répression des fraudes furent proposées, toute la discussion se borna à de beaux discours. On discourut sur les causes de la crise: les uns dirent : c'est la faute du sucre; d'autres, de la surproduction, de la propriété; d'autres enfin, du consommateur, du commerce. Le gouvernement prit l'engagement de veiller jalousement sur l'application intégrale des lois existantes, et sur de belles promesses, les Chambres partirent en vacances.

A la rentrée, la récolte 1906, bien qu'inférieure à la précédente de 4 millions et demi d'hectolitres environ, et qui devait, dans l'esprit de nos vignerons, produire une hausse des cours, n'avait rien changé à la situation : les vins se vendaient toujours aux environs de 1 franc le

degré, sinon au-dessous. Aussi, dès décembre 1906, et janvier 1907, les organisations viticoles tinrent des congrès; à Mâcon, Lyon, Perpignan, Montpellier et Bordeaux, les viticulteurs exprimèrent successivement leurs desiderata. Malheureusement, de nombreuses divergences de vues se manifestèrent et donnèrent cette fâcheuse impression que le monde de la viticulture était très divisé sur les moyens de résoudre la crise. C'est ainsi qu'au congrès de Montpellier du 6 janvier 1907, la question pourtant si importante du régime de l'alcool fut discutée dans une confusion inexprimable. Le Congrès viticole national de Paris qui se tint les 17, 18 et 19 janvier ne parvint pas à créer une entente complète. M. Jean Dupuy, sénateur, en sa qualité de président de la Société des viticulteurs de France et d'organisateur du congrès, présida la première séance et fit entendre de sages paroles : « Il faut, dit-il, que les vœux adoptés soient catégoriques, définitifs, sinon, nous verrons bientôt disparaître de notre sol les derniers restes de la viticulture à bout d'expédients. Il faut pour cela l'entente et l'union complète de tous les représentants régionaux, il faut se mettre d'accord et sacrifier au besoin, par esprit de solidarité, quelques revendications purement locales et obtenir l'unanimité dans les votes. » Malheureusement, le bloc viticole ne fut pas réalisé; la plupart des vœux adoptés ne le furent pas à l'unanimité et non sans donner lieu à de véhémentes discussions. Chose plus grave, bien des mesures proposées par les commissions spéciales furent rejetées par l'assemblée générale : la formalité de la déclaration de récolte, par exemple, fut rejetée par l'assemblée à une très grande

majorité; il en fut de même pour la prime à la distillation des vins, qui fut repoussée et remplacée par le système de la taxe différentielle en faveur des eaux-de-vie de vins et de fruits.

Néanmoins, l'œuvre de ces congrès n'avait pas été vaine, avait éveillé l'attention du Parlement. Et le 25 janvier, MM. Gérald, Bourrat, Lafferre, demandaient à la Chambre de nommer une commission composée de 22 membres, chargée de se renseigner sur les causes exactes de la crise et de proposer les mesures à prendre en vue de la solutionner; cette commission devait essayer de dégager, mieux que ne l'avaient fait les récents congrès, les véritables desiderata des viticulteurs et des commerçants en vins. La proposition Bourrat fut acceptée, et le 26 janvier, il était procédé à la désignation des 22 représentants. La Commission se mit aussitôt à l'œuvre, rédigea un questionnaire auquel près de 800 réponses furent faites, se transporta en mars, avril et mai, dans les principaux centres de production et de consommation, où elle entendit les représentants de 600 sociétés environ et tous les fonctionnaires pouvant lui fournir d'utiles renseignements. L'enquête eut pour heureux résultat de démontrer que, malgré la multiplicité des personnes et des sociétés entendues, l'accord était complet, aussi bien entre viticulteurs qu'entre commerçants, sur les véritables causes de la crise et sur les moyens d'y remédier. C'est ce que disait M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission, dans son rapport : « L'impression générale qui se dégage de l'enquête, disait-il, c'est qu'il y a une entente tacite entre producteurs et consomma-

teurs, entre représentants des diverses régions, sur les causes de la crise et sur les remèdes; s'il y a des nuances, il suffit d'un effort bien facile à faire pour mettre tout le monde d'accord. » Le 20 mai, enquêtes et tournées étaient terminées, et peu après, M. Cazeaux-Cazalet déposait sur le bureau de la Chambre son rapport, dont voici les conclusions: « La Commission d'enquête estime que pour mettre fin à la crise, il convient d'atteindre le sucrage, le mouillage, l'emploi des produits chimiques, et d'encourager la distillation. Ce programme doit être entièrement accompli pour sauver la viticulture. » L'enquête avait été aussi vaste, aussi sérieuse que possible; les conclusions de la commission allaient donc permettre au gouvernement et au Parlement d'avoir sur la question des vues parfaitement nettes.

Le problème viticole devait être soumis bientôt au législateur. Il était grandement temps, même trop tard, puisque le Midi viticole était en pleine révolte. Les efforts multiples faits jusque-là par le Parlement en vue de venir en aide à la viticulture avaient abouti à de tels échecs, que nos vignerons n'avaient plus foi en son intervention; leur misère était d'ailleurs si grande, qu'il fallait le vote de nouvelles mesures réclamées par eux pour apaiser leur colère.

TITRE II

La dépréciation actuelle de la propriété viticole. Ses causes et ses conséquences.

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉPRÉCIATION ACTUELLE DU VIGNOBLE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.

SES VARIATIONS DE VALEUR DEPUIS 1850

Les premières manifestations viticoles de printemps 1907 ont été jugées dans les hautes sphères administratives, bien plutôt comme le résultat de quelques coups de soleil méridional que comme la démonstration légitime de la profonde détresse de nos vignerons. M. Cailiaux, ministre des Finances, ne déclarait-il pas, en effet, à la Chambre, au lendemain de la manifestation de Narbonne, imposante déjà : « La crise viticole n'existe pas, c'est du battage ! » Et plus tard, alors que les colères étaient déchaînées, ne lisait-on pas dans un grand quotidien, le journal des *Débats*, organe quasi-officieux, puisque plusieurs de ses collaborateurs sont attachés au ministère de l'Agriculture : « Sept ou huit lois ont été

faites en vue de protéger les viticulteurs du Midi contre la fraude, sans compter la suppression à Paris des droits d'octroi sur l'entrée des boissons hygiéniques... (suivait l'énumération). Il y a dans toutes ces lois contre les fraudeurs des amendes, de la prison, et ces peines sont très aggravées en cas de récidive. L'arsenal est donc complet. Comment se fait-il alors que l'on demande encore des armes nouvelles contre les fraudeurs ?... Il faut véritablement être hypnotisé par un mot, celui de fraude, pour ne pas voir combien les doléances des viticulteurs du Midi à cet égard portent à faux ! » C'est cette ignorance, tout au moins partielle, de la situation lamentable de la viticulture, qui peut, dans une certaine mesure, expliquer pourquoi le gouvernement, qui devait par la suite user de sévères mesures de répression, se montra, au début, si tolérant, permit aux populations viticoles de formuler si librement, dans d'immenses meetings, leurs desiderata, leurs revendications, même accompagnées de menaces (refus de l'impôt, démission des municipalités). Accoutumés aux bruyantes manifestations méridionales, où l'emballement joue le plus souvent, il faut le reconnaître, un plus grand rôle que la réflexion, les pouvoirs publics avaient donc cru à un simple feu de paille, que de simples promesses parviendraient à éteindre facilement. On sait combien le gouvernement faisait fausse route !

Le gouvernement était-il excusable d'ignorer la détresse des populations viticoles ? Nous ne le pensons pas. Un de ses membres, M. Doumergue, député du Gard, avait, deux ans auparavant, au lendemain de l'abondante récolte 1904, déposé un projet de loi tendant

à limiter la fabrication des vins factices. La misère se faisait déjà sentir chez les vignerons, mais le projet de M. Doumergue fut rejeté. Au reste, la simple constatation de la baisse énorme des cours du vin depuis 1900 devait éclairer les pouvoirs publics sur la véritable situation des propriétaires viticulteurs, ; point n'était besoin d'attendre les résultats que devait fournir la Commission parlementaire nommée en janvier 1907.

Quelle est donc la dépréciation subie par la propriété viticole ?

Un premier élément, qui permet d'avoir un aperçu sur la question, c'est la comparaison des cours du vin depuis le milieu du xix^e siècle. Voici d'abord un tableau indiquant les prix moyens des vins de la France, chez le récoltant :

1850 à 1859	28 fr. l'hecto.
1860 à 1869	28 — —
1870 à 1879	29 — —
1880 à 1889	38 — —
1890 à 1893	33 — —
1894 (récolte 1893, très abondante). .	25 — —
1895 à 1899	28 — —
1900 à 1907	19 — —

Ce tableau nous révèle, par conséquent, que jamais les cours du vin n'ont été aussi bas que depuis 1900, et que cette baisse est de près d'un tiers sur l'ensemble des précédentes périodes.

Il ne s'agit toutefois ici que des prix moyens des vins de la France. Si nous prenons les cours des vins du Midi, par exemple, nous constatons une baisse beaucoup plus forte. Nous reproduisons à ce sujet les chiffres fournis par la commission d'enquête parlementaire : il s'agit

des prix des vins communs titrant de 9 à 10°, au cours de deux périodes d'abondante production :

Période anti-phyloxérique (1871 à 1875)

Production moyenne : 58 MILLIONS

1871.	22 à 25 fr. l'hecto.	} Moyenne : 23 fr. 50.
1872.	20 à 23 — —	
1873.	33 à 39 — —	
1874.	20 à 24 — —	
1875.	12 à 16 — —	

Période actuelle (1902 à 1906)

Production moyenne : 50 MILLIONS

1902.	6 à 11 fr. l'hecto.	} Moyenne : 10 fr. 50.
1903.	21 à 27 — —	
1904.	5 à 10 — —	
1905.	4 à 9 — —	
1906.	5 à 10 — —	

D'où une baisse de plus de moitié : 2 fr. 35 le degré en moyenne, de 1871 à 1875, contre 1 fr. 05, de 1902 à 1906.

Si ces quelques chiffres sont déjà suggestifs, ils ne donnent pas cependant une idée suffisamment exacte de la dépréciation de la propriété viticole. En réalité, le vignoble a baissé dans une plus forte proportion depuis une trentaine d'années que le vin (50 % en moyenne pour l'ensemble du vignoble français, au lieu de 33 % pour le vin). Cette baisse plus forte s'explique tant à raison de l'augmentation des frais de production, que de la persistance de la crise.

Pour apprécier la dépréciation actuelle du vignoble, nous nous placerons au commencement de l'année 1907, de façon à démontrer quelle était, au moment des mani-

festations, la véritable situation de nos vignerons : nous aurons recours ici aux précieux renseignements qui nous sont fournis par la Commission parlementaire.

La dépréciation n'a pas atteint partout le même degré : aussi, croyons-nous utile, à cet égard, de classer en trois catégories les différentes régions viticoles de notre pays.

*1° Régions accusant un complet avilissement
du vignoble.*

Il s'agit du midi de la France (Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Var) et de l'Algérie. Le viticulteur produit à perte depuis de longues années, il n'a pas amorti ses frais de reconstitution, et il ne trouve pas acquéreur, même lorsqu'il offre sa propriété à vil prix.

Voici d'ailleurs quelques dépositions recueillies par la Commission parlementaire, et qui nous révèlent la situation désastreuse de la viticulture méridionale. M. Chapelle, professeur d'agriculture à Toulon, dit : « Depuis la crise, on trouve des vignobles à acheter presque au prix de la terre nue. » La Fédération des syndicats agricoles du Gard, représentant 72 syndicats, déclare : « En 1895, les vignobles valaient de 5 à 10.000 francs l'hectare; ils ont perdu les deux tiers de leur valeur vénale et on trouve difficilement acquéreur. » Note encore plus pessimiste de la part de la Chambre de commerce de Béziers : « La baisse date de 1900; d'abord faible, elle atteint aujourd'hui 80 % et plus de la valeur... En fait, la terre n'a plus de valeur, elle est à charge à qui

la détient, puisqu'elle coûte plus qu'elle ne rapporte. » La Société centrale d'agriculture de l'Hérault dépose : « Aujourd'hui, les prix de vente de la propriété viticole atteignent à peine le quart de l'ancienne valeur (de 1895). » Nous pourrions multiplier les dépositions, partout la même note. En Algérie, la dépréciation du vignoble est encore plus forte, à tel point que les terres cultivées en céréales ont une valeur plus grande !!

En somme, de l'ensemble des dépositions recueillies, il résulte que, depuis une dizaine d'années, le vignoble a perdu dans ces différentes régions les deux tiers environ de sa valeur. Les prix, qui étaient avant 1900 de 15.000 francs dans les plaines et de 4.000 francs dans les coteaux, sont tombés respectivement à 5.000 et 1.300 fr. en moyenne. Et encore, il ne faut pas oublier, qu'en fait, la propriété viticole, étant une charge, n'a pour ainsi dire plus de valeur.

2° Régions accusant une forte dépréciation.

Ce sont les vignobles du Sud-Ouest, de l'Ouest (Charentes), de la vallée de la Saône et du Rhône, des départements de Maine-et-Loire, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire enfin.

Il s'agit de régions où la culture de la vigne est très développée. Si les viticulteurs ne vendent pas encore à perte, du moins la crise se fait-elle sentir par une forte baisse des cours, 50 % en moyenne depuis dix ans. Seuls, les grands crus de Bourgogne et du Bordelais échappent à cette baisse. Quant à la propriété viticole, sa déprécia-

tion varie entre 40 et 70 %, principalement dans les départements de la Gironde, de Saône-et-Loire, dans l'Armagnac : elle peut être évaluée en moyenne à 45 % au moins. Si le vignoble n'a pas subi une dépréciation aussi grande que dans le Midi, c'est parce que les vins produits sont en grande partie consommés sur place. Ces régions n'en sont pas moins à la veille de connaître la détresse méridionale, car si le travail du viticulteur s'y trouve encore légèrement rémunéré, il ne faut pas oublier que l'écoulement de ses produits y devient de jour en jour plus difficile. La Commission d'enquête parlementaire a recueilli encore ici des dépositions singulièrement pessimistes pour l'avenir, telle celle de la Fédération régionale de Couches-les-Mines, Epinac et Nolay (départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or), fédération qui groupe près de 3.000 vignerons : « Si la crise dure encore, dit-elle, nous sommes perdus ! » M. de la Trémoille, député, déclarait, en juin 1907, à la Chambre, que dans le Médoc, la valeur du sol, le pied de vigne, qui valait 2 fr. 50 à 3 francs en 1879, trouvait à peine acquéreur aujourd'hui à 0 fr. 15 !

3° Régions où la propriété viticole accuse une légère baisse de valeur.

Ce sont celles où la production du vin est peu importante. La mévente des vins y est inconnue, à raison de ce que la production locale ne suffit pas aux besoins de la consommation. Il est même certaines régions (la Champagne, par exemple) où le vin a augmenté de valeur ! Malgré tout, la propriété viticole est en baisse (20 à 40 %),

les bénéfices des viticulteurs se trouvant réduits par suite de la concurrence faite par les vins à bon marché des autres régions. C'est ainsi que, d'après les travaux de la Commission d'enquête, on constate : dans les départements de l'Allier, de la Creuse, de la Vienne, de la Haute-Vienne, du Puy-de-Dôme, de la Loire, de la Haute-Loire, du Cantal, de la Corrèze, de la Lozère et de l'Aveyron, régions qui ne produisent cependant moyennement que 2 millions d'hectolitres par an (2 millions et demi en 1906), une baisse de valeur de 30 %; dans le département de Meurthe-et-Moselle (un demi-million d'hectolitres en 1906), semblable baisse; dans les départements de la Loire-Inférieure, de Loir-et-Cher, du Loiret, du Cher, des Deux-Sèvres, de la Vendée et de la Nièvre, une baisse de 25 %; dans la Champagne 20 %; dans la Haute-Saône, le Doubs, le Jura, l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie, 30 % en moyenne. Les départements du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne, de la Sarthe, d'une part (200.000 hectolitres en 1906), et les départements des Ardennes, de la Meuse, des Vosges, de l'Aisne, d'autre part (100.000 hectolitres en 1906), accusent une plus faible baisse; la production du vin y est d'ailleurs, on le voit, insignifiante.

En somme, si la dépréciation du vignoble est plus ou moins sensible suivant les régions, elle s'étend sur tout l'ensemble du territoire.

— Si l'on veut maintenant se rendre compte des variations de valeur du vignoble depuis le milieu du xix^e siècle, il importe de distinguer trois périodes :

Première période. — 1850 à 1882. La valeur du vignoble
augmente sensiblement.

De la comparaison des enquêtes agricoles de 1852, 1862 et 1882, il résulte que dans cet espace de trente années, la valeur de la propriété rurale a augmenté d'un tiers environ, puisqu'elle est passée de 60 à 91 milliards de francs. Cette plus-value est due principalement à une augmentation sensible de la population et à l'établissement des chemins de fer, nouveau moyen de communication à la fois rapide et peu coûteux, qui a permis aux produits du sol de trouver des débouchés. Tandis que la valeur de l'hectare ressortait à 1.276 francs en 1852, elle s'élevait à 1.830 francs en 1882. (*Bulletin de statistique et législation comparée.*) D'après M. de Foville, la terre a constamment augmenté de valeur, de la fin du xvm^e siècle à 1882. Voici les chiffres qu'il indique (prix moyen de l'hectare) :

1789 : 500 fr.	1821 : 800 fr.	1862 : 1,850 fr.
1815 : 700 —	1851 : 1,290 —	1882 : 2,000 —

Le vignoble a vu sa valeur augmenter au cours de cette période dans la même proportion (près de 30 %). Ce qui explique cette hausse, c'est l'élévation des cours du vin, résultat à la fois de l'augmentation des besoins du marché (développement du bien-être) et de la diminution de la production, conséquence des crises de l'oïdium et du phylloxéra. Voici, d'après les enquêtes décen-

nales agricoles de 1852, 1862 et 1882, la valeur moyenne de l'hectare de vignes, par catégories, c'est-à-dire suivant le degré de plus ou moins grande fertilité du sol, à ces différentes époques :

Années	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe	5 ^e classe
1852	2,521 fr.	1,768 fr.	1,110 fr.	»	»
1862	3,564 —	2,638 —	1,733 —	»	»
1882	3,818 —	3,003 —	2,251 —	1,646 fr.	1,118 fr.

L'enquête de 1882 étant la première qui classe les prix des terres de chaque catégorie de cultures en cinq classes, il serait difficile, d'après ce tableau, d'indiquer la valeur moyenne de l'hectare de vigne en France en 1852 et en 1882. D'après les résultats des enquêtes agricoles, cette valeur paraît cependant ressortir, en 1852, à 2.067 francs, contre 2.968 francs en 1882.

Deuxième période. — 1882 à 1899. La valeur du vignoble reste sensiblement la même.

Sous l'influence de la concurrence de terres nouvelles, en présence de la multiplication soudaine des produits du sol, la propriété paysanne accuse, d'après l'enquête décennale de 1892, une diminution notable de valeur (15 % environ). Quant à la propriété viticole, malgré l'augmentation des cours du vin, elle accuse une diminution de valeur de 10 % environ en 1892, à raison de la concurrence de plus en plus redoutable des vins arti-

ficiels, des vins de sucre notamment. Voici les chiffres fournis par les enquêtes de 1882 et 1892 :

Années	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe	5 ^e classe
1882	3,848 fr.	3,003 fr.	2,251 fr.	1,646 fr.	1,418 fr.
1892	3,359 —	2,633 —	2,037 —	1,447 —	1,004 —

Malgré l'abondante récolte 1893, une légère augmentation de valeur du vignoble se produit jusqu'en 1900, par suite des récoltes toutes déficitaires qui se placent entre ces deux dates. En somme, très faible diminution de la valeur du vignoble dans l'ensemble.

Troisième période. — 1900 à 1907. La propriété viticole subit une dépréciation considérable.

Si l'on constate, au cours des deux périodes précédentes, un certain parallélisme dans le mouvement des prix de la propriété rurale en général et de la propriété viticole, il n'en est plus de même depuis 1900. La propriété paysanne dans son ensemble n'a pas sensiblement diminué de valeur (5 % au plus). Mais on assiste, par contre, à un véritable avilissement du vignoble (40 % au moins en moyenne); d'après les précédents renseignements recueillis par la commission d'enquête, ce serait 50 ou 60 %, mais nous voulons faire la part des exagérations certainement manifestes dans la bouche des viticulteurs, des intéressés eux-mêmes.

Voici donc la comparaison que l'on peut établir dans

la variation des prix de la propriété rurale en général et de la propriété viticole, depuis 1882 :

Valeur moyenne de l'hectare	1882	1892	1907	Baisse totale
Terre	1,780 fr.	1,513 fr.	1,424 fr.	de 20 %
Vignes	2,968 —	2,671 —	1,784 —	de 40 %

La comparaison entre les valeurs respectives en 1882 et 1907 de deux catégories de terres (terres labourables et vignes) sera encore plus saisissante, fera mieux ressortir la baisse énorme subie par la propriété viticole depuis vingt-cinq ans :

Valeur moyenne de l'hectare	1882	1907
Terres labourables	1922 fr.	1,538 fr.
Vignes.. . . .	2968 —	1,784 —

De ces chiffres, il résulte donc que la valeur du vignoble n'est, à l'heure actuelle, guère supérieure à celle du sol cultivé en céréales, malgré les capitaux importants (2.000 à 3.000 francs à l'hectare), non amortis encore, consacrés à l'œuvre de reconstitution. L'avilissement du vignoble est tel dans certaines régions, que le vignoble a une valeur moindre. Ne lit-on pas, par exemple, dans le rapport de M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission d'enquête, à propos du vignoble algérien : « Dans les transactions, l'acheteur ne tient compte que de la valeur du sol nu, en déduisant de cette valeur les frais de transformation que nécessiterait l'arrachage du vignoble !! »

Maintenant que nous sommes fixés sur la véritable dé-

préciation du vignoble, il importe d'en rechercher les causes profondes : ce sera là l'objet de notre deuxième partie. Connaissant les causes, nous serons à même de découvrir les remèdes qui seraient de nature à relever la valeur du vignoble, à sauver de la ruine les populations viticoles, et c'est là finalement le point intéressant qu'il importe de dégager.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES DE LA DÉPRÉCIATION DE LA PROPRIÉTÉ VITICOLE

CHAPITRE PREMIER

LA PRÉTENDUE CAUSE OU LA SURPRODUCTION NATURELLE

En présence de la persistance et de la gravité de la crise actuelle, la plupart des esprits voient dans la surproduction naturelle la cause de tout le mal. Si, disent-ils, il y a crise, c'est parce que les viticulteurs ont trop planté, produisent trop. C'est la thèse qui a été soutenue par la plupart des représentants du Nord à la Chambre, au mois de juin dernier, lors de la discussion du projet gouvernemental qui, devait aboutir à la loi du 29 juin 1907. Un député de la Côte-d'Or, d'une région essentiellement viticole par conséquent, M. Camuzet, a cru devoir se ranger au même avis.

Voyons quels sont les arguments que font valoir les partisans de l'idée de surproduction.

Ils établissent d'abord un rapprochement entre la production actuelle et celle antérieure à la crise phylloxérique, expliquent qu'avant 1875, notre production était inférieure à celle d'aujourd'hui. Que vaut l'argument ?

Il est un premier point hors de contestation, qui nous est révélé par les statistiques : c'est que la superficie de notre vignoble a considérablement diminué, de plus d'un quart, depuis 1875 :

Moyenne de la superficie en vignes, de 1861 à 1875 :	2.320.000 hectares.
— — — 1899 à 1906 :	1.720.000 —

D'où une diminution de 600.000 hectares, de 648.000 exactement, si l'on considère les résultats fournis par les déclarations de 1907 (1.649.157 hectares). (*Journal Officiel*, numéro du 30 janvier 1908.)

Il est vrai que l'on déclare : les rendements se sont considérablement élevés, ce qui compense bien au delà la diminution constatée de l'étendue du vignoble. On déclare en outre que les viticulteurs ont sacrifié la qualité à la quantité, n'ont eu qu'un seul but au lendemain de la guérison du phylloxéra : se livrer à la culture intensive de la vigne, adopter de préférence les cépages communs à grand rendement (Jacquez, Carignan, Aramon), de façon à rentrer au plus vite dans les avances qu'ils avaient dû faire pour reconstituer leurs vignobles. Il y a là une part de vérité incontestablement ; il est certain qu'il s'est produit une émigration de la culture de la vigne des coteaux vers les plaines, au sol riche et profond. Mais il ne faut pas exagérer les nouveaux rendements : il ne faut pas oublier que l'on cultive les mêmes cépages qu'autrefois, avec cette seule différence, que ces plants sont greffés, produisent, par conséquent des vins plus faibles ; il ne faut pas, de ce que certains vignobles situés dans des terrains d'une fertilité exceptionnelle et entretenus d'ailleurs à grands frais,

accusent certaines années des rendements de 200 hectolitres à l'hectare, en conclure qu'il s'agit là de rendements normaux. Les rendements de 100 hectolitres sont rares; même dans les plaines, ils ne dépassent pas, le plus souvent, 60 hectolitres. Les rapports des professeurs d'agriculture l'établissent. Voici d'ailleurs les chiffres fournis à cet égard par la Commission d'enquête parlementaire, pour l'ensemble de notre vignoble :

Avant phylloxéra, de 1861 à 1875, rendement moyen :	22 hectolitres.
Après — 1891 à 1905, — —	26 —

Les moyennes de rendement de 1906 (39) et de 1907 (40) ne modifient guère la moyenne générale de cette deuxième période (27 hectolitres et demi). Si l'on tient compte de la réduction de superficie du vignoble, on voit, dès à présent, que la production actuelle n'a pas dû augmenter depuis 1875, au contraire. Ce n'est pas cependant ce que soutenait M. Camuzet, député de la Côte-d'Or, devant la Chambre, le 9 juin 1907; il s'exprimait en effet ainsi : « Avant le phylloxéra, de 1869 à 1879, d'après les statistiques officielles, la moyenne de production annuelle était de 51 millions d'hectolitres au maximum; actuellement, elle dépasse 53 millions et demi. Nous importons dix fois plus de vin et en exportons treize à quatorze cent mille en moins; donc, avant le phylloxéra, on jetait sur le marché 49 millions, et aujourd'hui, 58. » Que répondre ? ce que déclarait M. Caillaux, ministre des Finances : c'est qu'il faut comparer des périodes de même durée et prendre des moyennes pour être à même de conclure juste. En notre matière d'ailleurs, il est particulièrement aisé de faire parler les

chiffres à sa façon, car les récoltes de vin varient parfois très considérablement d'une année à l'autre. C'est ainsi que M. Caillaux réfutait M. Camuzet en disant : « De 1870 à 1875, la production a été de 50 à 55 millions d'hectolitres en moyenne; de 1901 à 1906, elle est de 45 à 50 millions. » Les chiffres fournis par la Commission d'enquête sont autrement suggestifs et plus vrais, parce qu'ils embrassent de plus vastes périodes; ils démontrent clairement qu'avant la crise phylloxérique la production était supérieure :

De 1861 à 1875 (avant phylloxéra). Moyenne	53.700.000
1861 à 1865	47.600.000
1866 à 1870	55.600.000
1871 à 1875	58.000.000
De 1876 à 1890 (période phylloxérique). Moyenne. . .	33.200.000
De 1891 à 1905 (après phylloxéra). Moyenne	43.700.000
1891 à 1895	33.000.000
1896 à 1900	44.900.000
1901 à 1905	51.200.000

Les récoltes 1906 et 1907 (118 millions) ne modifient guère cette dernière moyenne, puisqu'elles ne la portent qu'à 45 millions et demi.

Il ne faut certes pas négliger certains arguments présentés dans l'opinion adverse et considérer que ce sont là les quantités de vin qui s'offrent réellement sur le marché. Les chiffres précédents doivent être rectifiés, car il faut tenir compte, non seulement de la production française, mais encore des quantités de vins importés et exportés, au cours des deux périodes que nous voulons comparer. Nous arrivons ainsi aux chiffres suivants :

	De 1861 à 1875	De 1891 à 1905
Production moyenne . . . hectos.	53.700.000	43.700 000
Importation moyenne	277.000	6.930.000
	53 977.000	50.630.000
A déduire : Exportations.	2 880.000	1 850.000
Reste.	51.097.000	48.780.000

On le voit, il n'y a donc pas surproduction comparativement à la période antiphyloxérique.

Mais faisons reste de droit aux partisans de l'idée de surproduction. Envisageons de plus courtes périodes, de 1871 à 1876 et de 1901 à 1906 par exemple; il en résulte que notre marché reçoit plus de vin aujourd'hui. En effet:

	De 1871 à 1876	De 1901 à 1906
Production moyenne . . . hectos.	55.668.000	51.330.000
Importations.	521.500	5 330.000
	56.189.500	56.660.000
A déduire : Exportations.	3.380.000	2.025.000
Reste.	52.809 500	54.635 000

Toute la question est de savoir, on le comprend, non pas si nous produisons plus qu'avant l'invasion phylloxérique, mais bien si nous consommons moins de vin.

Tout semblerait faire supposer que la consommation a diminué dans notre pays. S'il en est autrement, il paraît bien difficile en effet d'expliquer comment des récoltes de 60 à 70 millions d'hectolitres s'écoulaient assez aisément avant 1876, alors que la récolte 1899 (48 millions d'hectolitres), succédant à de faibles récoltes, déficitaires, celle de 1898 notamment (32 millions) a suffi à produire une baisse énorme des cours.

Deux faits paraissent démontrer qu'il y a eu baisse de la consommation du vin; ce sont :

1° La concurrence des autres boissons hygiéniques et des alcools;

2° Le faible développement de la population.

1° Concurrence des autres boissons hygiéniques et des alcools.

(1) *Cidre.* — La production du cidre s'est très notablement développée en France depuis une trentaine d'années. Elle est passée successivement de 1870-1879 (9 millions d'hectolitres par an en moyenne) à 12 millions de 1880 à 1889, à 15 millions et demi de 1890 à 1899, et enfin à 16 millions de 1900 à 1907. Cette augmentation de consommation, correspondante au développement de la production, s'est-elle opérée au détriment du vin ? Dans une certaine mesure seulement, car il ne faut pas oublier que la consommation du cidre est localisée. Il n'en est pas moins vrai que dans les années d'abondance, les régions où l'on boit traditionnellement du cidre ne consomment que très peu de vin.

(2) *Bière.* — La consommation ne s'est pas développée autant qu'on pourrait le supposer. Voici d'ailleurs quelques chiffres : la production moyenne a été de 8.200.000 hectolitres de 1880 à 1889, et de 8.800.000 de 1890 à 1899. A la suite de la loi de finances du 30 mai 1899, portant fixation du budget général pour l'exercice 1899 et imposant la bière, non plus par hectolitre, mais par degré-hectolitre, il est assez malaisé de convertir en hec-

tolitres le nombre de degrés-hectolitres imposés, car toutes les bières ne titrent pas le même degré, mais oscillent entre 2 et 8 degrés; en tous cas, ce que nous démontrent les statistiques officielles, c'est que depuis 1900, le nombre de degrés-hectolitres imposés est resté sensiblement le même, n'a guère dépassé 53 millions et demi, le chiffre de 1900.

(3) *Boissons purement hygiéniques.* — Si les deux précédentes boissons n'ont pas fait au vin une redoutable concurrence, il n'en est pas de même en ce qui concerne les autres boissons hygiéniques, ne contenant pas la moindre trace d'alcool : nous voulons parler de l'eau, des eaux minérales, du café et du thé. En présence des ravages déplorables exercés par l'alcoolisme, des ligues se sont formées et ont mené une active campagne contre l'alcool. Mais elles ont contribué aussi, dépassant certainement le but qu'elles s'étaient proposé, à rendre le vin suspect, surtout dans les classes aisées. Quantité de médecins ont également mené contre le vin une vigoureuse campagne, préconisant l'usage exclusif de l'eau et surtout des eaux minérales : le *Journal de la Santé* ne déclarait-il pas récemment qu'un seul médecin estimait empêcher annuellement la vente de 1.500 hectolitres de vin ? Supposez seulement que 2.000 médecins, sur 20.000 que compte la France, fassent de même, et voilà un débouché de 3 millions d'hectolitres perdu pour nos vignerons ! Il faut dire aussi que si la consommation de ces boissons non alcoolisées s'est développée considérablement la faute n'en est pas exclusivement au corps médical et aux ligues antialcooliques, mais encore au public

lui-même. Grâce au bon marché du vin, certaines personnes en ont abusé, et il en est résulté un grand nombre de maladies (d'estomac principalement), que les médecins ne pouvaient guérir qu'en prescrivant l'usage de l'eau ou des eaux minérales. D'autre part, le développement constant depuis 1850 de la consommation de la viande a rendu beaucoup plus fréquentes certaines maladies, telles que le cancer et l'appendicite, qui exigeaient pour leur guérison le retour à un régime moins excitant, d'où le vin devait être banni. Les falsifications si nombreuses dont le vin a été l'objet ont contribué également à rendre cette boisson suspecte, et bien souvent, à juste titre, par suite des substances nocives additionnées à la réconfortante et saine boisson de nos pères. Enfin, par snobisme, il est devenu une mode et même une élégance dans les classes aisées de ne plus boire de vin, mais de l'eau : au xviii^e siècle, cette mode avait existé, et l'on sait combien Jean-Jacques Rousseau raillait sans ménagement cet usage dans ses *Confessions* !

Quoi qu'il en soit, sous l'influence de ces diverses causes, l'eau et les eaux minérales sont devenues la boisson ordinaire chez les classes fortunées. A Paris, les buveurs d'eau sont légion. La consommation des eaux minérales s'est développée de façon prodigieuse depuis quelques années, d'autant que l'Etat ne perçoit sur elles aucun impôt. L'usage du thé, du café, a triplé depuis une trentaine d'années.

(4) *Alcool*.— C'est là, incontestablement, le plus redoutable concurrent du vin. Qu'on juge du développement

qu'a pris sa consommation depuis le milieu du xix^e siècle, par les quelques chiffres suivants. Tandis que la quantité moyenne d'alcool absorbé par habitant annuellement était en 1850 de 1 litre 46, ce chiffre s'est successivement élevé à 2 litres 34 en 1865; 2 litres 32 en 1870; 2 litres 82 en 1875, pour hausser ensuite considérablement jusqu'en 1900 (4 litres 66). Nous paraissions assister toutefois à un abaissement de sa consommation, depuis 1901. Voici, en effet, les chiffres correspondant aux dernières années :

1901 : 3 ¹ 52.	1903 : 3 ¹ 54.	1905 : 3 ¹ 57.
1902 : 3,26.	1904 : 3,89.	1906 : 3,56.

Il ne faut point s'y tromper pourtant, il ne s'agit là que de calculs basés sur les quantités imposées. Or, depuis 1901, à raison de la surélévation des droits sur l'alcool et du maintien du privilège des bouilleurs de cru, il est certain qu'une grande quantité d'alcool échappe aux yeux de la Régie : on évalue généralement cette quantité à un demi-million d'hectolitres, ce qui équivaldrait à 1 litre d'alcool environ par tête. En somme, la quantité moyenne réellement absorbée par habitant serait sensiblement la même qu'en 1900 (4 litres et demi). L'alcool bu en France atteindrait ainsi, annuellement, le chiffre énorme de 2 millions d'hectolitres. La consommation a donc presque doublé depuis 1875; il en est résulté une consommation supprimée de 10 millions d'hectolitres de vin à 10 degrés, car, ainsi que nous le verrons, la quantité d'alcool provenant du vin représente aujourd'hui dans la production totale des

eaux-de-vie une quantité infinitésimale que l'on évalue généralement à un dixième ou même un treizième.

2° *Faible accroissement de la population.*

S'il est aujourd'hui une vérité banale, c'est que la France se dépeuple. En réalité, sa population augmente, mais si faiblement, qu'elle se dépeuple en regard des autres nations. Si la mortalité est faible, la natalité est extrêmement réduite et paraît baisser constamment : 20 pour 1.000 habitants, contre 26, 30 et 36 dans les autres pays d'Europe. Tandis qu'à l'étranger l'excédent des naissances sur les décès dépasse annuellement 100 pour 10.000 habitants, chez nous, quand il y a excédent, il oscille entre 1 et 15; si l'excédent des décès sur les naissances est un phénomène rare en France (qui ne se retrouve nulle part à l'étranger), il est parfois important, en 1890, par exemple, 39.000 et en 1900, 26.000.

Voici d'ailleurs les chiffres de la population, d'après les recensements quinquennaux, et les augmentations correspondant à chaque période, insignifiantes, si on les compare à celles des autres pays :

1876 :	36.903.000	habitants.		
1881 :	37.672 000	—	Augmentation :	767 000 habitants.
1886 :	38.219.000	—	—	547.000 —
1891 :	38.343 000	—	—	124 000 —
1896 :	38.517 000	—	—	174.000 —
1901 :	38.962 000	—	—	445.000 —
1906 :	39 252.000	—	—	290.000 —

Depuis trente ans, la population française n'a donc augmenté que de 2 millions, et il semble qu'en regard

de la concurrence faite au vin depuis 1870 par les autres boissons, il y ait là une compensation tout à fait insuffisante qui permette de conclure que sa consommation se soit maintenue au niveau qu'elle avait atteint avant la crise phylloxérique.

Voilà les apparences; mais les statistiques officielles viennent les démentir. Elles démontrent, en effet, que la consommation taxée du vin est allée en légère progression de 1890 à 1900, pour faire un bond important à partir de 1901, à la suite de la mise en application des lois de 1897 et 1900, qui dégravaient considérablement les boissons hygiéniques.

Voici d'ailleurs les chiffres de la consommation taxée et ceux de la consommation en franchise, telle que l'évalue l'administration :

Périodes	Consommation taxée	Moyenne par habitant	Consommation en franchise	Consommation totale
De 1870 à 1879	27.600.000	0 ^h 77	10 000 000	37.600.000
De 1880 à 1889	27.350.000	0,72	10.000 000	37.350.000
De 1890 à 1900	32.330.000	0,83	10 000.000	42 330 000
De 1900 à 1906	43.730 000	1,11	10.000 000	53.730 000

De ces chiffres, il résulte donc que, comparativement à la période antiphyloxérique, notre consommation s'est élevée de 16 millions d'hectolitres environ.

Et encore faut-il faire les plus expresses réserves en ce qui concerne les évaluations de l'administration, relativement aux quantités consommées en franchise. Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que ces évaluations ne reposent sur aucune base sérieuse. Ce qui nous pousse à penser que la consommation en franchise est beaucoup plus élevée, c'est d'abord que la consom-

mation taxée a augmenté depuis seize ans de près de moitié, et qu'il est, par suite, vraisemblable que la consommation en franchise a dû se développer parallèlement; ce sont ensuite les résultats tout à fait imprévus de la déclaration (la première) qui a suivi la récolte 1907 : ils ont démontré combien les évaluations de production et, par suite de consommation étaient inférieures à la réalité !! On oublie d'ailleurs dans les précédents calculs de mentionner, dans les différentes périodes, les quantités de vin qui vont à la distillation (2 millions d'hectolitres au moins à l'époque actuelle) et les quantités qui doivent figurer comme déchets (2 millions d'hectolitres).

La Commission d'enquête parlementaire nommée par la Chambre en janvier 1907 estime, non à 54 millions d'hectolitres, mais à 61 la consommation moyenne annuelle du vin en France, de 1901 à 1906 : la consommation en franchise atteindrait donc, d'après elle, non pas 10 millions, mais 15 millions et demi. M. Aldy, député de l'Aude, évaluait récemment cette consommation non taxée à 16 millions, et l'ensemble à 65 millions, qu'il décomposait ainsi : consommation taxée : 44; non taxée : 16; distillation : 2; déchets : 3. M. Gauthier, sénateur de l'Aude, évalue la consommation générale, à l'heure actuelle, à 67 millions et demi : consommation taxée : 44; non taxée : 21; distillation : 2 et demi. En ce qui concerne l'évaluation qu'il donne de la consommation en franchise, il paraît la faire reposer sur des bases sérieuses : il estime que 32 millions de Français sur 39 boivent du vin, que sur ces 32, 22 l'achètent et boivent 44 millions d'hectolitres, que les 10 autres boivent le vin qu'ils récoltent et qu'à supposer, ce qui paraît vraisemblable, qu'ils

en boivent la même quantité, la consommation non taxée doit atteindre 21 millions.

Quoi qu'il en soit, contentons-nous des premières évaluations fournies par l'administration. 54 millions d'hectolitres sont donc consommés en moyenne depuis 1901; à ce chiffre, il faut ajouter 2 millions qui vont à la distillation et 2 millions représentant les déchets, au total : 58 millions.

Or, que nous offre la production ? Défalcation faite des exportations et en tenant compte des importations, nous l'avons dit : 54 millions et demi, depuis 1901. D'où déficit moyen annuel de la production : 3 millions et demi d'hectolitres. Par d'autres calculs, la Commission parlementaire d'enquête arrive à peu près à semblable constatation : « Pour la campagne, 1905-1906, dit-elle, pas de déficit appréciable, par suite de la récolte abondante de 1905, supérieure de 11 % à la moyenne des cinq années précédentes, mais pour la campagne 1906-1907, déficit certain de 5 à 6 millions d'hectolitres ! » M. Aldy estime, depuis 1901, le déficit moyen de la production à 6 millions; M. Gauthier à 11 millions !!

Il y a quelque exagération dans ces chiffres, dira-t-on peut-être, l'écart entre l'offre et la demande n'est pas aussi considérable. Nous le voulons bien; il n'en est pas moins vrai que depuis 1901 la production est déficitaire. C'est l'opinion de la Commission parlementaire d'enquête; c'est celle de tous ceux qui n'ont pas de parti pris. Comme l'écrivait récemment M. Charles Dupuy, ancien président du Conseil : « Il est établi que toute la récolte annuelle du vignoble français s'écoulerait normalement, même dans les années d'abondance, et à un

prix rémunérateur pour les récoltants, si seulement 25 millions de Français buvaient chaque jour 75 centilitres de vin... Or, certainement, il y a plus de 25 millions de Français qui boivent chaque jour semblable quantité de vin. » M. Caillaux, ministre des Finances, après avoir affirmé que la surproduction naturelle était la cause de la crise viticole actuelle, était obligé de reconnaître devant la Chambre, à la suite du dépôt du rapport de M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission d'enquête : « A l'heure actuelle, il n'y a pas surproduction. »

Si, des statistiques, il résulte incontestablement la preuve que la production de notre vignoble et les importations ne peuvent arriver à satisfaire les besoins de notre marché, qu'en tous cas, les excédents des années d'abondance devraient être forcément absorbés dans les années de disette, comment se fait-il donc que les cours du vin ne soient plus rémunérateurs, et occasionnent la dépréciation de la propriété viticole ? Comment se fait-il que les stocks de la propriété et du commerce, qui étaient excessivement réduits à la veille des vendanges 1899 (5 millions d'hectolitres au total environ), se soient relevés et pèsent aujourd'hui, et depuis 1900, si lourdement sur les cours ? Comment les stocks de la propriété se sont-ils élevés de 2 millions en 1899 à 23 en 1906, pour descendre quelque peu, il est vrai, par la suite, à 14 millions, fin campagne 1905, et à 8 millions fin campagne 1906 ? Comment le stock commercial de 3 millions en 1899 atteint-il aujourd'hui 15 millions ?

CHAPITRE II

LES VRAIES CAUSES

La baisse des cours du vin indique cependant bien que l'offre est supérieure à la demande; l'augmentation des stocks que nous venons de signaler confirme cette opinion. Quelles sont donc les vraies causes de la crise ? La principale, c'est une surproduction, mais purement artificielle; il y en a d'autres : les unes jouent un rôle important, les autres, un rôle secondaire. Nous allons les examiner successivement, aussi rapidement que possible toutefois, car elles ont été très complètement étudiées dans le rapport de M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission d'enquête parlementaire de 1907.

PREMIÈRE SECTION. — *La surproduction artificielle ou les fraudes des vins.*

La fraude, c'est certainement la grande coupable : elle a eu pour effet de multiplier la production et de rendre le vin suspect, d'empêcher, dans une certaine mesure, le développement de sa consommation. Elle a donc exercé une influence doublement néfaste pour nos vignerons.

Deux simples constatations ne permettent pas de discuter l'influence énorme qu'a exercée la fraude sur les cours du vin depuis 1900. Le premier fait, c'est qu'en

août 1900, le stock à la propriété s'élevait à 24 millions d'hectolitres; d'où provenait-il ? La récolte 1899 (47 millions), supérieure il est vrai aux précédentes, n'en avait pas moins été inférieure aux besoins de la consommation (56 millions), et les stocks auraient dû être d'autant plus réduits avant les vendanges 1900, que la récolte 1898, déficitaire, n'avait laissé aucun stock appréciable. La fraude avait donc jeté incontestablement dans la circulation, au cours de la campagne 1899-1900, 34 millions d'hectolitres de vins !! La réforme des boissons fut bien votée en 1900, et contribua au développement de la consommation; mais à la récolte très abondante de 1900 (67 millions) venaient s'ajouter les stocks invendus de la précédente récolte (24 millions); l'équilibre était rompu entre la production et la consommation, et la fraude continuant à s'exercer, les cours devaient fatalement baisser, s'avilir. Le deuxième fait, c'est l'effondrement des cours qui s'est produit à la fin de l'année 1903. Alors que les récoltes 1902 et 1903 avaient été déficitaires, expliquaient la hausse du vin (les vins du Midi cotaient au lendemain de la récolte 1903, 2 fr. 50 à 3 francs le degré), un véritable krach se produisit en l'espace de quelques semaines, dès le mois de décembre 1903; malgré une production naturelle tout à fait insuffisante, les cours descendirent à 1 franc le degré. Depuis, les cours du vin ne correspondent plus du tout aux offres de la propriété; que les récoltes soient faibles ou abondantes, les cours sont presque immuables. C'est la preuve de la toute puissance de la fraude.

Nous croyons pouvoir classer sous quatre chefs les diverses fraudes qui ont été commises : le sucrage pro-

prement dit; le mouillage; l'utilisation des vins défectueux; la fabrication des vins au moyen d'autres produits que le sucre.

Nous laissons de côté certains vins factices dont la production est devenue insignifiante (vins de raisins secs) ou peu dangereuse, parce qu'il est difficile de rendre marchandes les boissons fabriquées (vins de marc, piquettes). Deux mots cependant sur chacune de ces catégories de vins artificiels.

A la suite de l'envahissement du phylloxéra, la production baissa de 30 millions d'hectolitres. Les besoins de la consommation ne pouvant plus être satisfaits, on songea à fabriquer du vin avec des raisins secs de Grèce et d'Asie Mineure notamment. Des usines furent créées et la fabrication de ces vins, absolument libre, ne tarda pas à devenir importante (de 1879 à 1890, 2 à 3 millions d'hectolitres par an). La loi Griffé (14 août 1889), qui s'attaquait la première aux vins factices, obligea les expéditeurs de vins de raisins secs à indiquer aux consommateurs la nature du produit livré, jeta ainsi un certain discrédit sur leur industrie. La loi du 26 juillet 1890, en imposant aux fabricants de ces boissons des formalités gênantes (paiement d'une licence annuelle, surveillance de la Régie, paiement d'un droit de fabrication de 3 fr. par hectolitre de vin fabriqué); la loi du 11 janvier 1892, en relevant les droits de douane sur les raisins secs, de 6 à 15 francs par 100 kilos; la loi du 14 novembre 1894, en relevant ces droits de 15 à 40 francs par 100 kilos au tarif maximum, et à 25 francs au tarif minimum, vinrent successivement réduire la quantité de ces vins (en 1891 . 1.700.000 hectolitres; en 1892 : 1.050.000). Enfin, la loi

du 6 août 1897 devait porter le coup de grâce, car elle soumettait leur fabrication, leur circulation et leur vente au régime de l'alcool. C'est ainsi qu'en 1898, ces vins ne figurent plus aux statistiques que pour 17.177 hectolitres, pour s'abaisser encore par la suite (en 1902, par exemple, 8.969 hectolitres). Le vin naturel n'a donc plus rien à redouter de ce côté.

Quant aux vins de marc, piquettes, boissons de ménage, s'ils ont joué, au lendemain de la crise phylloxérique, un rôle important, jusqu'à l'époque de la reconstitution, il n'en est plus de même aujourd'hui, non seulement parce que la loi de 1897 interdit leur fabrication et leur circulation en vue de la vente, mais encore parce qu'ils ne peuvent guère être utilisés qu'en vue de la consommation familiale, à raison de leur faible degré, de leur goût peu agréable et de leur conservation très délicate, de durée éphémère. Les vins de marc, les piquettes, sont les boissons provenant du lavage des marcs privés par pression de la goutte-mère. Ces boissons peuvent cependant, lorsqu'elles sont mélangées avec des vins de vendange, couvrir des mouillages. Quant aux boissons dites « de ménage », titrant moins de deux degrés, leur fabrication avait été, à raison de la pénurie des récoltes, exonérée de tout impôt par une décision ministérielle du 3 septembre 1880; malgré les lois interdisant la vente des vins factices, à l'encontre des lois du 18 juillet 1904 et du 6 août 1905, interdisant dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières et les cidres, disait la première, autres que les bières, disait la deuxième, la fabrication et la vente de ces boissons étaient permises; et il est certain que cette tolérance

a nuï, dans une certaine mesure, au développement plus complet de la consommation du vin dans les grands centres de consommation, à Paris surtout.

Mais, arrivons aux falsifications vraiment importantes.

§ 1. — Le sucrage proprement dit.

Autorisés d'abord en vue de la vente, pendant la période critique du phylloxéra, les vins de sucre devaient rendre à nos viticulteurs de grands services; leur fabrication devait même être encouragée par le législateur de 1884, qui abaissait les droits sur les sucres, allant en vinification. Le vignoble reconstitué, devant l'accroissement de la production, l'industrie du sucrage devait être bientôt réglementée, puis interdite en 1897, tout au moins en ce qui concernait la fabrication et la circulation des vins de sucre destinés à la vente. Mais l'industrie du sucrage ne devait pas disparaître pour autant, à raison de la presque impossibilité qu'il y a de distinguer un vin de sucre intelligemment fabriqué d'un vin naturel, et de la non-abrogation des lois détaxant les sucres destinés au sucrage des vins.

On sait en quoi consiste la fraude par sucrage : addition de sucre, non seulement aux moûts de vendange, mais encore aux marcs privés de leur goutte-mère et noyés. On comprend, dans ces conditions, que la fraude par le sucrage puisse opérer des multiplications énormes de récoltes ! Sans doute, avant la loi de 1903, le sucrage en première cuvée, par le procédé dit « chaptalisation » (addition au moût de vendange de sucre fondu dans une petite quantité d'eau chaude, où l'on a mis de l'acide tartrique

pour en faciliter l'inversion), et le sucrage des vins de deuxième cuvée, en vue de la consommation familiale, étaient seuls autorisés; mais il est avéré qu'une grande partie des sucres, déclarés en vue du sucrage en première cuvée, allait à la fabrication des vins de deuxième cuvée, ce qui permettait d'obtenir la détaxe du sucre employé sans éveiller les soupçons de la Régie. La loi du 28 janvier 1903, en conformité des décisions prises par la Conférence de Bruxelles, a ramené pour tous les sucres les droits de 60 francs à 25 francs par 100 kilos, à partir du 1^{er} septembre 1903; elle a ainsi supprimé l'avantage de la prime réduite pour les sucres allant en vinification, mais amené la recrudescence du sucrage et, ce qui est plus dangereux, favorisé sa clandestinité. Sans doute, la loi nouvelle fixe les quantités maximales qui pourront être employées, mais la Régie n'ayant d'autre moyen pour connaître les quantités de sucre possédé et de vin fabriqué que les constatations judiciaires, on comprend qu'il y ait de singuliers écarts entre les chiffres fournis par les statistiques et ceux de certaines évaluations. C'est ainsi que pour la campagne 1903-1904, les quantités de vins de sucre de première et deuxième cuvée auraient été seulement de 1.448.608 hectolitres, d'après les statistiques officielles : c'est absolument inadmissible, à raison de l'effondrement des cours qui a suivi la récolte déficitaire 1903. Certains évaluent à 16 millions d'hectolitres les vins de sucre fabriqués cette année-là. Admettons qu'il y ait une certaine exagération : en tous cas, si les statistiques officielles disaient vrai, il serait étrange qu'avant le dégrèvement, en 1902-1903, la production des vins de sucre ait été de 3.703.813 hec-

tolitres, de plus du double, par conséquent qu'en 1903-1904 : 1.449.608 hectolitres !

Est-ce la fabrication des vins de sucre qui a entraîné la baisse des cours en 1904 ? dira-t-on. Est-elle cause de la persistance de l'avitilissement du vin ? C'est presque certain; en tous cas, le krach de 1904 coïncide avec la mise en vigueur du nouveau régime sucrier. La fraude par sucrage existait avant 1903, ce n'est pas douteux ; d'après les chiffres fournis par la Régie, indiscutables, puisqu'ils sont basés sur les quantités de sucre qui bénéficiaient de la détaxe, les vins de sucre se chiffraient, de 1890 à 1903, par une moyenne annuelle de 3 millions d'hectolitres. Le sucrage s'est développé incontestablement depuis. Ce qui le démontre, c'est que les cours du vin ne se sont jamais plus élevés au delà de 1 fr. 10 à 1 fr. 20 le degré (vins communs du Midi tout au moins), chiffre qui représente précisément le prix de revient du degré-alcool de sucre (1), de sorte que la pratique du sucrage a établi un prix limite pour les vins communs; on peut dire que partout où le vin s'est vendu au-dessus de 1 fr. 10 le degré, le sucrage a exercé son action avilissante. Ce qui démontre encore la corrélation entre les prix du sucre et du vin, c'est la comparaison que l'on peut établir entre les prix des vins en France et en Italie, par exemple. Bien que ces deux pays souffrent d'une crise viticole, il n'en est pas moins vrai qu'en France, où le sucre brut revient à 52 francs les 100 kilos, ce qui permet de fabriquer des vins à 8 ou 10 francs

(1) 100 kilos de sucre donnent 7 hectolitres 30 de vin à 8°: sous le nouveau régime, le prix de revient d'un vin de sucre oscille entre 9 et 12 francs.

l'hectolitre (ce sont les prix pratiqués à la propriété dans le Midi), nos vignerons sont beaucoup plus atteints que ceux d'Italie où, le sucre revenant à 132 francs les 100 kilos, leurs vins communs se vendaient en 1906, malgré l'abondance de la récolte, 20 à 25 francs l'hectolitre, à la propriété. Ce qui démontre enfin que le sucragé s'opère clandestinement, sur une vaste échelle, depuis 1903, c'est que le sucragé déclaré n'a révélé, en 1903, l'emploi que de 18.596.871 kilos de sucre, alors que cette consommation avait atteint, en 1899, le chiffre considérable de 39 millions. Dans son rapport, M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission d'enquête, dit à ce sujet : « On peut dire que la consommation clandestine pour la récolte 1903 avait employé plus de 20 millions de kilos de sucre, et on peut avancer qu'elle en avait utilisé deux ou trois fois plus, car le sucragé déclaré de 1899 et 1900 avait absorbé 57 millions, sans produire, malgré la grande récolte de 1900, un désastre semblable à celui du sucragé inférieur de 1903. »

Aussi, comprend-on la récente campagne des viticulteurs méridionaux contre le sucre, bien qu'il ne soit pas le seul coupable, nous le verrons. M. du Périer de Larsan disait plaisamment, mais fort justement à la Chambre, en juin 1907, lors de la discussion sur la crise viticole : « Les viticulteurs n'ont pas la prétention de faire du sucre avec du raisin ; mais ils demandent aux populations du Nord de ne pas faire du vin avec de la betterave. »

Où se pratique le sucragé ? Les viticulteurs seuls le pratiquaient jadis, dans le Midi principalement. Aujourd'hui, c'est une fraude usitée aussi bien à la propriété

que dans les centres de consommation, partout où on y trouve intérêt. L'importance qu'ont prises, depuis quelques années, les ventes de vendanges fraîches, à destination des villes éloignées des centres viticoles (en 1904, par exemple, le seul département de la Loire a reçu plus de 11 millions et demi de kilogrammes de raisins frais !) a permis aux débitants des grandes villes de se livrer à cette fraude.

La Commission parlementaire d'enquête déclare que le sucrage n'a jamais jeté moins de 2 millions d'hectolitres de vin dans la circulation; il y a là certainement une part bien minime faite aux vins de sucre. Certaines évaluations vont jusqu'à 16 millions d'hectolitres; c'est peut-être exagéré. Nous croyons plus exacte l'opinion que formulait l'an dernier M. Drevet, président de la Chambre de commerce de Carcassonne : « Chaque année, disait-il, 100.000 tonnes de sucre vont à la fabrication du vin de sucre, ce qui crée 8 millions d'hectolitres à 8°. »

Malgré tous les témoignages recueillis par la Commission parlementaire et qui démontrent les abus auxquels a donné lieu le sucrage, certains ont contesté l'importance qu'on voulait lui attribuer, en s'appuyant sur les quantités de sucre consommées depuis 1903. Si, disent-ils par exemple, en 1904, la consommation du sucre a augmenté sur 1903, elle n'a été supérieure que de 158.000 tonnes; à supposer donc que cette augmentation puisse être attribuée en totalité à la fabrication de vins de sucre, il n'aurait jamais pu être fabriqué que 9 millions d'hectolitres à 10°. Nous nous hâtons de faire remarquer que 9 millions d'hectolitres, c'est déjà un chiffre. Nous reconnaissons pourtant que l'argument présente

une certaine part de vérité: si le sucrage ne peut expliquer seul la baisse des cours du vin à 0 fr. 75 ou 0 fr. 80 le degré, d'autres fraudes ont permis de jeter dans le courant de la circulation d'importantes quantités de vins factices, d'un prix de revient pour ainsi dire insignifiant, et c'est à l'étude de ces diverses fraudes que nous arrivons.

§ 2. — Le mouillage.

C'est encore une fraude, depuis longtemps pratiquée, mais jamais aussi largement que depuis quelques années. On sait en quoi elle consiste : addition d'eau à un vin de titrage élevé. C'est assurément la fraude économique par excellence: si l'on peut calculer le prix de revient d'un vin de sucre, on peut dire que celui d'un vin mouillé est nul. C'est en même temps une pratique dangereuse pour la santé publique, non seulement parce que le vin mouillé renferme de l'eau qui n'a pas subi de fermentation, mais encore parce que, il est d'une telle platitude au goût et a été si fortement décoloré, que pour le rendre marchand, il exige l'addition de matières étrangères (colorants, arômes, essences...) toutes plus ou moins nuisibles.

Le mouillage est considéré par le législateur comme une fraude : cette pratique est cependant très difficile à saisir, car elle se fait le plus souvent au moment de la livraison au consommateur et peut, par conséquent, échapper aux recherches des experts chimistes.

Si le sucrage est subordonné à la possession de raisins, est surtout le fait des viticulteurs et des acheteurs

de vendanges, le mouillage peut être opéré de la fermentation à la vente, aussi bien à la propriété que chez le commerçant en gros et le débitant; « il se pratique partout », déclare la Commission d'enquête.

A la propriété, on n'a guère avantage à recourir à cette fraude, les vins étant vendus le plus souvent suivant leur degré alcoolique. La Commission parlementaire a cependant recueilli des dépositions signalant des viticulteurs opérant, sur la demande de leurs clients, d'importants mouillages, à condition que leurs vins de 11 ou 12°, par exemple, fussent ramenés à 8 ou 9°. Les viticulteurs mouillent encore en jetant dans la cuve de l'eau et du sucre sur les vendanges; en ajoutant de l'eau seulement à la cuve, en vue d'opérer une bonne fermentation quand la température est trop élevée.

C'est surtout dans les villes que cette fraude se fait sur une vaste échelle: c'est compréhensible, puisqu'elle évite des droits de circulation, d'octroi, des frais de transport. Plus la ville est importante et éloignée d'un centre de production, et plus le mouillage accroît les bénéfices, fait sentir son action sur les cours du vin; c'est pour cette raison que Paris a exercé, par suite du mouillage énorme qui y sévit, une influence si déprimante.

Ce sont surtout les débitants qui mouillent. La plupart des vins vendus au détail à 0 fr. 20 et au-dessous sont, on peut l'affirmer, des vins mouillés: la Commission d'enquête a recueilli à cet égard de précieux témoignages. C'est ainsi que M. le Procureur de la République, près le tribunal de Marseille, déclarait, qu'ayant fait faire des prélèvements d'échantillons sur des vins vendus 0 fr. 15 à 0 fr. 20 le litre, sur 52 échan-

tillons recueillis, 31 avaient été reconnus falsifiés; on ne parle pas des analyses douteuses ! Voici ce que déclarait la Société départementale d'agriculture des Bouches-du-Rhône : « Actuellement, c'est chez l'épicier et le débitant, dans les grands centres de consommation, que le sucrage et le mouillage des vins font leur œuvre néfaste... Le mouillage s'y pratique de façon éhontée... Le débitant, libéré de toute surveillance et ne garantissant nullement le titre alcoolique des vins qu'il vend, ne se fait pas faute de les mouiller largement. Il achète des vins d'Algérie ou des jacquez titrant 12 à 14°, qui lui reviennent, par certaine quantité, à 20 francs l'hectolitre au plus; il ajoute 40 % d'eau et ramène les vins à 7°, de sorte qu'ils ne lui coûtent plus que 10 francs; il vend le litre 0 fr. 15 à 0 fr. 20, et fait ainsi un bénéfice de 33 à 50 %. » Si le mouillage a pu devenir plus fréquent et plus important chez le débitant des villes depuis quelques années, c'est par suite des dispositions de la loi du 29 décembre 1900, qui a supprimé l'exercice des débits de boissons, le contrôle étant censé s'effectuer aux barrières: le vin arrivant chez le détaillant avec congé, liberté lui est laissée de faire subir à son vin toutes les manipulations possibles. Pourquoi, d'ailleurs, trouve-t-on difficilement sur le marché de Bercy des vins de provenance française, mais bien plutôt des vins d'Algérie, d'Espagne surtout ? Pourquoi ces derniers sont-ils recherchés, malgré les droits de douane qu'ils ont dû acquitter ? Tout simplement parce qu'ils sont de fort titrage (12° au moins), qu'ils sont riches en couleur et se prêtent en conséquence merveilleusement au mouillage.

Les débitants ne sont pas seuls à mouiller, les com-

merçants en gros ne s'en font pas faute. En Algérie, c'est explicable, puisqu'ils ne sont pas exercés, ou du moins ne l'étaient pas jusqu'en 1907. Mais en France, dira-t-on, comment peuvent-ils pratiquer cette fraude, puisqu'ils sont soumis au contrôle de la Régie pour l'acquittement des droits ? Il faut répondre qu'il s'agit d'un contrôle tout à fait illusoire, puisque les vérifications des quantités de vins reçus et expédiés sont faites d'après les indications portées par les marchands en gros sur un registre qu'ils détiennent !! On comprend, dans ces conditions, que la fraude par mouillage puisse exister. Le marchand en gros a deux moyens pour l'écoulement de ses vins mouillés : ou diminuer le chiffre de ses sorties sur les titres de mouvement, ou augmenter celui de ses entrées par des titres fictifs tirés sur la propriété. Le premier moyen est difficilement praticable, ou plutôt ne peut donner lieu à des fraudes énormes. X..., marchand de vins, a, par exemple, 10 hectolitres à livrer à Z...; il fait un papier de 5 hectolitres pour 2 heures; son voiturier mène ces 5 hectolitres; à 2 heures 30 ou 2 heures 55, il lui fait mener les cinq autres et ajoute sur le papier les minutes nécessaires; le tour est joué : 5 hectolitres seulement sont sortis aux yeux de la Régie. Autre exemple : X... doit livrer à Z... 20 hectolitres; X... fait un papier de 20 hectolitres, mais il laisse la souche en blanc; quand son voiturier est de retour, X... détruit le papier et met 1 hectolitre sur la souche : 19 hectolitres sont sortis en fraude. Le deuxième moyen peut donner lieu à des fraudes plus considérables. Par la pratique des acquits fictifs, le commerçant lève au vignoble un titre de mouvement qui est déchargé à l'entrepôt sans qu'aucune expédition

ait eu lieu. Sans doute, le législateur a successivement soumis à la formalité du visa en cours de route les acquits accompagnant les changements supérieurs à 20, 10, 5 hectolitres; mais les acquits fictifs sont encore possibles pour des quantités inférieures, et la Commission d'enquête a recueilli des dépositions signalant des acquits insuffisamment visés ou non visés en cours de route, facilement déchargés cependant à l'arrivée.

Il est assez difficile d'évaluer exactement la moyenne des quantités de vins mouillés, introduits annuellement dans la circulation. La Commission d'enquête parle de 2 millions d'hectolitres : c'est certainement là une évaluation bien inférieure à la réalité. La Commission elle-même déclare qu'il s'agit là d'un minimum, et à l'appui de cette affirmation, elle cite une déposition peu suspecte, puisqu'elle émane d'un syndicat de débitants, qui déclare que par le mouillage la production viticole est augmentée annuellement de 7 à 8 millions d'hectolitres. M. Drevet, président de la Chambre de commerce de Carcassonne, arrive à une conclusion à peu près analogue : « Supposons, dit-il, que chaque débit écoule, mêlés au vin, 5 litres d'eau par jour; ils sont 400.000 en France : d'où 7 millions et demi d'hectolitres par an. »

Le mouillage a donc exercé sûrement une action sérieuse sur l'avisement des cours, d'autant que les mouilleurs, très nombreux, se font concurrence, cherchent à s'attirer une nouvelle clientèle en lui offrant des vins à très bas prix, forcément frelatés.

Deux autres fraudes, celles-là plus récentes, ont encore provoqué l'avisement des cours : l'utilisation ou le

retapage des vins défectueux, et la fabrication du vin au moyen d'autres produits que le sucre.

§ 3. — **L'utilisation ou le retapage des vins défectueux.**

Certains ont voulu expliquer en partie la crise de la mévente par la baisse de la qualité de nos vins naturels. La Commission d'enquête parlementaire a cependant recueilli l'impression très nette que dans la majorité des cas, nos vins d'aujourd'hui sont de qualité supérieure, dans les régions de grande production surtout (Midi, Bordelais, Algérie).

Il est certain qu'au lendemain de l'invasion phylloxérique, nos viticulteurs ont fait fausse route lorsqu'ils ont cru enrayer plus sûrement les ravages du fléau en adoptant de préférence les cépages directs américains tels que jacquez, othellos, herbemonts..., l'avenir devait en effet démontrer que ces plants n'étaient pas aussi résistants aux maladies cryptogamiques qu'on l'avait cru, et, ce qui était plus grave, qu'ils étaient peu productifs, tout en ne donnant que des vins fort médiocres, comme goût et conservation. Depuis, cependant, nos vignerons se sont toujours plus attachés à substituer à ces plants des variétés françaises. Avant 1875, il y avait, comme aujourd'hui, de nombreuses plantations composées de cépages à grand rendement, des vignobles plantés en plaine, dans des terrains humides. Si, depuis, l'étendue des vignobles de plaines s'est accrue, si la jeunesse des plantations, l'usage plus répandu de cépages abondants, l'apparition de nouvelles maladies cryptogamiques ont pu influencer sur la

baisse de la qualité des vins, il faut tenir compte, d'autre part, des progrès introduits dans les procédés de greffage, de vinification, dans la diminution des jeunes plantations, dans le choix des engrais, etc... Il y a toujours eu, dans les années d'abondance en particulier, des vins défectueux, des vins de marc, des piquettes. Malgré tout, il y a une légère augmentation. La proportion de ces vins n'a cependant jamais dépassé 15 % de la production et n'a guère été supérieure à 10 % au cours de ces dernières années, sauf en 1905.

Mais si la quantité de ces vins n'a pas varié sensiblement, il n'est pas douteux qu'ils ont joué un rôle décisif depuis l'ouverture de la crise actuelle. Grâce à l'emploi de produits chimiques dits « œnologiques », ces vins ont pu être utilisés en vue de la consommation et ont pu même être rendus susceptibles de supporter des mouillages importants. A raison de leur bon marché, ils ont été recherchés par un commerce spécial, tandis que les vins de bonne constitution, de sûre conservation, n'étaient plus achetés qu'au fur et à mesure des besoins de la consommation. Les vins malades, cassés, tournés, piqués ont été traités avec des produits vendus sous les noms de « régénérateurs », qui ne sont autres que les acides sulfurique, chlorhydrique, tartrique, nitrique, etc. A ces vins ainsi traités, retapés, on a ajouté, pour les rendre agréables au goût, des matières édulcorantes, telles que glycérine, mistelles.

Ces vins ainsi revivifiés ont fait au vin naturel la plus redoutable des concurrences. Voici quelques-unes des dépositions recueillies à cet égard par la Commission d'enquête parlementaire. La Fédération des délégués des

communes et syndicats agricoles de l'arrondissement de Toulon s'exprimait ainsi : « Le commerce ne recherche que des vins avariés; ces vins se vendent 1 à 2 francs l'hectolitre; ils ont peu de couleur, sont amers; on y ajoute de l'acide sulfurique pour leur redonner du ton. Ils s'en vont, ainsi rafistolés, à la consommation. » Le Syndicat national des vins de la ville de Marseille déclarait : « Vous nous demandez comment il se fait que les mauvais vins, valant environ 7 à 8 francs à la propriété méridionale, les bons ne valent que 10 ou 11 francs ? Nous vous répondons qu'on ne peut que déplorer que le consommateur ne fasse pas une plus grande différence, mais qu'on peut trouver la cause de cette situation dans l'abondance des vins défectueux offerts à des prix inférieurs à ceux cités. » Le président de l'Union des marchands de vins et spiritueux de Lyon, disait encore : « Ce sont les vins avariés qui se vendent le mieux; l'acheteur veut à tout prix avoir du bon marché. » Dans toutes les régions de la France et en Algérie, des dépositions ont été faites dans le même sens.

Ce qu'il y a de plus déplorable, c'est que ces vins, ainsi « rétapés », sont un danger pour la santé publique, et que les chimistes sont, le plus souvent, impuissants à découvrir les adultérations, la plupart se bornant à préconiser en vue de la non-utilisation de ces vins, l'interdiction de la vente, ou plutôt la suite par la Régie de tous les produits chimiques employés.

§ 4. — **La fabrication des vins au moyen d'autres produits
que le sucre.**

La fraude par sucrage est en somme devenue la plus coûteuse. Etant donnés, en effet, les cours actuels du vin et du sucre, il serait stupide, dans les régions tout au moins où le vin ne se vend que 1 franc le degré (c'est le cas pour le Midi), de fabriquer du vin avec du sucre : la fraude ne procurerait aucun bénéfice, le degré-alcool ayant toujours un prix marchand moyen. Aussi, les gros fraudeurs ont-ils eu recours à d'autres pratiques; ils ont sagement mis à profit les récentes découvertes de la chimie, ont créé de véritables usines en vue de la fabrication de vins de 3°, 4°... 10°, cuvées, obtenus par le lavage de marcs continuellement repassés, additionnés de différents produits, chimiques ou autres. Des produits, moins coûteux que le sucre, tels que maïs, pomme de terre, seigle, riz avarié, etc... sont employés; cuits dans de grandes quantités d'eau, l'ébullition transforme ces produits en amidon; on verse dans ce mélange de l'acide sulfurique qui transforme l'amidon en dextrine, puis en glucose, qu'il ne reste plus qu'à séparer, ce que l'on fait en précipitant l'acide sulfurique par de la craie; on obtient ainsi un sirop en glucose qui remplace le sucre et qu'on répand dans le moût. Le glucose est ainsi produit à très bas prix, rend la fraude excellente au point de vue financier : les moûts peuvent, paraît-il, être remontés de 5 à 6 degrés avec 1 franc de débours seulement !

L'usage de ces procédés est amplement démontré par les récentes perquisitions opérées chez les grands frau-

deurs, qui n'ont presque jamais été trouvés détenteurs de quantités de sucre appréciables. La saisie faite naguère chez un négociant de Béziers est édifiante : une grande quantité de bonbonnes d'acide sulfurique, facturées 2.000 francs, furent trouvées dans son magasin : il y avait là un approvisionnement correspondant au glucose nécessaire pour fabriquer plus de 20.000 hectolitres de vin ! Ce qui prouve encore l'existence des fraudes que nous signalons, c'est la découverte de traces d'arsenic dans un nombre assez important de vins soumis aux analyses de différents laboratoires, de la station œnologique du Languedoc en particulier. La présence de l'arsenic dans ces vins s'explique par l'usage que font les fraudeurs de l'acide sulfurique pour transformer en sucre fermentescible le glucose produit au moyen des procédés indiqués ; comme, à l'état chimiquement pur, cet acide serait trop coûteux, c'est l'acide sulfurique du commerce, contenant toujours de l'arsenic, qui est employé, de sorte que les industriels qui font usage de ce produit sont dans l'obligation d'arsénier leurs moûts ; il y a là un véritable danger pour la santé publique. La liste serait d'ailleurs trop longue et forcément incomplète s'il fallait énumérer tous les produits employés, vendus sous les noms de régénérateurs, rectificateurs, bonificateurs, clarifiants, conservateurs, dépiquants, bouquets, colorants végétaux et minéraux, etc...

Conclusion. — S'il est difficile d'évaluer exactement les quantités de vins factices jetés annuellement dans la circulation, on peut affirmer en tout cas qu'elles se sont considérablement accrues depuis quelques an-

nées. Si les cours du vin sont descendus à 1 fr. 10 le degré sous l'action du sucrage simple, les prix de 0 fr. 75 ont été pratiqués à raison des fraudes par mouillage, revivification des vins défectueux et fabrication au moyen de produits autres que le sucre.

La Commission d'enquête parlementaire estimait que la fabrication des vins artificiels était la principale cause de la crise; tous les viticulteurs et commerçants en vins sont presque unanimes à l'affirmer. Il suffit d'ailleurs d'évaluer à 6 millions les quantités de vins artificiels annuellement fabriqués (et c'est assurément un chiffre bien inférieur à la réalité), pour se convaincre qu'il y a une surproduction artificielle, puisque nous avons précédemment vu que le déficit moyen de la production naturelle sur les besoins de la consommation était, depuis 1900, de 5 ou 6 millions d'hectolitres. Aussi comprend-on la justesse des paroles que prononçait en juin 1907, M. Aldy, député de l'Aude, dans la discussion sur la crise viticole : « Il faut arracher la fraude, mais non la vigne. » M. Hugues le Roux disait également dans un article du journal le *Matin*, du 13 mai 1907 : « Le Midi ne se trompe pas; il voit juste ici, du moins pour le principal; ce n'est pas le débordement du vin qui l'affame : c'est le débordement des fraudes. »

A quoi est dû ce débordement des fraudes ? A l'incohérence et à l'insuffisance de l'œuvre du législateur, à la non-application de la législation existante. La lenteur avec laquelle la Régie a poursuivi les fraudeurs, l'indulgence des parquets, l'hésitation des tribunaux à exercer une répression sévère des délits, peuvent

en partie s'expliquer par les rapports souvent contradictoires ou même négatifs des experts chargés d'analyser les vins qui leur sont signalés suspects, les fraudeurs étant passés maîtres dans l'art de la chimie.

DEUXIÈME SECTION. — *La baisse de la distillation ou les fraudes des eaux-de-vie.*

Si, avant la destruction du vignoble par le phylloxéra, le vin s'écoulait assez facilement à des prix rémunérateurs, malgré une abondante production, cela tenait non seulement à l'insignifiance de la fabrication des vins factices, mais encore à l'existence de deux débouchés qui ont, en partie, disparu et qui faisaient office de soupapes entre la production et la consommation, nous voulons dire : la distillation et l'exportation des vins.

Il peut paraître, au premier abord, paradoxal de parler de baisse de la distillation, puisque la production et la consommation de l'alcool n'ont jamais été aussi élevées que depuis quelques années. C'est pourtant exact si l'on envisage seulement la distillation des vins : elle a baissé considérablement, puisque c'est à peine si 2 millions d'hectolitres sont aujourd'hui mis en œuvre, alors qu'avant 1875, 8 millions au moins allaient à la chaudière. Avant le phylloxéra, les vins défectueux, quelques-uns même de bonne constitution, dans les années d'abondance surtout, étaient transformés en eaux-de-vie ; dans les années déficitaires, les vins communs étaient vendus comme tels : de cette façon, l'équilibre était assuré dans une certaine mesure. Aujourd'hui, les vins de bonne

qualité ne sont plus distillés, et on ne transforme plus en alcool qu'une partie infime des mauvais vins, ceux-ci étant utilisés, nous l'avons vu, comme vins marchands.

Pourquoi cette baisse de la distillation des vins ? Tout simplement parce que les cours des eaux-de-vie ont considérablement fléchi, de 50 % environ, depuis une trentaine d'années : à la propriété, l'hectolitre à 50° ne vaut plus guère, en moyenne, que 75 francs, contre 150 fr.!! Les prix des eaux-de-vie étant jadis plus rémunérateurs que ceux des piquettes, vins de marc et vins avariés, les viticulteurs trouvaient avantage à se livrer à la distillation; mais à l'heure actuelle, il n'en est plus de même. Aussi, évalue-t-on généralement à un dixième seulement de l'alcool réservé à la consommation de bouche les véritables eaux-de-vie de vin.

Comment expliquer cet avilissement des cours ? Par suite des fraudes nombreuses dont les eaux-de-vie ont été l'objet.

Pour expliquer la dépréciation de la propriété viticole, il ne faut pas séparer les fraudes des vins de celles des alcools.

La principale fraude consiste dans la substitution de l'alcool d'industrie à l'alcool de vin. Cette fraude est certaine, puisque, parallèlement au développement de la consommation de l'alcool, il s'est produit une augmentation très sensible de la production de l'alcool d'industrie (en 1882 : 1.698.113 hectolitres; en 1905 : 2.530.116), alors que celle des eaux-de-vie naturelles décroît sans cesse. Il existe une notable différence de prix entre les eaux-de-vie de vin (100 francs au moins l'hectolitre)

et l'alcool d'industrie (40 francs); celui-ci est d'un prix de revient très bas et sa production est, en outre, pour ainsi dire illimitée. La concurrence faite par ce dernier tend à ramener les alcools de vin à un prix très inférieur par conséquent, et il est facile de comprendre que si le fraudeur parvient à jeter dans la circulation, sous le nom d'alcool de vin, de l'alcool d'industrie, il réalisera un bénéfice appréciable. Comment peut-il y parvenir, dira-t-on ? Bien que la chose paraisse malaisée, rien de plus simple cependant, grâce à la fraude dite « blanchissage des acquits ». On sait que l'authenticité d'origine et de composition des eaux-de-vie naturelles de vin, marc, cidre, est garantie par la Régie, grâce à la délivrance à l'expéditeur d'acquits et congés sur papier blanc, les autres alcools n'étant accompagnés que de titres de mouvement sur papier rose. Mais des commerçants qui expédient des eaux-de-vie de vin s'entendent avec certains de leurs clients pour les leur envoyer avec acquits roses; comme ils ont acheté eux-mêmes ces produits avec acquits blancs, ils disposent de ces derniers pour les affecter à de vulgaires alcools d'industrie, qui seront considérés ensuite par le consommateur comme alcools de vin. Cette fraude a donné lieu à une véritable industrie : son existence a été révélée à la Commission d'enquête, surtout dans les grands centres de production des eaux-de-vie renommées, dans l'Armagnac et dans les Charentes. Voici comment s'exprimait un syndicat de propriétaires de Castelnau-d'Auzan : « Dans le Midi, certains négociants s'entendent avec leurs clients pour leur envoyer leurs alcools de vin avec acquits roses et réservent les acquits blancs pour leurs alcools d'industrie

qu'ils destinent à nos négociants d'Armagnac. Et voilà comment les alcools d'industrie pourront, plus tard, combinés à quelques gouttes de nos produits, revenir dans le Nord sous le nom d' « Armagnacs », avec acquits d'origine. » Le président du Conseil général du département du Gers s'exprimait à peu près dans les mêmes termes : « Un négociant, disait-il, achète de l'alcool du Nord, qu'il fait venir avec acquit rouge, mais en même temps, il achète de l'alcool du Midi avec acquit blanc, et il vend celui-ci avec le premier acquit à des gens qui se contentent de cet acquit rouge. » A Carcassonne et ailleurs on a également signalé la fraude consistant à introduire des essences dans les trois-six d'industrie. Les alcools extraits des betteraves, pommes de terre, grains, mélasses, peuvent, de la sorte, concurrencer les eaux-de-vie naturelles. Les bénéfices réalisés, surtout importants en ce qui concerne la concurrence faite aux armagnacs et cognacs (ceux-ci valent 175 francs l'hectolitre) expliquent la création à Rochefort, La Rochelle, Saintes, Cognac, Bordeaux, Condom, Nérac, etc..., grands centres de production, d'établissements importants qui expédient, sous le nom de nos grands crus, de vulgaires alcools d'industrie aromatisés par des essences. Sans doute, ces alcools sont cédés à plus bas prix que les vraies eaux-de-vie, et les débitants au courant de la supercherie ajoutent, à côté des mentions « cognacs ou armagnacs », la formule, microscopique d'ailleurs, de « fantaisie » : la fraude ne s'en étale pas moins presque librement et est acceptée du public.

L'alcool d'industrie joue donc, en somme, à l'égard des eaux-de-vie de vin, le même rôle que le sucre vis-à-vis

du vin. L'un et l'autre contribuent à l'avilissement des prix des produits de nos vignerons, et ils sont des ennemis d'autant plus redoutables qu'ils leur font une concurrence clandestine.

Une autre pratique a contribué à la baisse des cours des eaux-de-vie : c'est la consommation des alcools en fraude des droits de consommation, d'entrée et d'octroi. Il y a là une fraude qui permet d'introduire sur le marché de grandes quantités d'eaux-de-vie à bas prix. La Commission d'enquête a recueilli des dépositions nombreuses qui ont dénoncé l'existence de cette fraude : citons seulement les plus intéressantes. M. le préposé en chef de l'octroi de la ville de Béziers disait : « La fraude sur les vins est la grande exception, celle sur les alcools est presque la règle... La fraude sur l'alcool se fait à Béziers presque à main armée. Lorsqu'une jardinière de contrebandier sort de chez un liquoriste ou de chez un distillateur, elle est entourée d'une dizaine d'individus armés de gourdins. La fraude est monopolisée par les distillateurs ou liquoristes, marchands en gros. » M. le préposé en chef de l'octroi de Toulouse s'exprimait à peu près dans les mêmes termes : « La contrebande de l'alcool, disait-il, se fait sur une grande échelle; on la pratique au moyen de vessies gonflées d'alcool et cachées sous la blouse; les contrebandiers ainsi chargés pénètrent en bandes, chaussés de sandales et en courant; ils sont flanqués d'éclaireurs qui sifflent pour les avertir. » M. le Procureur de la République de Montpellier disait : « Il s'exerce ici une véritable contrebande de l'alcool presque à main armée. »

A quelles causes faut-il attribuer ce développement

des fraudes ? 1° A l'augmentation des droits sur l'alcool; 2° au rétablissement du privilège des bouilleurs de cru.

1° *Augmentation des droits sur l'alcool.* — En vue de venir en aide à la viticulture, le législateur a dégrevé, en 1897 et 1900, les boissons hygiéniques; en vue d'enrayer les progrès de l'alcoolisme, il a, par contre, frappé l'alcool de droits élevés. Le but qu'il s'était proposé de réaliser ne l'a été qu'en partie : si, en effet, la consommation des boissons hygiéniques s'est développée, celle de l'alcool n'a pas fléchi. En présence des droits nouveaux exorbitants (au profit de l'Etat : droit général de consommation de 220 francs par hectolitre d'alcool pur, droit d'entrée dont la quotité varie de 6 francs à 24 francs suivant l'importance des villes au-dessus de 4.000 habitants; au profit des communes : taxes d'octroi qui sont en général élevées, Lyon: 100 francs, Paris: 165 francs), les débiteurs ont été tout naturellement poussés à offrir à leur clientèle, qui ne pouvait s'accommoder des nouveaux prix très élevés de l'alcool de vin, des produits de moins en moins purs, dans la composition desquels entrait, en forte proportion, de l'alcool d'industrie; la masse des consommateurs a accepté facilement la substitution. Les cognacs et armagnacs vrais, valant environ 175 francs l'hectolitre, si on ajoute à ce chiffre 220 francs de droit général de consommation, sans parler des autres droits, on voit ce que le commerçant est obligé de payer, quand il veut des alcools purs de tout mélange (395 francs) au lieu de 260 francs, quand il achète des alcools d'industrie, soit une prime de 135 francs par hectolitre au profit des alcools du Nord; cette constatation suffit à expliquer la vogue de ces derniers. Les augmentations de droits ont

contribué également à pousser récoltants et distillateurs de profession à introduire en franchise sur le marché de grandes quantités d'alcool.

2° *Rétablissement du privilège des bouilleurs de cru.*

— On sait en quoi consiste ce régime de faveur. La loi du 14 décembre 1875 qui l'a établi le définit ainsi : « Les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises, provenant exclusivement de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice. » Ainsi, tandis que les autres distillateurs étaient soumis à des formalités de déclaration de fabrication et aux vérifications de la Régie, qui saisissait dès son origine la production de l'alcool, de façon que les quantités prises en charge ne pussent plus échapper au fisc, les bouilleurs de cru étaient dispensés, d'après la loi de 1875, de toute déclaration de détention d'appareil, de fabrication, affranchis de l'exercice, si bien que l'alcool produit par eux était exempt de tous droits de consommation, tant qu'il n'était pas déplacé. Avant 1900, ce privilège avait déjà donné lieu à de nombreuses et vives critiques car, sous prétexte de distillation exclusive de récolte, bien des viticulteurs étaient de véritables bouilleurs de profession, qui fournissaient, à raison de leur non-exercice, l'alcool nécessaire, non seulement aux simples particuliers, mais encore aux débits, dans un large rayon, et en franchise. Grâce au système dit « des envois fictifs », ce privilège était savamment exploité. Des négociants du Nord déclaraient, à destination d'une région viticole, de l'alcool qui restait sur un point du parcours clandestinement; pour la décharge de l'acquit, cet alcool était remplacé, à son arrivée, par un chargement identique fourni par les bouilleurs de cru !

La loi du 29 décembre 1900, qui surélevait les droits sur l'alcool, devait réglementer le privilège, ne le maintenir qu'à l'égard des récoltants distillant exclusivement en vue de leur propre consommation familiale. C'était là une sage disposition, sans laquelle une prime énorme aurait été assurée à la fraude, car il est évident que plus les droits sont élevés, plus on a avantage à les éluder et d'autant plus de chance à les éviter que la production de l'alcool est moins surveillée.

Malheureusement, le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru, en 1906, devait occasionner le retour des fraudes signalées plus haut, pousser les viticulteurs à offrir en fraude des droits, non seulement leurs eaux-de-vie naturelles, mais encore des alcools d'industrie aromatisés d'essences ou de quantités infinitésimales de leurs produits. Qu'on juge des abus auxquels doit donner lieu le rétablissement du privilège à l'heure actuelle par la comparaison des quantités d'alcool déclarées par les bouilleurs de cru lorsqu'ils étaient exercés (1875: 300.000 hectolitres), et lorsqu'ils ne l'étaient pas (1896 : 94.280). Lors de la discussion à la Chambre de la loi du 29 décembre 1900, le préjudice causé au Trésor par les bouilleurs de cru était évalué à 100 millions de francs : il ne doit pas être inférieur à ce chiffre aujourd'hui.

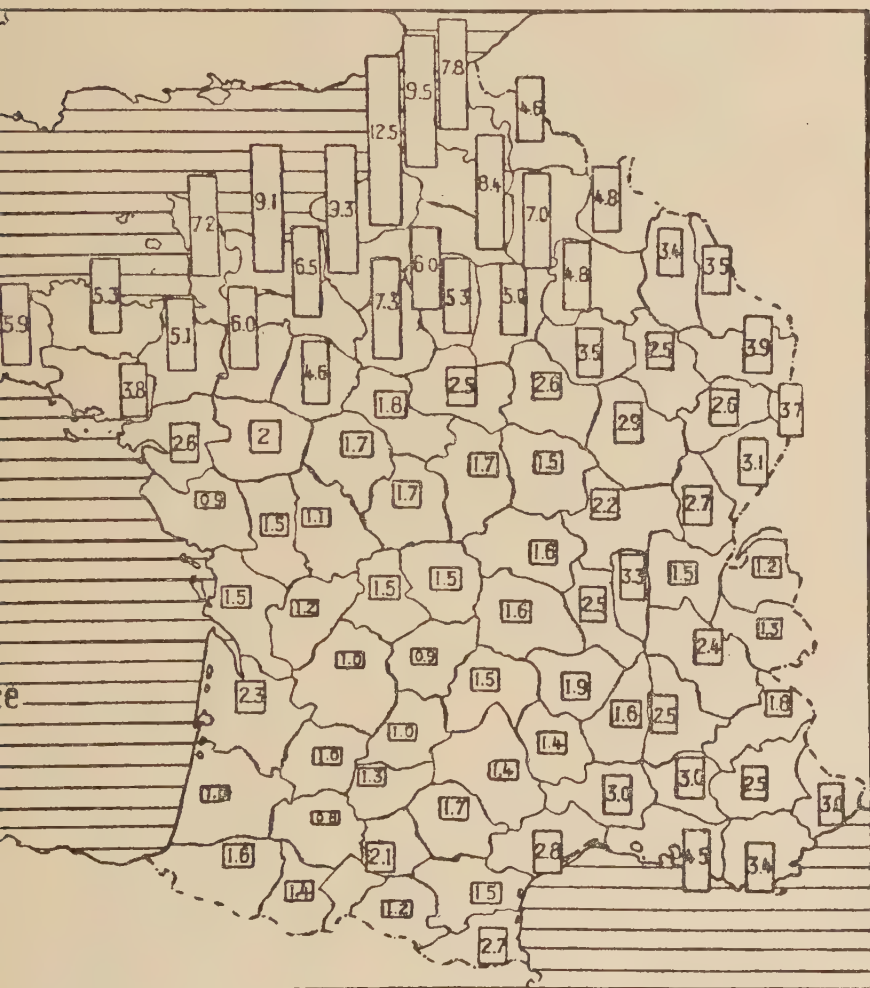
Conclusion. — La baisse de la distillation des vins a donc produit les conséquences les plus désastreuses pour nos vignerons : encombrement du marché des vins et dépréciation des eaux-de-vie naturelles. A raison de toutes les fraudes commises, la production et la consommation de l'alcool n'ayant pas

fléchi, malgré les nouveaux droits, le développement de la consommation du vin a été, dans une certaine mesure entravé. « Ce n'est pas la surproduction qui ruine les viticulteurs du Midi, disait récemment M. le docteur Jacques Bertillon, c'est la concurrence que l'eau-de-vie, l'eau-de-vie meurtrière, fait au bon vin de France. » « L'histoire statistique de la France, disait-il encore, montre que le vin et l'eau-de-vie sont deux frères ennemis, dont l'un tue l'autre; dans ce duel, c'est malheureusement l'eau-de-vie qui est la plus forte. Elle garde toujours le terrain gagné et elle profite de chaque faiblesse de son ennemi pour en gagner davantage encore. Un peuple qui boit du vin ne boit pas d'eau-de-vie, et réciproquement. » A l'appui de sa thèse, M. le docteur Bertillon citait le cas de l'Italie, de l'Espagne, pays essentiellement viticoles, où l'eau-de-vie est délaissée. Dans notre pays, il déclarait que toutes les fois que, pour une cause quelconque, la consommation du vin a baissé, celle de l'eau-de-vie a progressé, que dans les départements viticoles, le vin est la boisson ordinaire, tandis que dans les autres (nord de la France), la consommation de l'eau-de-vie est infiniment plus élevée : le graphique ci-contre, dressé par M. Bertillon, permet de s'en rendre compte (1).

Nous ne parlons pas des autres conséquences produites par les fraudes des eaux-de-vie et qui n'intéressent pas directement la viticulture : danger de l'alcoolisme non enrayé, mais rendu plus redoutable pour l'avenir de notre pays, à raison des produits nocifs que contiennent

(1) Voir le graphique ci-contre de M. le Dr Jacques Bertillon.

les alcools; préjudice énorme causé au Trésor, par suite du rétablissement du privilège des bouilleurs de cru, etc...



CONSOMMATION D'ALCOOL PAR DÉPARTEMENT (en 1906)

Chaque carré encadrant un chiffre indique le nombre de litres et de décilitres sommés dans chaque département par habitant et par année : la dimension du carré proportionnelle à la quantité de la consommation. Le département où l'on boit le plus d'alcool est la Seine-Inférieure, avec 12 litres 5 décilitres par habitant. Celui où l'on en consomme le moins est le Gers, avec 0 litre 8 décilitres par habitant.

TROISIÈME SECTION. — *La baisse des exportations et l'augmentation des importations.*

Surproduction artificielle des vins et des eaux-de-vie, voilà la vraie cause de la crise actuelle. Il en est cependant d'autres à signaler.

La baisse de nos exportations et l'augmentation de nos importations sont tout d'abord à noter.

Nos vins trouvaient à l'étranger un sérieux débouché avant la crise phylloxérique, puisque nos exportations se chiffraient de 1865 à 1879 par une moyenne annuelle de plus de 3 millions d'hectolitres. La France avait alors dans le monde le monopole de la fourniture des vins : la valeur de nos exportations dépassait 1 milliard de francs. Depuis 1830, nos exportations avaient constamment progressé, à partir de 1860 surtout :

1830 à 1839 :	Moyenne annuelle :	1.208.000	hectos.
1840 à 1849 :	— —	1.477.000	—
1850 à 1859 :	— —	1.768.000	—
1860 à 1869 :	— —	2 460 000	—
1870 à 1879 :	— —	3.270.000	—

Ce mouvement ascensionnel devait être arrêté par l'invasion phylloxérique. Malgré les diminutions énormes de nos récoltes, notre commerce d'exportation ne devait cependant pas fléchir très sérieusement jusqu'en 1887, puisque la moyenne annuelle se chiffrait encore jusqu'à cette date par 2.625.000 hectolitres. La France tirait en effet du dehors les vins communs nécessaires à sa consommation, à des prix relativement peu élevés, à raison

des faibles droits d'entrée qu'elle faisait peser sur eux; elle réservait, d'autre part, ses vins de choix en vue des exportations et parvenait ainsi à satisfaire la plus grande partie de sa clientèle.

Mais à partir de 1888, nouveau recul, qui devait être durable : après être restées en effet, jusqu'en 1891, très légèrement supérieures à 2 millions d'hectolitres, nos exportations ne devaient plus se chiffrer, jusqu'en 1904, que par une moyenne annuelle de 1.750.000 hectolitres. L'année 1905 marque cependant une reprise (2.605.000 hectolitres), que 1906, d'ailleurs, dément en partie (2.109.000).

En somme, comparativement à la période 1865-1879, nos exportations ont fléchi, depuis 1892, de près de moitié.

A quoi est due cette baisse de nos exportations ? A la destruction de notre vignoble par le phylloxéra, tout d'abord : notre production fléchissant, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de satisfaire toute notre ancienne clientèle. En présence de ce fait, nos voisins ont planté et sont arrivés à nous concurrencer en partie, non seulement à raison des efforts qu'ils ont faits pour que l'étranger connaisse et apprécie leurs produits, mais encore à raison des qualités de leurs vins, d'un prix de revient inférieur aux nôtres, et cependant de plus fort titrage, de coloration plus riche. L'étranger, tenté par le bon marché, s'est ainsi peu à peu accoutumé à consommer des vins de qualité inférieure, et les vins italiens et espagnols se sont substitués en grande partie aux nôtres, avec d'autant plus de succès, que nos concurrents ne se sont point fait faute d'usurper les noms

et marques d'origine de nos vins de choix. — Il faut tenir compte également de ce que les pays qui boivent du vin commencent à en produire. Il n'en faudrait pas conclure, comme certains l'ont fait, que nos viticulteurs en sont désormais réduits à faire absorber exclusivement leurs récoltes par leurs compatriotes. L'exemple des Italiens et des Espagnols, qui ont su développer leurs exportations à notre préjudice depuis une quinzaine d'années, doit au contraire inciter nos vignerons à chercher de nouveaux débouchés. Si certains pays, qui étaient jadis nos principaux clients (République Argentine, Chili, Etats-Unis.), ont créé des vignobles, produisent du vin en quantité appréciable (République Argentine: 1 million et demi d'hectolitres; Chili: 2 millions et demi; Etats-Unis: 1 million et demi en 1906), il n'en est pas moins vrai que ces mêmes pays ont encore largement recours aux importations, que la consommation du vin s'y est développée, ainsi d'ailleurs que dans nombre d'autres pays non viticoles.— Mais la principale raison de la chute de nos exportations doit être cherchée dans la politique douanière suivie par notre pays depuis 1892. La loi du 11 janvier 1892 frappait les vins étrangers de droits beaucoup plus élevés qu'auparavant : 7 francs l'hectolitre, jusqu'à 15°, au lieu de 2 francs. Quant à la loi du 1^{er} février 1899, encore en vigueur, elle contient des dispositions nettement prohibitives, puisque les vins jusqu'à 12° seulement doivent acquitter un droit d'entrée de 12 francs par hectolitre, tout degré supplémentaire, un droit de 2 fr. 80. Notre commerce d'exportation devait, par suite, se trouver privé des vins étrangers de fort titrage, indispensables cependant pour ses mélanges,

les vins français étant trop légers pour supporter de longs voyages. C'est ce qui explique l'émigration, en Espagne, principalement, de la plupart de nos grandes maisons d'exportation, après 1892. La crise phylloxérique, qui ne devait pas tarder à se faire sentir en Espagne, aurait pu entraîner le relèvement de nos exportations, d'autant qu'à ce moment-là notre vignoble, reconstitué, fournissait des récoltes relativement abondantes, et que nos vins étaient de prix assez bas. Mais l'Allemagne devait nous supplanter; non seulement elle créait des ports francs qui recevaient en franchise des vins étrangers, mais encore, sur son territoire, s'établissaient de véritables usines de vins artificiels, si bien que Hambourg, quoique situé dans un pays non viticole, devait devenir le centre régulateur du marché des vins dans le monde, par suite de ses prix de vente extraordinairement bas. Nos lois douanières devaient d'ailleurs fatalement entraîner des mesures de représailles de la part des pays étrangers, et, à l'heure actuelle, on peut dire que si nos exportations ont fléchi, la raison capitale en est que nos vins sont partout frappés de droits d'entrée plus ou moins prohibitifs. C'est ainsi qu'en Belgique, nos vins acquittent un droit d'entrée de 20 fr. par hectolitre, en Angleterre, de 27 fr. 40, en Allemagne, de 30 francs, aux Etats-Unis, de 54 francs, en Russie, de 118 francs, en Australie, de 330 francs, etc... Seule, l'exportation de nos vins de choix et des vins à destination de nos colonies est demeurée à peu près irréductible, à raison du monopole, de fait pour les premiers, de droit pour les seconds, dont ils jouissent.

Quant à nos importations, comparativement à la pé-

riode antiphyllloxérique, elles ont prodigieusement augmenté, puisque de quelques centaines de mille hectolitres avant 1872, elles s'élèvent depuis 1892 à plus de 6 millions d'hectolitres par an en moyenne, après avoir atteint, il est vrai, au lendemain de la destruction de notre vignoble, une moyenne de 8 millions (1880 à 1885) et de 11 millions et demi (1886 à 1891). Il est facile d'expliquer nos fortes importations de 1880 à 1891 : notre production était devenue notoirement insuffisante, et grâce aux faibles droits d'entrée (2 francs par hectolitre), l'introduction des vins étrangers fut assurée dans les limites des besoins de notre marché. Mais, le vignoble reconstitué, notre production croissant, les viticulteurs demandèrent à l'Etat de les protéger contre leurs concurrents du dehors, et les tarifs de 1892 furent édictés. Leur mise en vigueur devait entraîner fatalement une baisse de nos importations, moins forte cependant qu'on aurait pu le croire, voici pourquoi : si les vins des pays étrangers devaient figurer, en effet, comme quantité négligeable, par suite du développement du vignoble algérien, les vins de notre colonie, admis en France en franchise, allaient prendre sur notre marché de plus en plus la place des vins italiens et espagnols. Le vignoble algérien, en effet, atteint par le phylloxéra dès sa constitution, vers 1883, s'est reconstitué et développé rapidement, ainsi que l'attestent les chiffres suivants : en 1878, 18.000 hectares; en 1886, 80.000; en 1889, 100.000; en 1907, 147.000. Nulle avant 1875, la production algérienne atteint une moyenne de 7 millions d'hectolitres depuis 1900 (en 1907 : 8 millions et demi). Depuis 1895 surtout, les importations de vins algériens

dans notre pays ont considérablement progressé : en 1877, 2.000 hectolitres; en 1887, 17.000; en 1890, 1.959.000; en 1895, 2.892.000; en 1899, 4.650.000; en 1906, 5.409.077. Elles tiennent une telle place, qu'elles constituent à l'heure actuelle la presque totalité de nos importations : en 1906, par exemple, 5.763.675 hectolitres importés, sur 5.409.077, sont des vins algériens, et près de 200.000 hectolitres, des vins tunisiens; on voit ce que représentent les vins étrangers. Il n'en est pas moins vrai que nos importations n'ont pas sensiblement fléchi depuis 1892, continuent à venir accroître notre production nationale dans une proportion à peu près semblable, alors que notre pays n'a plus besoin, comme il y a quinze ans, du même concours de l'étranger.

Conclusion. — Par conséquent, comparativement à la période antiphyllloxérique, notre marché a perdu un sérieux débouché à l'extérieur de 1 million et demi d'hectolitres, alors qu'il reçoit de l'étranger 6 millions d'hectolitres de plus par an. Sans doute, notre production est restée sensiblement la même et la consommation du vin s'est considérablement développée en France; mais nous savons que d'après certaines évaluations, la production artificielle du vin atteint annuellement 16 millions d'hectolitres, ce qui équivaldrait précisément à l'augmentation de notre consommation. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, qu'exportations et importations puissent expliquer dans une certaine mesure l'encombrement de notre marché, la baisse des prix du vin, la difficulté qu'éprouvent à l'heure actuelle nos vignerons à écouler leurs récoltes et à faire argent de leurs terres ?

QUATRIÈME SECTION. — *L'augmentation des frais de production.*

On pourrait être tenté de soutenir que les cours du vin actuellement pratiqués l'avaient été déjà avant l'invasion phylloxérique, sans cependant déchaîner de crises violentes, et l'on pourrait en conclure que nos viticulteurs ne traversent pas, à l'heure actuelle, une crise aussi grave qu'ils se plaisent à le dire. Ceux qui tiendraient ce raisonnement commettraient cependant une grave erreur, et voici pourquoi :

Tout d'abord, s'il est exact que les prix de 7 à 8 francs l'hectolitre aient été pratiqués pour nos vins communs avant 1879, il faut faire observer qu'ils étaient seulement la conséquence de quelques abondantes récoltes, alors qu'ils sont pour ainsi dire courants depuis 1900. Ce qui contribue, en effet, à rendre la crise actuelle particulièrement grave pour nos vignerons, c'est sa persistance.

Et puis, c'est le point capital, il ne suffit pas de savoir si les prix de vente d'aujourd'hui sont ceux de jadis, il faut encore se demander s'ils permettent à nos viticulteurs de réaliser des bénéfices. Or, il s'est produit, depuis l'invasion phylloxérique, une profonde modification en ce qui concerne le prix de revient du vin, puisqu'il a plus que doublé !

Les frais de production se sont surtout accrus dans les régions essentiellement viticoles, où la culture de la vigne est devenue intensive. C'est ainsi que dans l'Hérault, les frais de culture s'élèvent, actuellement, à 1.000 francs

environ par hectare, au lieu de 500 francs avant 1875. Des travaux de la Commission parlementaire d'enquête, il ressort, que dans la Gironde, les frais annuels de production sont supérieurs à 1.000 francs; que dans les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, du Rhône, de Saône-et-Loire, de la Côte-d'Or, etc..., ils oscillent entre 800 et 1.000 francs. Dans les autres régions, ils sont sensiblement moindres (400 à 800 fr.). En somme, on peut dire que la culture d'un hectare de vigne revient, en France, à 700 francs environ par an, soit, pour l'ensemble du vignoble, une charge énorme, puisque supérieure à 1 milliard de francs !!

La culture de la vigne est sans doute plus ou moins onéreuse, suivant le système d'amodiation; le faire-valoir est un mode d'exploitation plus dispendieux que le vigneronnage ou métayage. La différence n'est cependant pas aussi sensible qu'on pourrait le croire : l'institution à peu près générale du vigneronnage, dans le Beaujolais, n'a pas empêché une baisse considérable de valeur (près de moitié depuis dix ans) de ce vignoble qui, cependant, a la bonne fortune de produire des vins d'excellente qualité, moins sujets par conséquent que les vins du Midi à de brusques variations et à de complets avilissements de prix. Dans son ouvrage récent sur *le Vigneronnage en Beaujolais*, M. Myard explique en partie cette baisse de la valeur du vignoble par l'augmentation considérable des frais de production.

Comment expliquer cet accroissement énorme du prix de revient du vin ? Les viticulteurs ont dû, tout d'abord, consacrer des capitaux importants à l'œuvre de recons-

titution (2.000 à 4.000 francs l'hectare) : or, ces avances n'étant nulle part complètement amorties, viennent accroître les anciens frais de 200 francs au moins par hectare et par an, si l'on admet que les capitaux incorporés au sol doivent être amortis dans un délai de vingt années et si l'on tient compte des intérêts qu'ils étaient susceptibles de produire. Le vignoble reconstitué, il a fallu en outre donner aux plants greffés des soins nouveaux et constants. Le temps n'est plus où l'on pouvait dire : « la nature fait le raisin »; à l'heure actuelle, la production vinicole est bien plutôt le fait de l'homme. La lutte contre les nombreuses maladies, insectes ou cryptogames (phylloxéra, pyrale, black-rot, oïdium, mildew, etc...), qui se sont abattues sur le vignoble, est devenue la principale préoccupation du vigneron, la moindre négligence pouvant compromettre la récolte; il y a là une source nouvelle de frais importants, à l'heure actuelle surtout où les sels de cuivre sont hors de prix, où le soufre a considérablement haussé de valeur, non par suite de la rareté de ces produits, mais par suite d'une entente des producteurs. Voici, par exemple, ce qui se passe pour le soufre, qui nous vient presque en totalité de Sicile : une loi mise en vigueur le 1^{er} août 1906 a permis dans ce pays la constitution d'un consortium auquel les produits de toutes les soufrières doivent être vendus, qui fixe seul les prix de vente, en vue de l'exportation et limite les quantités à expédier à l'étranger. Il y a là un véritable trust des soufres, puisque les producteurs ont un seul acheteur, le consortium, qui a d'ailleurs fixé arbitrairement un prix d'achat élevé (59 francs la tonne); avec les frais de transport, de manutention,

d'entrée, etc..., sans négliger les bénéfices réalisés par les négociants importateurs qui ne s'oublient pas, nos viticulteurs sont exploités, obligés de payer le soufre excessivement cher.

Voici, d'après le *Bulletin du Syndicat agricole du Gard*, les augmentations de prix subies, de 1901 à 1906, pour les produits suivants :

	1 ^{er} janvier 1901	1 ^{er} janvier 1903	1 ^{er} janvier 1906	1 ^{er} décemb. 1906
Nitrate de soude. . . .	» »	23 25	25 75	29 »
Superphosphate (tonne).	35 »	60 »	57 »	61 »
Sulfate de cuivre, 12 % les 100 kilos.	65 »	50 »	64 »	80 (1).

Il a fallu, en outre, pour l'obtention des mêmes rendements, développer l'emploi des fumures, tant animales qu'industrielles. Et ici encore, en ce qui concerne les engrais artificiels, dont l'emploi se généralise de jour en jour, nos viticulteurs ont eu à subir de savantes exploitations. Les prix de ces engrais ont, en effet, augmenté, dans de fortes proportions pour certains. Il y a là un réel abus à dénoncer, car les producteurs ont majoré leurs prix de vente démesurément : c'est ainsi que le quintal de sulfate d'ammoniaque est généralement vendu 30 francs, alors que son prix de revient n'est que de 10 francs !! Si au moins les viticulteurs étaient certains d'acheter des produits de bonne qualité, mais, là comme partout, la fraude s'est glissée, non seulement en ce qui concerne la proportion des différents éléments de l'engrais, les dosages, mais encore, ce qui est plus

(1) Extrait du livre de M. Atger, sur : *La crise viticole et la viticulture méridionale (1900-1907)*.

grave, en ce qui concerne la valeur même des matières dites « fertilisantes ». M. Vuaflart, directeur de la station agronomique d'Arras, chimiste-expert, désigné par le ministre de l'Agriculture pour l'analyse des engrais, ne déclarait-il pas récemment : « Presque tous les nitrates de soude vendus dans la région du Nord sont de faux nitrates » ? Les spéculations sont devenues si éhontées, les tromperies si nombreuses, si criantes, que le législateur a cru devoir intervenir en édictant la loi du 8 juillet 1907. Elle introduit dans notre législation le principe de la limitation du bénéfice de l'intermédiaire, en le fixant à 25 % au-dessus des cours officiels, ce qui est énorme, d'ailleurs; elle ouvre à l'agriculteur lésé une action en réduction de prix et en dommages-intérêts devant la justice de paix de son domicile. C'est une mesure qui fait honneur au législateur, elle démontre la sollicitude qu'il a pour nos malheureux agriculteurs. Malheureusement, il est à craindre que par des ententes, les marchands d'engrais n'arrivent à fausser les cours officiels !

Enfin, si le prix de revient du vin a augmenté, la raison principale en est que la viticulture a dû, malgré le développement de son outillage, avoir de plus en plus recours au travail salarié, dont la rémunération n'a cessé de progresser depuis la fin du xvm^e siècle, depuis 1850 principalement. Cette hausse des salaires est un fait absolument indéniable. Dans ses *Principes d'économie politique*, M. Gide déclare que depuis 1850, les salaires agricoles ont doublé, tandis que les salaires industriels ont augmenté des deux tiers environ. Dans son *Essai sur la théorie du salaire*, M. Beauregard indique de la

façon suivante la progression constante du prix de la main-d'œuvre agricole :

Prix moyen de la journée de travail en 1801 : 1 fr. 05; en 1819 : 1 fr. 25; en 1840 : 1 fr. 30; en 1852 : 1 fr. 41; en 1855 : 1 fr. 61; en 1862 : 1 fr. 85; en 1872 : 2 fr. 04; en 1881 : 2 fr. 32.

Or, depuis, le mouvement ascensionnel n'a fait que s'accentuer. D'après une statistique récente, dressée par les maires, voici quelle a été, pour les ouvriers de l'industrie, les variations de salaires dans les différents chefs-lieux de département :

1853 : 1 fr. 99; 1874 : 3 fr. 02; 1892 : 3 fr. 83; 1896 : 3 fr. 91; 1901 : 4 fr. 03; 1906 : 4 fr. 20.

Les salaires moyens de l'industrie ont donc augmenté en 53 ans de 111 %. Quant aux salaires des ouvriers agricoles, la hausse est aussi sensible, sinon davantage, à raison du mouvement très marqué d'émigration des campagnes vers les villes, qui a eu pour conséquence inévitable la diminution du nombre des travailleurs agricoles. Sans doute, bien que l'on déplore sans cesse la dépopulation des campagnes, il faut reconnaître que, grâce au développement du machinisme, elle n'a pas eu que des résultats déplorables; elle a permis notamment aux exploitants de réaliser des économies de salaires. C'est ainsi que nous lisons dans l'enquête agricole de 1882 : « Les 547.583 journaliers et domestiques qui ont délaissé la culture du sol correspondent à une économie de salaires de 240 à 250 millions de francs par an. C'est là une diminution des frais de production, qui accroît d'autant le bénéfice des exploitants. » En tout cas, à l'égard de la viticulture, la dépopulation de la campagne

n'a pas produit cet heureux effet; la viticulture est toujours, en effet, la branche de notre agriculture qui doit payer la plus forte somme de salaires, et elle a été, par conséquent, très sérieusement atteinte par la hausse de la main-d'œuvre.

Si le travail salarié tient encore une place prépondérante dans les soins exigés par la culture de la vigne, il est aisé de le comprendre. Tout d'abord, il est un certain nombre d'opérations (taille, épamprage, greffage, ramassage des raisins...) qui ne peuvent être que le fait de la main de l'homme; il en est d'autres qui peuvent être opérées, comme jadis d'ailleurs, à l'aide de machines et d'animaux, mais qui n'en nécessitent pas moins l'intervention de salariés, et qui, par leur répétition (labourages divers, piochages, binages) et leur nouveauté (traitements divers : soufrages, sulfatages...), ont contribué à l'augmentation du nombre des journées de travail. La vigne se contentait jadis de soins tout à fait rudimentaires : taille, labourage ou piochage, un binage à la rigueur, et tout était dit, le vigneron n'avait plus qu'à faire la cueillette du raisin. Mais aujourd'hui, il n'en est plus ainsi : dans le Midi, deux, et même trois œuvres, deux soufrages, trois et quatre sulfatages. Enfin, les viticulteurs se trouvent en présence d'une classe de salariés, groupée sur une étendue relativement restreinte du territoire, constituée en syndicats puissants, consciente de ses droits, menaçant de grève les récoltants aux moments favorables, de la vendange principalement, où le travail est urgent, pour obtenir soit une augmentation de salaires, soit une réduction des heures de travail. C'est ainsi qu'à la récolte dernière, non seulement nos

vignerons ont eu beaucoup de peine à recruter le nombre suffisant de vendangeurs, mais encore ont vu un grand nombre de ces derniers abandonner le travail en cours dans le Midi, en Bourgogne. En Champagne, la pénurie des ouvriers a même atteint la proportion d'un vrai désastre; on a dû envisager l'éventualité de solliciter du gouvernement l'envoi de troupes. Il y a là un point noir pour l'avenir (1).

Telles sont les principales raisons de l'augmentation considérable du prix de revient du vin. Si donc les viticulteurs méridionaux cédaient avant la crise phylloxérique leurs vins de plaine à 8 ou 9 francs, et leurs vins de coteaux à 12 ou 13 francs, c'était non seulement exceptionnellement, mais encore sans dommage, puisque le prix de revient ne s'élevait guère qu'à 6 francs pour les premiers, 9 francs pour les seconds. Depuis la reconstitution, les frais de production atteignent 13 francs au moins pour les vins de plaine, et 16 francs pour les vins de coteaux : nos viticulteurs sont donc dans l'impossibilité de supporter sans désastre les anciens cours. Si, de 1890 à 1899, les vins communs, sauf après récolte 1893 (12 à 13 francs), se sont vendus de 15 à 18 francs l'hectolitre, c'était uniquement à raison du peu d'abondance de la production. Mais depuis 1900, les cours ont cessé d'être rémunérateurs, puisqu'ils sont de 8 à 9 fr. et que les viticulteurs ne parviennent pas, le plus souvent, à recouvrer même les deux tiers de leurs frais :

(1) Dans certaines années où la récolte est abondante et exige un prompt enlèvement, on a vu les journées des vendangeurs doubler et même tripler. (Déposition faite devant la Commission parlementaire d'enquête, le 26 avril 1907, par l'Union beaujolaise des syndicats agricoles.)

ce ne sont plus les prix de 8 à 9 francs qui devraient être pratiqués, mais bien ceux de 12 à 14 francs (soit 1 fr. 50 le degré pour les vins communs de 8 à 9°) et encore combien réduits seraient les bénéfices de la propriété !

CINQUIÈME SECTION. — *Les causes secondaires.*

Nous ne signalerons que les plus importantes :

1° *Les ventes forcées à la propriété.* — Elles sont la conséquence, soit d'un manque d'outillage, soit d'un besoin pressant d'argent auquel les récoltants ne peuvent faire face par des emprunts.

Le manque d'outillage est plus important qu'on ne le croit en général. Si la proportion des vins non logés varie évidemment suivant les récoltes, il n'en est pas moins vrai que les excédents sont parfois considérables. Des renseignements recueillis par la Commission parlementaire en 1907, il résulte qu'ils atteignent jusqu'à 50 % de la récolte dans certaines parties des Charentes, un dixième et même un quart dans la Bourgogne, le Beaujolais et le Lyonnais, 50 % même dans la région méridionale ! Il est compréhensible que dans ces conditions, ces vins non logés pèsent singulièrement sur les cours : les viticulteurs se trouvent dans l'obligation de s'en défaire le plus rapidement possible ; le commerce, au courant de la situation, en abuse, pour n'offrir que des prix infimes. En 1904, année d'abondance, comme en 1900 d'ailleurs, n'a-t-on pas vu de tels vins

se vendre à raison de 2 fr. 50 l'hectolitre; les frais de ramassage des raisins étaient à peine couverts !

Il est toutefois d'autres ventes forcées, plus nombreuses, imposées aux récoltants à raison du manque ou de l'insuffisance de leur crédit. Ils ont à faire face à des dépenses élevées, leurs produits se vendent peu et ils sont toujours à court d'argent. Or, les difficultés d'emprunter se font pour eux de plus en plus grandes : les capitalistes, les établissements de crédit hypothécaire hésitent à prêter ou ne le font que moyennant de très lourdes charges pour l'emprunteur. Quant au crédit agricole mutuel, il ne peut consentir que des prêts peu considérables, à raison de son fonctionnement encore bien imparfait. Des progrès ont été cependant réalisés depuis la loi du 31 mars 1899, qui a institué des caisses régionales de crédit, dans le but de faciliter les opérations des caisses locales; c'est ainsi qu'à la suite de la récolte 1904, le Crédit agricole mutuel a permis à quantité de viticulteurs, d'attendre une amélioration du marché pour se défaire de leurs récoltes. Il n'en est pas moins certain qu'il n'a pas encore rendu aux viticulteurs tous les services qu'ils peuvent en attendre. Nombreux sont encore ceux qui, à l'heure actuelle, se trouvent dans l'obligation de vendre leurs vins à des prix de misère, peu après la récolte; seuls, les grands propriétaires, grâce aux capitaux dont ils disposent, sont à même de pouvoir attendre le relèvement des cours pour vendre leurs produits.

2° *La multiplication des offres de la propriété.* — Les viticulteurs n'ont plus le nombre restreint d'acheteurs de jadis, les marchands de vins en gros, sûrs et discrets,

mais toute une foule d'intermédiaires, de courtiers, qui transmettent les offres de la propriété aux maisons des centres de consommation, qui les font travailler. Pressés par un besoin pressant d'argent, les récoltants offrent leurs vins simultanément à ces nouveaux intermédiaires et ils multiplient ainsi inconsidérément leurs offres pour un même vin. La Fédération du syndicat national des vins et spiritueux de France faisait très judicieusement observer à la Commission parlementaire cette cause d'avilissement des cours du vin, lorsqu'elle déclarait : « Quand un propriétaire confie les échantillons de sa récolte à trois ou quatre courtiers, il ne se rend pas compte qu'aux yeux de l'acheteur éloigné il vient de la multiplier. »

3° *La réserve du commerce et l'accroissement du nombre des intermédiaires.* — Si les viticulteurs ont multiplié leurs offres, les commerçants ont restreint leurs demandes. Devant l'accroissement de leurs charges, et en présence des falsifications nombreuses qui ont avili en même temps que faussé les cours, les grandes maisons des centres de consommation ont réduit à tel point leurs commissions, que les négociants en gros des pays viticoles n'ont pu s'en accommoder et ont disparu pour la plupart; de nombreux courtiers se sont substitués à eux, et, par leur concurrence, ont dû se contenter de commissions dérisoires. La baisse des cours a été d'autant plus forte, que ces nouveaux venus n'achètent plus qu'au fur et à mesure des besoins de leur clientèle, sont toujours à l'affût des occasions, alors qu'avant, les maisons en gros achetaient par grandes quantités, faisaient des approvisionnements au lendemain des récoltes, ce qui

contribuait à donner, durant la campagne, une vive impulsion à la cote des vins. Le krach qui a suivi la récolte 1903 a fait perdre au commerce honnête toute confiance, l'a incité à ne plus faire d'approvisionnements trop considérables, l'abondance ou la disette des récoltes n'exerçant plus sur les cours une influence décisive, à raison de la production des vins factices, peu importante dans les années d'abondance, énorme au contraire dans les années déficitaires. Dans les centres de consommation, le nombre des intermédiaires s'est élevé aussi et la concurrence qu'ils se sont faite a nécessairement entraîné une baisse des prix. Bien des viticulteurs et des syndicats viticoles, devant les difficultés de plus en plus grandes d'écouler sur place leurs récoltes ou celles de leurs adhérents à des prix convenables, ont installé des comptoirs dans les villes : nouveaux venus, pour s'attirer une clientèle, ils ont pratiqué des cours vraiment dérisoires, et ont ainsi contraint les autres commerçants à diminuer leurs prix.

Telles sont les causes, principales et secondaires, de la dépréciation des cours du vin et, partant, de l'avilissement de la propriété viticole.

La Commission parlementaire en a signalé d'autres : *La façon déplorable dont se font les adjudications de vins pour les lycées, hôpitaux, prisons...* Les cahiers des charges sont surannés pour la plupart, ne tiennent pas compte des variations des cours : c'est ainsi que les hôpitaux militaires de Paris se font adjuger des vins au prix de 15 à 17 francs l'hectolitre, rendu dans les caves; c'est vouloir favoriser la vente des vins falsifiés ! alors que la Légion d'honneur paie invariablement ses vins 40 fr.

l'hectolitre pour ses maisons d'éducation. *L'absence de coordination et la cherté des tarifs de transport.* Leur absence de coordination : n'est-il pas étrange que des tarifs de faveur soient accordés aux vins de Corse, d'Algérie et de Tunisie, alors qu'ils sont refusés aux vins indigènes ? C'est pourtant la conséquence du tarif spécial P. V. 206 de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée : en vertu de ce tarif, 1.000 kilos de vin paient 43 francs lorsqu'ils sont expédiés de Calvi à Paris, par Cette ou Marseille, alors que la même quantité doit payer 47 fr. de Cette à Paris ! Et le prix de 47 francs est seulement réservé aux vins expédiés par les gares de la région méridionale, les autres gares étant soumises à une tarification plus chère ! N'est-il pas aussi étrange de constater qu'une barrique de vin coûte, par voie de mer, de Malaga à Rouen, 4 francs, alors que par voie de fer, la même barrique revient, de Montpellier à Rouen, à 17 fr., quatre fois plus cher pour un parcours trois fois moindre !

Dans un article très récent de la *Revue politique et parlementaire*, M. Bloch, ingénieur en chef de la compagnie des chemins de fer d'Orléans, fait observer que les viticulteurs ont, le plus souvent, relégué au dernier plan de leurs vœux l'abaissement des tarifs de chemins de fer. Et il explique le peu d'importance attachée par les intéressés à la réforme en disant que les frais de transport ne peuvent plus être réduits de façon appréciable. Il dit : « De Perpignan à Dunkerque (1.209 kilomètres), le prix de transport est actuellement de 32 fr. 70 pour 1.000 kilos ou 0 fr. 0327 par litre pour les wagons réservoirs et 0 fr. 036 pour les transports en fûts. » D'où impossi-

bilité d'abaisser les frais en vue de favoriser l'augmentation de la consommation du vin. La réduction des tarifs de près de 50 % opérée en 1894 sur les réseaux du P.-L.-M. et du Midi a eu un heureux résultat, elle a fait cesser la crise de la mévente qui sévissait dans la région méridionale à la suite de l'abondante récolte de 1893. Mais on ne peut répéter une aussi sensible diminution des tarifs; d'ailleurs, elle n'aurait plus pour effet de refouler de notre marché, comme en 1894, les vins exotiques, mais entraînerait seulement une concurrence plus acharnée entre les vins du Midi et ceux du Centre en vue de l'alimentation du grand marché parisien. Et M. Bloch conclut : « Les tarifs de transport ont été étrangers à la formation de la crise et on ne saurait trouver de leur côté un remède ayant quelque efficacité. » Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis : nous estimons que par une diminution des tarifs, la consommation du vin pourrait être augmentée, et cela parce que cette boisson paie des droits de transport plus élevés, malgré la crise viticole, que toutes les autres boissons hygiéniques. Les eaux minérales, notamment, sauf sur le réseau de l'Etat, acquittent des taxes infimes; sur le réseau P.-L.-M., elles paient 20 % de moins que le vin; sur les réseaux de l'Est, de l'Ouest, la différence est encore plus sensible, toujours au détriment du vin. Une réduction, ne serait-elle que de 0 fr. 01 par litre (0 fr. 036 pour les transports en fûts actuellement) serait considérable pour le commerçant en gros, qui reçoit des milliers d'hectolitres et pourrait l'inciter, soit à offrir davantage à la propriété, soit à demander moins au consommateur.

La réduction de 1894 (0 fr. 02 par litre), guère plus

considérable par conséquent, a bien produit d'heureux résultats, puisqu'elle a contribué au développement de la consommation du vin et procuré au commerçant en gros, d'après M. Bloch lui-même, « des bénéfices capables de déterminer le changement d'orientation de ses achats ».

Nous devons ajouter, enfin, *les droits relativement élevés qui pèsent sur le vin*. Les lois de 1897 et 1900 l'ont sans doute considérablement dégrevé, des deux tiers environ (l'hectolitre de vin ne paie plus que 1 fr. 50 de droits au lieu de 4 fr. 50) ; mais elles n'ont pas contribué, autant qu'on aurait pu le supposer, au développement de sa consommation. D'abord, elles ont dégrevé également les autres boissons hygiéniques qui acquittent des droits moins lourds encore que le vin. Et puis, ce n'était pas la consommation familiale qui pouvait croître sensiblement, mais bien plutôt celle de cabaret ; or, si le droit de détail qui pesait si lourdement sur le commerce a été supprimé, il ne faut pas oublier que le détaillant a vu le taux de ses licences, la taxe sur l'alcool, augmenter considérablement, et qu'il n'a pas modifié sensiblement ses prix, si bien qu'il a presque seul profité du dégrèvement. Les maisons de vins en gros ont vu leurs frais généraux augmenter ; la Commission parlementaire cite à cet égard l'exemple d'une maison de la Gironde : « Alors qu'en 1874, le prix moyen de la barrique était de 163 francs et les frais correspondant à 14 fr. 89 %, en 1900, ils s'élevaient à 18 fr. 80 % et en 1905, à 24 fr. 03 %, alors que la valeur de la barrique n'était plus, en 1900, que de 142 fr. 50, et en 1905, de 122 fr. 50. Partant, les commerçants en gros n'ont

pas consenti des réductions de prix aussi sensibles, que paraissait l'exiger la mise en vigueur des nouvelles dispositions législatives et, le développement de la consommation du vin, escompté considérable par les viticulteurs, s'en est ressenti. »

TROISIÈME PARTIE

LES CONSÉQUENCES DE LA DÉPRÉCIATION DU VIGNOBLE

La disparition de la culture de la vigne de notre sol aurait pour notre pays les plus graves conséquences économiques; il est aisé de le comprendre si l'on songe à la place qu'occupait la viticulture dans notre production agricole, à la veille de l'ouverture de la crise. Notre vignoble, en effet, représentait une valeur de 5 milliards environ, la vigne était, pour de nombreuses populations, la seule culture rémunératrice, faisait vivre près de deux millions d'agriculteurs, plus d'un demi-million de commerçants en gros, débitants, épiciers, fabricants de futailles, etc..., sans parler d'une grande quantité d'ouvriers, dont le chiffre, assez difficile à évaluer exactement, doit être cependant important, à raison des nouveaux soins qu'exige le vignoble depuis l'invasion phylloxérique. Enfin, c'était à juste titre que l'on qualifiait le vin « la bête de somme du budget », puisque, avant la mise en vigueur des lois de 1897 et 1900, cette boisson fournissait à elle seule plus du quart du produit de l'octroi des différentes villes (en 1896, 81 millions de francs sur 326; en 1898, 75 sur 333) et rapportait plus

de 150 millions par an au Trésor, sans parler, bien entendu, des impôts directs et autres charges qui grevaient la propriété viticole. Si, à vrai dire, le revenu brut annuel du vignoble était évalué à plus de 1 milliard de francs, la viticulture avait donc des charges excessivement lourdes à supporter !

On voit par là les conséquences désastreuses qu'entraînerait la disparition du vignoble : ruine de nombreuses populations, importante diminution de la richesse générale, se traduisant par un affaiblissement de valeur du capital foncier et de son revenu, par suite; perte sensible pour les finances publiques, à l'heure actuelle surtout, où les budgets s'enflent sans cesse, avec une rapidité vertigineuse, et où les sources nouvelles de revenus sont fort difficiles à découvrir !

En présence de la gravité de la crise, certains esprits ont pu se demander si 1907 ne consacrerait pas la fin de notre viticulture. Si cette perspective peu rassurante ne s'est heureusement pas réalisée, il n'en est pas moins certain que la dépréciation du vignoble a déjà produit des conséquences lamentables, sur lesquelles nous croyons devoir insister quelque peu, dans le but de montrer quel est l'intérêt qui s'attache à solutionner, en partie au moins, la crise actuelle. Nous examinerons successivement les conséquences produites : 1° dans les régions essentiellement -viticoles; 2° dans les autres régions; 3° dans l'ensemble du pays.

1° CONSÉQUENCES DE LA DÉPRÉCIATION DU VIGNOBLE DANS LES
RÉGIONS ESSENTIELLEMENT VITICOLES (Midi et Algérie)

Les viticulteurs ont été naturellement les premiers et les plus cruellement frappés; ils ont vu leur capital déprécié à tel point qu'en fait, nous l'avons vu, le vignoble a perdu toute valeur; leurs bénéfices ont été si amoindris qu'ils produisent à perte depuis 1900, que certaines années ils ont à peine recouvré les deux tiers de leurs frais, considérables, non seulement à raison des dépenses courantes d'exploitation, qui ont presque doublées comparativement à la période antiphyllloxérique, mais à raison également de ce que les capitaux énormes consacrés à l'œuvre de reconstitution ne sont pas complètement amortis. En somme, la culture de la vigne, la seule possible, le plus souvent, dans ces régions, la seule rémunératrice jadis, est devenue une charge pour ceux qui s'y adonnent, au prix cependant de quels efforts, de quels sacrifices ! Il en est résulté une ruine complète de nos vigneron, qui s'est traduite par un endettement formidable, ce qui vient encore augmenter leurs frais d'exploitation. Malgré le perfectionnement assez avancé qu'a atteint le crédit agricole, il est devenu absolument impuissant à satisfaire les multiples besoins du monde de la viticulture. Les capitalistes, les établissements de crédit hypothécaire ne veulent plus consentir de prêts; ils estiment que leur gage n'est plus suffisamment sérieux, ne serait en tout cas que très difficilement réalisable. Ne cite-t-on pas, d'ailleurs, des cas nombreux

de prêteurs qui, poursuivant le recouvrement de leurs créances, se sont vus, faute d'acheteurs, dans l'obligation de demeurer adjudicataires des immeubles dont ils poursuivaient la réalisation, et dans des conditions combien désavantageuses ? C'est ainsi qu'il ressort de la déposition faite par M. Thévenet, directeur du Crédit foncier à Nîmes, devant la Commission d'enquête parlementaire, que cette société n'arrive pas, le plus souvent, à recouvrer le montant de sa créance, bien qu'elle ne prête sur le vignoble, propriété sujette à de gros aléas, que jusqu'à concurrence du tiers de sa valeur. Aussi, M. Thévenet déclare-t-il : « Les demandes de prêts affluent, mais elles subissent souvent une réduction qui ne permet pas toujours à l'emprunteur de donner suite à l'affaire. » Le conservateur des hypothèques de Carcassonne déclarait : « Les inscriptions ont diminué depuis 1904; ceci s'explique par la difficulté des prêts et des garanties qu'offre la viticulture... Les créanciers des débiteurs en retard hésitent à poursuivre le recouvrement de leurs créances, dans la crainte d'être mis dans l'obligation de demeurer adjudicataires des immeubles affectés. » Les viticulteurs eux-mêmes hésitent à emprunter, ne le font qu'à la dernière extrémité, car ils se rendent bien compte que c'est finalement l'expropriation qui les guette; aussi, vendent-ils leurs produits au fur et à mesure de leurs besoins, sans attendre les occasions favorables, et réduisent-ils d'année en année, les frais d'exploitation, aggravant ainsi encore le mal, exerçant une action déprimante sur les cours du vin, amoindissant la valeur de leurs terres. Les viticulteurs en sont donc réduits à la misère complète.

La crise ne frappe pas seulement les viticulteurs, mais bien l'ensemble des agriculteurs : il est facile de le comprendre. Les vigneron, composant dans ces régions la majeure partie de la population, et ne possédant aucun fonds de roulement, réduisent leurs achats de produits agricoles. On constate par exemple que les fourrages, pailles, avoines..., qui s'écoulaient jadis facilement à des prix rémunérateurs, ne se vendent plus qu'à de bas prix, et avec beaucoup de difficultés. C'est, par suite, la propriété paysanne dans son ensemble qui est dépréciée : ce qui le démontre, c'est que le nombre des ventes à l'amiable devient de plus en plus restreint, alors que celui des ventes par autorité de justice augmente. M. Thévenet, directeur du Crédit foncier à Nîmes, résumait ainsi la situation devant la Commission d'enquête : « Plus de ventes, plus d'échanges, plus de baux à ferme, arrêt complet des affaires. » Voici d'ailleurs quelques dépositions, recueillies par la Commission d'enquête, et qui confirment notre affirmation : « Les prix de vente des propriétés de la région, déclare la Chambre de commerce de Narbonne, qui atteignaient 15 à 20.000 francs l'hectare, ont baissé de 70 à 80 %. » « La terre se vend le cinquième de ce qu'elle se vendait il y a six ans, on ne trouve plus guère d'acquéreurs », disait M. le président du Tribunal civil de Narbonne. M. le professeur d'agriculture de l'Aude déclarait : « Nous pouvons citer une propriété près de Carcassonne qui, grevée de 255.000 fr. d'hypothèques et contenant 128 hectares de terres de premier ordre, dont 50 en vignes, s'est vendue aux enchères publiques 100.050 francs et a été reprise par le Crédit foncier sur surenchère à 140.005 francs. » M. Ber-

trand-Lauze, conseiller général du Gard, déclarait encore : « J'ai en mains une affiche de vente immobilière d'où il ressort qu'une propriété de 60 hectares s'est vendue 12.000 francs, soit 200 francs l'hectare, ce qui est dérisoire. » Si l'on veut être pleinement édifié encore sur la ruine lamentable de l'agriculture dans ces régions, il n'y a qu'à reproduire les deux dépositions suivantes, de M. le Président du Tribunal civil de Béziers : « En ce qui concerne l'état des ventes sur expropriation, dont le nombre est considérable, il est à remarquer que, de 1905 à 1906, ce nombre a doublé » ; de M. le président du Tribunal civil de Narbonne : « La proportion des ventes immobilières est considérable, relativement à celles des tribunaux de même importance; il y a ici 220 ventes par an environ. Le Crédit foncier est souvent obligé de se rendre propriétaire de son gage en perdant le quart de sa valeur ! »

La propriété paysanne ainsi dépréciée, on conçoit combien lamentable doit être la situation faite à la classe ouvrière agricole. Les propriétaires ruinés, en effet, en sont réduits à diminuer leurs frais de culture, et la population ouvrière voit de jour en jour diminuer le montant de son gain annuel, par suite de chômages forcés de plus en plus longs; à raison surtout de la hausse des salaires, les propriétaires réduisent le nombre de leurs journaliers. Si l'on songe que les ouvriers agricoles sont normalement contraints à de nombreuses journées de chômage, par suite des intempéries, de la discontinuité des travaux des champs, gagnent par conséquent beaucoup moins, malgré leurs rudes labeurs, que les ouvriers des villes, on voit combien leur situation a dû être

aggravée du fait de la crise. Au reste, voici quelques dépositions intéressantes faites devant la Commission d'enquête, et qui nous permettront d'avoir un aperçu sur les pertes éprouvées par la classe ouvrière. La déposition de M. Marès, président de l'Union de défense viticole du département de l'Hérault est à retenir : « Les dépenses d'un vignoble de 50 hectares, dit-il, qui atteignaient 24.780 francs avant la crise ne sont plus que de 5.400 fr.; la différence (19.380 francs) provient de la suppression des frais de main-d'œuvre. Si cependant le propriétaire possède encore quelques ressources, ses frais de culture pour une parcelle propriété s'élèvent à 9.950 francs, ce qui fait pour la main-d'œuvre une perte de 14.830 fr. » M. Cabanes, président du syndicat ouvrier d'Argeliers dit : « Les ouvriers agricoles souffrent plus encore que le propriétaire; il y a deux ou trois ans, quand le vin se vendait à un prix raisonnable, là où le propriétaire occupait cinq ouvriers, il en occupe aujourd'hui un ou deux. » M. Marty, président du syndicat des ouvriers agricoles de Narbonne déclarait de son côté : « Le nombre des journées de travail diminue chaque jour; il y a des ouvriers qui sont restés quatre mois et demi sans travailler; les propriétaires ne font plus faire que les travaux strictement nécessaires. » La situation est telle, en effet, que des asiles de nuit, des ateliers ou chantiers de charité, des caisses de secours contre le chômage forcé, ont été créés par nombre de municipalités. Dans le seul département du Gard, moins éprouvé cependant que ses voisins par la crise, à raison de la diversité de ses cultures et de son développement industriel, plus de quarante communes ont voté, en 1906, des crédits impor-

lants en vue de procurer du travail à la classe ouvrière. La seule commune d'Aiguesmortes a, depuis 1900, un budget de la crise viticole, excessivement lourd, variant entre 40 et 50.000 francs; en 1906, le Conseil municipal de Nîmes a voté un crédit de 10.000 francs, celui de Montpellier de 20.000 francs, etc... L'avenir apparaît sombre si la crise persiste, car enfin, si actuellement de tels secours sont distribués, l'observation que formulait devant la Commission d'enquête M. le maire d'Aiguesmortes, n'est-elle pas extrêmement juste ? : « De pareilles libéralités, disait-il, ne sont possibles qu'autant que les contribuables s'acquittent de leurs impositions; mais, du jour où, poussés par la misère, les contribuables ne pourront plus payer les impôts, la situation sera dange-reuse, car la commune ne pourra y faire face, n'ayant aucune ressource pour cela. » Cette remarque s'applique à toutes les communes, rurales surtout, et à raison de la détresse lamentable du pays, il est permis de se demander si nous ne sommes pas, dans ces régions, à la veille d'une crise sérieuse des contribuables ! La rentrée des impôts ne s'y effectue plus que difficilement et incomplètement; le gouvernement a dû consentir déjà, en 1907, de nombreux dégrèvements, des remises totales même.

Si nous constatons, en somme, une profonde détresse dans les campagnes, il ne faudrait pas croire que la situation des populations urbaines soit brillante. « Quand le vin ne va pas, rien ne va », dit-on dans le Midi : rien de plus exact à l'heure actuelle. Si la propriété rurale est dépréciée, il en est de même de la propriété urbaine. C'est ce que déclarait devant la Commission d'enquête M. Thévenet, directeur du Crédit foncier à Nîmes : « Des

immeubles, disait-il, qui ont été estimés plus de 200.000 francs en partage ne trouvent plus preneurs à 100.000 fr. lorsqu'ils sont vendus à la barre du tribunal. » Cette dépréciation est compréhensible, puisque le commerce et l'industrie sont en voie de décroissance; si les agriculteurs sont menacés de l'expropriation, les commerçants et industriels le sont de la faillite.

Le commerce des vins a eu, tout d'abord, à subir de sérieuses pertes. Les négociants en gros des centres viticoles qui faisaient jadis des approvisionnements considérables au lendemain des vendanges, ne les font plus, dans la crainte de voir se produire une baisse subite des cours, comme en 1904; ils ont été remplacés, nous l'avons vu, par une foule d'intermédiaires qui achètent au fur et à mesure des besoins du marché, ne sont, le plus souvent, munis de patentes, ni comme commerçants, ni comme courtiers, se contentent de commissions dérisoires (0 fr. 50 par hectolitre), exécutent directement les ordres des acheteurs des grands centres de consommation. L'axe des affaires a été ainsi déplacé et nombre de maisons de commerce sérieuses ont disparu dans les régions viticoles; elles ne peuvent plus spéculer, comme autrefois, à la hausse, réaliser des bénéfices leur permettant de subsister, en présence des courtiers qui, eux, n'ayant pas de frais généraux à supporter, ni de capitaux à faire produire, sont toujours à l'affût des occasions, spéculent à la baisse en vue d'augmenter le nombre de leurs commissions; de satisfaire leurs correspondants, qui leur interdisent d'ailleurs d'acheter le vin à un prix supérieur à celui du vin fabriqué.

C'est d'ailleurs le commerce et l'industrie en général

qui sont frappés; on constate en effet, dans ces régions, une augmentation très sensible du nombre des faillites, une diminution des échanges, des recettes des octrois des villes par exemple. Qu'on en juge par les déclarations suivantes ! « Les industries locales, disait M. le Maire de Nîmes, devant les membres de la Commission d'enquête, sont en décroissance; telles sont les industries de la chaussure, de la bonneterie et de la tonnellerie. Nîmes souffre avant tout de la mévente. » « La crise viticole, déclarait la Société centrale de l'agriculture du département de l'Hérault, ruine toutes les industries connexes à la viticulture..., elle atteint profondément le commerce local, chacun réduisant ses achats au strict nécessaire; les commerçants sont tous menacés par la faillite. » A retenir les dépositions suivantes : celle du Tribunal de commerce de Narbonne : « Depuis 1903, les faillites ont augmenté de 20 % »; celle de la Chambre de commerce de cette même ville : « La mévente des vins exerce une répercussion sur le commerce local, sur toutes les marchandises...; elle se traduit par une diminution considérable dans les ventes et par des difficultés dans les paiements »; celle de la Chambre de commerce de Montpellier : « Les commerçants ont tous été très éprouvés par la crise viticole... le nombre des faillites va sans cesse croissant. » Nous pourrions multiplier les dépositions faites dans le même sens. En ce qui concerne la diminution constatée dans les recettes des octrois, voici ce que déclarait, en mai 1907, M. Grenier, directeur de l'octroi de la ville de Béziers : « Béziers a un budget de 2 millions de recettes en chiffres ronds. Sur ces 2 millions, l'octroi doit lui rapporter annuellement 1.300.000

francs. En 1905, les recettes ont fléchi de 46.000 francs; en 1906, de 86.000; si l'on s'en rapporte aux résultats du premier trimestre, elles fléchiront, en 1907, de 120.000 : l'ensemble donc des diminutions dépassera, dans l'espace de trois ans, la somme énorme de 250.000 francs. Si la situation ne se modifie pas à bref délai, Béziers est une ville perdue. » Devant la Commission d'enquête, M. le Préposé en chef des octrois de Montpellier déclarait, d'autre part : « Il y a diminution constante des recettes depuis 1900 », et M. le directeur de l'octroi de Nîmes : « La consommation de la viande a diminué d'un dixième; celle de la charcuterie, de moitié; le beurre, le fromage, d'un dixième; pour les matériaux, les diminutions sont très sensibles : pierres de taille, de moitié; chaux, moellons, fer, sont en déchets. »

Le Midi (et les observations qui précèdent s'appliquent à l'Algérie) est donc à la veille de subir une ruine totale : l'agriculture, le commerce et l'industrie sont à la fois sérieusement atteints déjà. Il est à craindre, en outre, qu'une crise ouvrière violente n'éclate; le travail devenant manifestement insuffisant pour assurer l'existence des ouvriers agricoles, il est à craindre qu'ils n'émigrent si la crise persiste, car ils ne peuvent offrir sur place leurs bras à d'autres cultures, ni à de nouvelles industries.

2° CONSÉQUENCES DE LA DÉPRÉCIATION DU VIGNOBLE DANS LES AUTRES RÉGIONS

Elles ont été beaucoup moins graves pour les viticulteurs et ne frappent presque qu'eux seuls. La propriété

viticole, nous l'avons vu, a partout baissé de valeur dans des proportions évoluant entre 70 et 25 %, comparativement à 1895. Si les viticulteurs produisent généralement à des prix légèrement rémunérateurs, ils ont vu cependant leurs bénéfices réduits, sous l'influence de l'envahissement des marchés qui étaient jadis réservés à leurs produits et auxquels sont venus faire concurrence, tant les vins frelatés que les vins naturels à bas prix des régions viticoles qui produisent à perte.

Dans les centres de consommation, il est une catégorie de commerçants qui a souffert : ce sont les marchands de vins en gros. Ils ont eu à lutter contre de nouveaux concurrents, les débitants dont le nombre s'est accru, à raison surtout de la venue d'anciens commerçants, de propriétaires qui, ayant perdu leur clientèle dans les centres de production, en sont venus chercher une nouvelle dans les grands centres de consommation, vendant leurs vins au détail, au plus bas prix possible, en vue d'écouler leurs récoltes plus facilement. Les commerçants en gros ont, de ce fait, vu le chiffre de leurs affaires diminuer.

3° CONSÉQUENCES DE LA DÉPRÉCIATION DU VIGNOBLE DANS L'ENSEMBLE DU PAYS

Elles sont déjà plus graves, croyons-nous, qu'on ne se l'imagine généralement. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a solidarité étroite entre les diverses branches de la production; quand une nation subit une crise

économique, ses voisines ne tardent pas à en souffrir. A plus forte raison, en est-il ainsi dans un même pays: lorsqu'une région est en proie à la misère, les autres en subissent le contre-coup, d'autant plus violemment quand la région désolée est, pour l'écoulement de leurs produits, un sérieux débouché, ce qui est précisément le cas ici. Il est évident qu'à l'heure actuelle la région méridionale, si cruellement éprouvée, réduit ses achats au strict minimum, règle ses dépenses sur ses ressources. Or, tandis que de 1865 à 1875, nos vigneronnais faisaient circuler dans notre pays 1.500 millions de francs par an, depuis 1900, cette somme manque presque totalement, la plupart des viticulteurs produisant à perte. Les valeurs des récoltes ont considérablement baissé, 1 milliard de francs à peine annuellement, depuis 1900, alors que les frais d'exploitation ont presque doublé, comparativement à la période antiphyllloxérique. On comprend que ce milliard et demi de francs, en moins dans la circulation, ne peut que nuire singulièrement aux échanges!

La dépréciation du vignoble a eu d'abord pour effet de porter atteinte aux rendements des impôts. La mise en application des lois de 1897 et 1900, en 1901, a eu pour résultat de dégrever considérablement le vin; le législateur a dû renoncer à exiger des viticulteurs un tribut aussi lourd que par le passé. Et, depuis, la situation ne s'est nullement améliorée, puisque, si l'on envisage l'exercice 1906, qui s'est cependant soldé par un excédent de recettes, sur 1905, de 28 millions de francs environ, on remarque que les départements essentiellement viticoles accusent les diminutions de rendement les plus sensibles, par exemple l'Hérault (671.979 francs), l'Aude

(339.036 francs) et les Pyrénées-Orientales (311.260 fr.). Bien que nous ne possédions pas encore les résultats du dernier exercice, il est certain qu'à raison des remises nombreuses d'impôts consenties par le gouvernement en totalité ou en partie, cette moins-value a dû s'accroître encore en 1907. Il y a là un danger incontestablement pour l'ensemble des autres contribuables, très intéressants aussi, dont on va aggraver les charges.

Une seconde conséquence déplorable qu'a produite la dépréciation du vignoble, l'avilissement des cours du vin, a été la multiplication du nombre des intermédiaires dans notre pays. Le commerce des vins a dû subir depuis 1900 des pertes très sensibles, à en juger par la seule campagne 1903-1904, durant laquelle ces pertes sont généralement évaluées à 250 millions de francs ! (les prix des vins cotaient en moyenne, au lendemain de la faible récolte 1903, des cours élevés, 25 à 28 francs l'hectolitre, alors que quelques mois après, ils n'étaient plus que de 10 à 12 francs). Le résultat a été la disparition de nombreuses maisons de commerce, auxquelles s'est substituée une nuée d'intermédiaires, courtiers dans les centres de production, débitants dans les centres de consommation. Qu'on juge de l'accroissement de ces derniers par les chiffres suivants :

1903 :	461.967	débitants.		
1904 :	468.434	—	Augmentation :	6.467.
1905 :	473.593	—	—	5.159.
1906 :	477.323	—	—	3.730.

soit, dans le court espace de quatre années, une augmentation de plus de 15.000 intermédiaires ! Si la concurrence est, en général, un bien, permet d'espérer la

baisse des prix pour le plus grand profit de la masse des consommateurs (et elle ne la réalise pas toujours), elle a, en tout cas, abouti ici à encombrer le marché de vins artificiels, à entraîner une baisse des prix du vin, mais au détriment de sa qualité. Si les commerçants rendent des services, il ne faut pas oublier qu'ils les font chèrement payer, et que leur trop grand nombre est un mal. Voici ce que nous lisons dans le traité d'économie politique de M. Gide, à cet égard : « La multiplication des intermédiaires, en réduisant le débit de chacun, a eu pour résultat de grever chaque article de frais généraux proportionnellement énormes... Plus de la dixième partie de la population française s'adonne au commerce sous différentes formes; il y a là une proportion exorbitante : c'est un véritable gaspillage que d'entretenir un intermédiaire pour dix personnes... Si l'on pouvait chiffrer le tribut total qui est prélevé sur le public par les intermédiaires, on en serait épouvanté... » et M. Gide évalue ce tribut à 7 milliards et demi « plus du double de ce que nous payons sous forme d'impôts ! ». Il y a là un vice évident de notre organisation, que la crise viticole a eu pour effet incontestable d'aggraver.

Enfin, et ce n'est pas le résultat le moins important, il est à craindre que la dépréciation du vignoble n'ait pour conséquence fatale l'exode des populations des régions viticoles vers les villes, et, en fin de compte, l'aggravation de la situation démographique de la France, si lamentable déjà cependant, au regard de celle des pays voisins. Les campagnes se dépeuplent, répêtel-on sans cesse, et les statistiques le prouvent. On se plaint depuis longtemps que l'agriculture manque de

bras : il est à craindre que la crise viticole, si elle persiste, ne contribue à accentuer encore le manque d'équilibre des diverses forces de la production, au plus grand préjudice de notre industrie agricole; il est à craindre que le Midi ne se dépeuple, comme le cas s'était produit au lendemain de la crise phylloxérique; bien des agriculteurs allèrent, vers 1880, se fixer en Algérie, où la situation est aussi désastreuse aujourd'hui que dans les départements méridionaux. On constate en tout cas, que depuis 1886, les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, ont vu leur population diminuer (Aude, en 1886, 332.000 habitants contre 305.125 en 1901; Pyrénées-Orientales, en 1886, 211.000 contre 207.202 en 1901); ce sont deux départements essentiellement agricoles, et viticoles avant tout. Le Gard, malgré ses régions industrielles, la diversité de ses cultures, n'a vu sa population augmenter que très faiblement (en 1886, 417.000 contre 420.826 en 1901). L'Hérault seul, où la population agricole a été toujours moins nombreuse, a augmenté (en 1886, 439.000 contre 474.617 en 1901). Si l'on n'assiste pas encore à un véritable exode des populations de cette région vers d'autres, la misère y est telle qu'on peut envisager sérieusement pareille éventualité, surtout en présence du nombre considérable des ouvriers agricoles, dont la situation est si peu enviable (en 1881 : 30.000 dans l'Aude; 44.000 dans l'Hérault). M. Marty, président du syndicat des ouvriers agricoles de Narbonne, ne déclarait-il pas, l'an dernier, devant la Commission d'enquête : « Jusqu'ici, peu d'ouvriers ont quitté le pays, mais il est à craindre que ce mouvement ne s'accroisse », et M. le conseiller général du canton de Lézi-

guan, dans l'Aude : « Nos campagnes se dépeuplent et, la natalité n'augmentant pas, il y a là un danger dont on ne peut mesurer toute la gravité. » De la déposition de l'Union beaujolaise des syndicats agricoles, il ressort que dans le Beaujolais, les vignerons à mi-fruits retirent de leurs travaux de si faibles rémunérations, qu'ils abandonnent en grand nombre la culture. Et s'il y a dépopulation de ces régions, c'est non seulement la valeur de la terre compromise, mais la situation démographique de la France elle-même qui est en péril. Si nous constatons en effet, depuis le début du XIX^e siècle, une augmentation constante de la population urbaine, jusqu'à ces dernières années du moins n'assistions-nous pas à une véritable dépopulation des campagnes. Il n'en est plus malheureusement ainsi à l'heure actuelle : les campagnes se dépeuplent réellement. Sans vouloir entrer dans les différentes causes de la dépopulation, il en est une cependant que nous voulons signaler : la baisse du taux de la natalité.

Dans les villes, le chiffre des naissances est souvent inférieur à celui des décès; à Lyon, par exemple, dont la situation est, il est vrai, très grave, M. le docteur Fabre déclarait récemment au Congrès de l'Alliance de l'hygiène sociale, que depuis 1872, les décès ont été constamment plus nombreux que les naissances, que la natalité, qui y était de 27,9 pour 1.000 habitants en 1872, est descendue en 1906 à 18,7, bien au-dessous, par conséquent, de la moyenne française : 22. Ce qui est plus grave, c'est la baisse de la natalité dans les campagnes. Si les villes augmentent, c'est presque exclusivement, maintenant, au détriment des campagnes, où les familles

nombreuses deviennent rares : l'éducation, l'instruction, le souci du bien-être, l'incertitude d'un gain régulier sont les principales causes de cette pratique malthusienne; comme à la ville, on commence à ne plus vouloir d'enfants. Si le dernier recensement, celui de 1906, accuse sur le précédent une augmentation de 290.000 unités (les seules villes de plus de 30.000 âmes ont gagné plus de 250.000 habitants); cet accroissement ne se fait sentir que dans 32 départements, alors que les autres, tous agricoles, voient leur population diminuer, non seulement à raison de l'émigration vers les villes, mais aussi, ce qui est plus grave, de la diminution du taux de la natalité.

Entre tous les remèdes préconisés en vue d'enrayer la dépopulation, nous n'en voyons pas de plus efficace que le maintien des populations à la campagne. Si, à la ville, le taux de la natalité doit s'élever, ce ne sera jamais que faiblement: tout porte à le croire du moins, car à la ville, un enfant de plus est une charge, et une charge sérieuse. A la campagne, au contraire (le taux de la natalité y est d'ailleurs plus élevé à l'heure actuelle), un enfant de plus, c'est une ressource; il y a du travail pour tous à la ferme, il n'y a jamais assez de bras; et puis, il suffit de peu pour vivre, et, à condition d'être laborieux, chacun peut s'y créer une situation indépendante. Augmenter le nombre des habitants des campagnes et celui de la nation suivra infailliblement. Aussi, croyons-nous que si la crise viticole a pour effet d'attirer cultivateurs et ouvriers vers les villes, le mouvement de dépopulation ne fera que s'accroître.

La dépréciation du vignoble, on le voit, a déjà produit

des conséquences désastreuses dans les régions méridionales; si la situation devait se prolonger, elle pourrait avoir dans l'ensemble du pays une sérieuse répercussion.

Depuis les événements de printemps 1907, une amélioration est-elle survenue dans les régions viticoles ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

TITRE III

La situation de la viticulture après les événements de printemps 1907.

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS DE 1907 EN FAVEUR DE LA VITICULTURE

Nous avons vu que les meetings monstres et les graves émeutes de printemps 1907, qui avaient bouleversé toute la région méridionale et pris l'allure d'une véritable révolution provinciale, avaient eu pour résultat de décider les pouvoirs publics à intervenir en faveur de nos vignerons.

Dès le 22 mai, s'inspirant des travaux de la Commission d'enquête parlementaire, le gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage. Ce projet devait subir, avant de venir en discussion devant le Parlement, quelques légères retouches, car il avait été rédigé quelque peu hâtivement, dans le but manifeste d'apaiser le mécontentement des populations viticoles.

Malgré l'extension que prenait chaque jour le mouvement de protestation contre la fraude, le projet de loi ne venait que le 6 juin devant la Chambre; la discussion devait se prolonger jusqu'au 21 juin. De nombreux amendements furent déposés, notamment sur les questions de l'autorisation de la chaptalisation (sucrage en première cuvée), de la fabrication des piquettes et des vins de sucre destinés à la consommation familiale, du chiffre de la surtaxe dont devaient être frappés les sucres allant à la vinification, de la quantité maxima de sucre qui pouvait être employée en vue de la fabrication des vins de sucre, pour les besoins d'une même exploitation, etc... Certains articles du projet gouvernemental furent même disjoints, ou, pour mieux dire, rejetés : ils avaient trait notamment à l'obligation imposée aux commerçants d'indiquer sur leurs factures, et aux débitants d'afficher dans un endroit apparent de leurs établissements, le degré alcoolique des vins qu'ils livraient.

Le projet de loi amendé par la Chambre était voté par elle le 21 juin; le 25 juin, il était déposé sur le bureau du Sénat. Il ne devait rencontrer aucune opposition sérieuse au sein de cette Assemblée qui, désireuse de ne pas retarder sa mise en application, se borna à ratifier purement et simplement l'œuvre de la Chambre. Le 29 juin, le projet devenait loi.

Quelles sont les principales dispositions de la nouvelle loi ?

Elle tend tout d'abord à enrayer la fraude à la propriété, en soumettant les récoltants à déclarer chaque année, après la récolte, à la mairie de la commune où ils font leurs vins : 1° la superficie de leurs vignes en

production; 2° les quantités de vin récolté et celles des stocks antérieurs en cave; 3° s'il y a lieu, le volume et le poids des vendanges fraîches et moûts expédiés ou reçus par eux. Ces déclarations inscrites à la mairie sur un registre spécial doivent être transmises aux receveurs buralistes de la localité, qui ne peuvent délivrer au nom des déclarants, des titres de mouvement pour des quantités de vins supérieures à celles déclarées. Le registre contenant les déclarations des récoltants doit rester à la mairie et être communiqué à tout requérant; les déclarations sont ainsi faites, ce qui leur assure un certain caractère de véracité, sous le contrôle des viticulteurs eux-mêmes. Les personnes recevant des moûts ou vendanges fraîches, sont soumises aux mêmes obligations. La loi tend ensuite à restreindre l'usage du sucre en vinification. Elle décide que les sucres destinés au sucrage en première cuvée sont frappés d'une surtaxe de 40 francs par 100 kilos; elle édicte que la quantité maxima de sucre pouvant être employée en première cuvée est celle fixée par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 (10 kilos par 3 hectolitres de vendange), et que celle destinée au sucrage en deuxième cuvée, en vue de la fabrication des vins de sucre exclusivement destinés à la consommation familiale, sera de 20 kilos (au lieu de 40, d'après la loi du 28 janvier 1903), par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ne pourra être supérieure à 20 kilos par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni à 200 kilos pour l'ensemble d'une exploitation. Elle tend à réduire la fabrication des piquettes, en édictant qu'elle n'est autorisée qu'en vue de la consommation familiale et jusqu'à concurrence de

40 hectolitres par exploitation. Elle vise à surveiller l'emploi du sucre allant en vinification, en organisant la mise en régie des sucres expédiés par quantités supérieures à 25 kilos. Elle modifie la loi du 6 août 1905, en ce que toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, des vendanges, moûts, lies ou marcs de raisins, désire avoir en sa possession plus de 25 kilos de sucre (et non plus de 50 kilos), doit en faire préalablement la déclaration à la Régie et en fournir les justifications d'emploi. Enfin, la loi permet à tout syndicat, formé, conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des vins, d'exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne les fraudes sur les vins, prévues par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905, et 29 juin 1907, ou de recourir, s'il le préfère, à l'action ordinaire devant les tribunaux civils, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

Le 9 juillet, M. Caillaux, ministre des Finances, adressait aux préfets une circulaire, véritable commentaire de la loi précédente, dans une de ses parties les plus importantes, au sujet de la déclaration de récolte. Il y est dit que la déclaration a été édictée en vue de procurer au marché des vins, des données certaines et de permettre une plus sûre répression des fraudes; que les déclarations frauduleuses, c'est-à-dire faussées dans le but de couvrir des fabrications illicites, seront punies

d'une amende de 100 à 1.000 francs, comme l'édicte l'article 1^{er} de la loi. Il est surtout important de retenir ce passage de la circulaire : « Il importe, au plus haut degré, que les populations se rendent un compte exact de l'objet réel des nouvelles mesures législatives, lesquelles sont uniquement inspirées par le souci des intérêts viticoles, n'ont aucun but fiscal, et n'ouvrent nullement le domicile des producteurs au service de la Régie. Celui-ci continuera à ne pouvoir y pénétrer, comme par le passé, qu'en cas de soupçon de fraude et en suivant la procédure établie pour les visites chez tous les citoyens. » En somme, M. Caillaux invite ses subordonnés à ne pénétrer chez le viticulteur que dans le seul cas de présomption ou conviction de fraude, auquel cas le vigneron, devenant un vulgaire falsificateur, se trouve dans le cas d'une personne soupçonnée de vol, sous le coup de perquisitions judiciaires, en présence d'un magistrat.

La loi du 29 juin était rendue applicable à l'Algérie par le décret du 26 août 1907, en ce qui concernait notamment la formalité de la déclaration de récolte, la suite des sucres, le droit de poursuite des syndicats devant les tribunaux répressifs. Ce décret déclare, en outre, qu'à partir du 1^{er} septembre 1907, aucun vin ne pourra circuler en Algérie sans une déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur, et sans que les transporteurs soient munis d'un congé, acquit-à-caution, laissez-passer ou passavant timbré à 0 fr. 10, et indiquant la nature, la quantité des vins mis en circulation, les lieux d'enlèvement et de destination, les noms et demeures des expéditeurs, voituriers et destinataires; les

mêmes formalités s'appliqueront aux vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de la récolte ou des cantons limitrophes en quantités supérieures à 10 hectolitres. Le même décret impose, à partir du 1^{er} septembre 1907, à toute personne voulant se livrer, en Algérie, au commerce des vins en gros, l'obligation d'en faire la déclaration huit jours au moins à l'avance, au bureau des contributions diverses de sa circonscription et l'obligation de se munir d'une licence afférente à ce commerce; les commerçants déjà installés doivent faire les mêmes déclarations dans les trois jours qui suivront la promulgation du décret. Les vins ne peuvent être introduits dans les magasins en gros qu'en vertu d'acquits-à-caution, lesquels ne sont déchargés qu'après la prise en charge des quantités qui y sont énoncées. Les magasins en gros sont assujettis, à toute heure du jour, aux visites des agents des contributions diverses, à l'effet d'y faire toutes vérifications nécessaires concernant la nature et la qualité des vins, et d'y constater les quantités restant en magasin; les employés des contributions diverses peuvent y opérer tous les prélèvements d'échantillons qu'ils jugeront nécessaires. Dans chaque magasin, il sera tenu un compte d'entrées et de sorties, qui sera arrêté, clos, tous les ans, du 1^{er} au 20 août; lors des inventaires, les excédents ou les manquants constatés (pour ces derniers une déduction de 10 % par an, pour déchets, est tolérée), sont saisissables par procès-verbal. Quant aux débitants, ils sont tenus de recevoir les vins accompagnés de congés, laissez-passer ou passavants; ils sont assujettis, dans les locaux servant à l'exploitation de leur commerce, aux visites des agents des contribu-

tions diverses, tout le temps que leurs établissements sont ouverts au public : ces agents peuvent y effectuer des prélèvements d'échantillons. En somme, ce décret soumet à l'exercice, négociants et débitants.

Trois autres décrets, rendus le même jour que le précédent (26 août 1907), se bornaient à homologuer des décisions prises par les délégations financières de l'Algérie. Ils édictaient, *le premier* : qu'à partir du 1^{er} janvier 1908, tout enlèvement ou déplacement de vin, sauf les exceptions énumérées dans les articles 2, 3 et 4, serait soumis à la perception d'un droit de 0 fr. 20 par hectolitre, et que tout transport ou enlèvement ne pourrait être fait sans déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur, et sans que le conducteur fût muni d'un congé timbré à 0 fr. 10; *le deuxième* : qu'à partir du 1^{er} janvier 1908, le droit de consommation sur les alcools fabriqués ou introduits en Algérie serait porté de 127 fr. à 137 francs par hectolitre d'alcool pur; *le troisième* : qu'à partir du 1^{er} janvier 1908, une surtaxe de 40 francs par 100 kilos de sucre raffiné serait perçue au profit du budget de l'Algérie, sur les sucres ajoutés aux vendanges dans les conditions prévues par l'article 7, paragraphe premier de la loi du 28 janvier 1903.

Quelques jours après le vote de la loi du 29 juin 1907, un nouveau projet, tendant à combler certaines lacunes, était présenté au Parlement par le gouvernement : il tendait à reprendre certains articles contenus dans le premier projet, et qui avaient été disjoints, notamment en ce qui concernait la surveillance de la Régie sur tous les intermédiaires, négociants et débitants. Mais ces mesures étaient à nouveau rejetée par la Chambre (295

voix contre 264). Le nouveau projet, qui est devenu la loi du 15 juillet 1907, se borne à modifier la loi du 6 août 1905 sur deux points : 1° elle décide que les marchands de vins en gros de Paris, non astreints à placer dans des entrepôts publics les boissons destinées à leur commerce, ne pourront disposer des vins reçus, qu'après qu'ils auront été vérifiés par la Régie et reconnus entièrement conformes à l'expédition; 2° elle soumet les chargements de vins de plus de 5 hectolitres (plus de 10 hectolitres, disait la loi du 6 août 1905) à l'obligation du visa en cours de route et à une déclaration d'enlèvement de la part de l'expéditionnaire. Enfin, la loi du 15 juillet 1907 décide que les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes, et ceux admis au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903, ne pourront, à dater du 1^{er} janvier 1908, bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc, prévu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903, que, « s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose, prévu par le même article ».

Le 21 juillet 1907, M. Caillaux, ministre des Finances, se conformant aux engagements pris précédemment par lui devant la Commission des boissons de la Chambre, rapportait la décision ministérielle du 3 septembre 1880, motivée alors par la pénurie des récoltes et la cherté du vin, qui exonérait de tout impôt les boissons dites « de ménage », titrant moins de 2°, préparées surtout avec des fruits secs par les débitants et épiciers pour être vendues

par petites quantités à la consommation locale. « Cette circulaire, disait le ministre des Finances, se trouve désormais en opposition avec l'ensemble des mesures édictées en vue d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des boissons artificielles et de favoriser la consommation du vin et du cidre naturels. » M. Cailiaux, par la même note, faisait disparaître également la fameuse circulaire à l'Administration des contributions indirectes, n° 572, du 19 juillet 1904, qui autorisait la fabrication des mêmes boissons dites « de ménage », dans l'intérieur de la ville de Paris; cette circulaire était d'ailleurs en contradiction manifeste avec l'article 11 de la loi du 6 août 1905, qui décidait : « Est interdite dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que la bière. »

Le gouvernement édictait, en outre, un certain nombre de dispositions destinées à assurer une application plus efficace de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes.

Il faut citer, à cet égard, l'arrêté du 13 juin 1907, qui retirait au laboratoire de la ville de Paris, l'agrément de l'Etat. M. Girard, le directeur de ce laboratoire, avait provoqué cette mesure par son mauvais vouloir persistant à ne pas poursuivre les fraudeurs. Bien que fonctionnaire de l'Etat depuis le 19 mars 1907 (le laboratoire municipal de Paris ayant été désigné à cette date comme laboratoire d'Etat), M. Girard, continuait à ne délivrer au Parquet que des analyses sans conclusions, empêchant ainsi la justice de s'exercer, les magistrats ne pouvant ordonner des poursuites que sur les seules conclusions du chimiste désigné. Le directeur du labo-

ratoire de Paris recouvrait ses feuilles d'analyse de ces simples mots : « Ne possédant aucun élément de comparaison avec un vin naturel de même origine, il est impossible de déclarer si ce vin est fraudé ou non. » On pourrait penser que nous exagérons en affirmant qu'un fonctionnaire avait ainsi entravé l'application d'une loi; aussi croyons-nous bon de reproduire les paroles prononcées à ce sujet par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, à la Chambre des députés, le 10 juin 1907 : « Je suis obligé de reconnaître, disait-il, que si le Parquet de la Seine s'est vu dans l'impossibilité de poursuivre 1.554 cas de vins falsifiés, c'est par suite du silence obstiné du directeur du laboratoire municipal de Paris. » C'était donc le triomphe de la fraude assuré ! Et le 13 juin, M. Ruau prenait un arrêté aux termes duquel il retirait l'agrément de l'Etat au laboratoire municipal de Paris, et instituait à sa place le laboratoire du ministère des Finances.

L'arrêté du 4 juillet 1907 désignait le laboratoire de la station œnologique de Montpellier pour procéder aux analyses des boissons : il était, on l'avouera, grand temps d'assurer l'application de la loi du 1^{er} août 1905 dans cette région, vrai centre de la production.

En novembre 1907, plus de deux ans après la promulgation de la loi sur les fraudes, le laboratoire municipal de Rouen était officiellement désigné pour la répression des falsifications de boissons et produits alimentaires : c'était encore une mesure prise bien tardivement, car il ne faut pas l'oublier, Rouen est le grand port d'importation de vins plus ou moins falsifiés, venus d'Espagne ou d'Allemagne, et qui inondent le marché de Paris.

Le 3 septembre 1907 était promulgué un décret portant

règlement d'administration publique sur les qualificatifs à attribuer aux vins, eaux-de-vie, alcools et vins mousseux. Il était d'ailleurs singulièrement peu efficace pour assurer la répression des fraudes commises sur les vins et les eaux-de-vie. Il se borne à reproduire la définition déjà donnée par la loi du 14 août 1889, en ce qui concerne la boisson qui doit être vendue sous le nom de « vin »; il indique les manipulations et pratiques qui doivent être considérées comme frauduleuses, précise les opérations permises; il spécifie que dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, les récipients doivent porter une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est vendu. Le décret édicte que les manipulations déclarées frauduleuses pour les vins ordinaires, le sont également pour les vins mousseux; indépendamment des pratiques permises pour les vins, sont en outre considérées licites pour les vins mousseux : les manipulations connues sous le nom de « méthode champenoise » et la gazéification par addition d'acide carbonique pur. Il déclare que ces vins ne peuvent être mis en vente sous la seule dénomination de « vin mousseux », que si leur effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise; quant aux vins gazéifiés artificiellement, ils peuvent être vendus sous la dénomination de « mousseux », mais accompagnée du terme « fantaisie ». Le décret réserve la dénomination d'« eau-de-vie de vin » aux produits provenant de la distillation exclusive du vin, tel qu'il est défini dans l'article premier; les dénominations d'eaux-de-vie de cidre, de marc... s'appliquent aux produits provenant de la

distillation exclusive des cidres, marcs de raisins frais, etc... Il est ordonné que dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les récipients, bouteilles et emballages renfermant ces produits doivent porter une inscription indiquant en caractères apparents la dénomination sous laquelle ils sont mis en vente. Les manipulations destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux, dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits, tombent sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905. Ce même décret édicte enfin un certain nombre de dispositions de nature à protéger les marques d'origine des vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux; il renvoie toutefois à de futurs règlements d'administration publique, qui ne sont pas prêts de voir encore le jour, très probablement, en ce qui concerne la délimitation des régions pouvant prétendre pour leurs produits à des appellations exclusives de provenance.

Le décret du 11 octobre 1907 a enfin déterminé les conditions d'application à l'Algérie, de la loi sur les fraudes du 1^{er} août 1905.

Comme on le voit, les événements du Midi de printemps 1907 ont eu pour résultat de provoquer une intervention à la fois gouvernementale et législative, en faveur de notre infortunée viticulture, contre son ennemie déclarée, la fraude. La législation protectrice de la viticulture s'est à nouveau enrichie; il nous restera à examiner, par la suite, si elle peut permettre à nos vignerons d'avoir confiance, d'être assurés que, désormais, les vins artificiels ne viendront plus concurrencer le vin naturel,

et ne contribuant plus à rendre durable l'avilissement de la propriété viticole.

CHAPITRE II

LA SITUATION DE LA VITICULTURE DEPUIS LES ÉVÉNEMENTS DE PRINTEMPS 1907. LÉGÈRE DÉTENTE : SES CAUSES

La crise a perdu de son caractère de gravité exceptionnel, ce n'est pas douteux. Les cours des vins communs du Midi, qui évoluaient en mai et juin 1907 entre 0 fr. 80 et 1 franc le degré, se sont relevés très légèrement vers la fin du mois de juillet (1 fr. 10 à 1 fr. 20 le degré). La future récolte s'annonçant comme peu abondante, la hausse progresse fin septembre et le cours de 1 fr. 50 est atteint, même dépassé. Mais avec octobre, un fléchissement se produit : l'impression est que la nouvelle récolte ne sera pas sensiblement inférieure à la précédente, et les vins ne se vendent plus que 1 fr. 10 ou 1 fr. 30. Malgré la publication des chiffres de la déclaration de récolte, bien supérieurs à ceux prévus (la *Revue Vinicole* de Paris dit, en décembre, que la production totale de la France atteint 65 millions d'hectolitres, et celle de l'Algérie 8 millions : soit, en tout, 73 millions), le marché n'est pas impressionné défavorablement, surtout dans le Midi, où les cours de 1 fr. 10 à 1 fr. 30 sont couramment pratiqués à l'heure où nous écrivons.

La crise n'en persiste pas moins malgré tout. Sans doute, le calme est revenu; les plus grands mouvements des foules sont d'ailleurs, le plus souvent, accompagnés d'un geste de lassitude. Bien des mesures prises par le gouvernement ont contribué à ramener la paix. Les troupes ont été peu à peu retirées des régions viticoles; bien qu'une loi ne soit pas encore intervenue dans le but d'amnistier les délits qui se sont commis lors des émeutes du Midi, les chefs du mouvement ont été mis en liberté et leur renvoi devant une cour d'assises a été sagement retardé. Dès le mois d'août 1907, la plupart des municipalités ont retiré leurs démissions, grâce aux appels à la légalité prononcés par les fonctionnaires de tous ordres, et publiés par les journaux, à raison aussi de ce que, sans l'assistance du pouvoir central, la vie des communes devient impossible : plus de centimes communaux, plus de subventions, de secours aux indigents, etc... Les viticulteurs ont été sensibles également aux mesures édictées au mois d'août, en ce qui concernait la si grave question des impôts : le gouvernement, en effet, a accordé remise entière pour tous les articles s'appliquant aux exercices 1904 et 1905; en ce qui concernait les exercices 1906 et 1907, il était décidé : 1° exigibilité, sous peine de poursuites rigoureuses, de l'acquittement de l'intégralité des impôts pour les contribuables pouvant payer, et s'y refusant sous des prétextes divers; 2° versement immédiat d'acomptes et acceptation de délais de grâce pour les contribuables ayant des ressources suffisantes, mais éprouvant provisoirement des difficultés; 3° enfin, remise complète de l'impôt pour les contribuables se trouvant dans l'impossibilité matérielle de payer.

Il ne faut pas s'illusionner cependant; encore une fois, le calme n'est qu'apparent et trompeur, tant que la misère méridionale ne sera pas apaisée : malheureusement, elle ne l'est pas. Tous les hommes compétents sont d'accord pour reconnaître que les viticulteurs du Midi doivent vendre leurs vins à raison de 1 fr. 50 au moins le degré (soit 13 fr. 50 à 14 fr. 25 pour un vin de 9° à 9°5). C'est notamment ce que déclare M. Rey, professeur à l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier : il considère que ce prix représente le minimum de vie nécessaire au producteur. « Le Midi peut vivre, déclare-t-il, en livrant en gros ses vins ordinaires courants, à 0 fr. 15 le litre, soit 1 fr. 40 ou 1 fr. 50 le degré. » On le voit, même si ces prix étaient pratiqués, nos vignerons n'en connaîtraient pas pour autant la prospérité; ils pourraient vivre du moins, ne pas produire à perte. Malheureusement, nous n'en sommes point là : le prix de 1 fr. 50 est encore exceptionnel, ne s'applique qu'à des vins très bien réussis, et les prix courants sont toujours de 1 fr. 10 à 1 fr. 30.

Quoi qu'il en soit, il y a détente : à quelles causes faut-il la rattacher ?

La hausse légère qui s'est dessinée avant les vendanges, dès juillet 1907, est facile à expliquer. La future récolte s'annonçait faible : les maladies cryptogamiques, de violents orages de grêle, dans le Roussillon notamment, avaient causé des dégâts très importants; en Algérie, le vignoble avait subi les ravages du siroco, qui avait desséché feuilles et raisins sur plusieurs points. En septembre et octobre, de violents orages avaient éclaté dans le Midi, provoqué de terribles inondations : les vendanges

avaient été, de ce fait entravées. Les premières rentrées donnèrent des rendements faibles; quant aux autres, elles devaient laisser beaucoup à désirer, tant sur la qualité que sur la quantité. D'autre part, tout faisait prévoir, dès le mois d'août, que l'ancien stock de la propriété (15 millions d'hectolitres) serait épuisé au moment où la récolte 1907 pourrait être présentée au commerce, et en effet, on assistait, dès le mois d'août, à un écoulement très rapide des vieux vins, qui encombraient le marché. Ces différentes raisons justifient amplement la légère hausse des cours qui devait se produire.

Mais il semble plus difficile d'expliquer pourquoi, après la publication des chiffres de la déclaration de récolte 1907, la hausse s'est maintenue. On peut dire, en effet, si avant le mois de novembre, on croit généralement qu'il y aura déficit, on doit, par la suite, se rendre à l'évidence des chiffres, se rendre compte que la récolte 1907 est supérieure, et de beaucoup, à celle des années précédentes, puisqu'elle atteint 72 millions d'hectolitres (France et Algérie), et les cours vont baisser. Or, il n'en a rien été. Comment expliquer le fait ? Il faut répondre d'abord qu'en novembre, le stock de la propriété en vins 1906 est très réduit. Et puis, c'est le point capital, car il ne faut pas toujours se laisser illusionner par les chiffres, il faut répondre que la récolte 1907 est la première qui ait été soumise au régime des déclarations. Jusqu'alors, c'était le système des évaluations qui était employé. Or, il y a une différence profonde entre les résultats donnés par ces deux systèmes; pour la faire comprendre, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'analyser les observations si judicieuses présentées récemment à cet égard

par M. Lemhardt-Pomier, de Montpellier, qui fait autorité en viticulture. Nous résumons son raisonnement : « Les quatre départements viticoles du Midi, dit-il, ont produit 30 millions d'hectolitres, d'après le système de la déclaration; ce chiffre peut paraître formidable par rapport aux 20 millions habituels des anciennes déclarations. Il n'en faut pas conclure, cependant, que le Midi a produit plus que de coutume; au contraire, il ne pourra offrir autant de vin à la consommation générale de la France que celle-ci n'en a reçu annuellement depuis dix ans. Les récoltes réelles, en effet, poursuit-il, ont été généralement supérieures de 40 à 50 % au moins aux évaluations; celles-ci ont été faites cependant avec le plus grand soin, mais l'Administration se trouvait dans l'impossibilité absolue de fournir des données exactes, puisque, en dehors des quantités livrées à la consommation taxée (et qui, à elles seules, se sont justement trouvées très supérieures à ces évaluations), il n'y avait pas la moindre possibilité d'évaluer la consommation en franchise (qu'on s'accorde à croire plutôt double que les 10 millions auxquels l'Administration l'évaluait d'ordinaire), pas plus que les quantités de vins défectueux pouvant aller à la distillation. Quant aux déclarations, elles sont et seront presque sûrement toujours supérieures de 10 à 15 % au moins à la réalité : c'est naturel, car le plus honnête propriétaire qui pourrait se trouver, involontairement, avoir fait une déclaration inférieure à la réalité, se verrait refuser, d'après la loi du 29 juin 1907, des acquits pour des livraisons supérieures, outre la présomption de fraude, qui pèserait sur lui. Enfin, poursuit M. Lemhardt-Pomier, il n'y aurait pas lieu de se

préoccuper des 30 millions d'hectolitres produits par les quatre départements méridionaux, même si ce chiffre ne comportait aucune exagération, puisque, avec une production moyenne qui lui a toujours été au moins égale, ces départements ont fourni à la consommation de la France plus de 21 millions, sur 40 ou 45, chiffre de la consommation taxée. »

Nous croyons ce raisonnement extrêmement juste; on ne peut s'attendre à ce que la première déclaration fournisse immédiatement des données de nature à servir de base à l'établissement précis, exact des cours. La déclaration de 1907 consiste simplement à inventorier les vins en cave; ce n'est qu'en 1908 que la nouvelle déclaration permettra une fixation précise des cours, par l'indication qu'elle fournira du chiffre de la consommation, qui aura été opérée entre les deux déclarations.

Le commerce sérieux a d'ailleurs fort bien compris la justesse de ces considérations, puisque, malgré la campagne menée par des négociants à la baisse, les cours se sont maintenus entre 1 fr. 10 et 1 fr. 30 le degré.

Mais, dira-t-on, les nouvelles lois votées n'ont-elles pas contribué, dans une certaine mesure, à la hausse des cours; n'ont-elles eu aucun heureux résultat ? Si, incontestablement.

Fin 1906 et début 1907, la crise était générale, grâce à une législation extrêmement complexe, dont les dispositions, souvent contradictoires, donnaient aux fraudeurs toutes facilités pour se réfugier dans le maquis de la procédure et, en fin de compte, échapper à toute répression, grâce surtout aux dispositions inopérantes de la loi du 1^{er} août 1905, qui n'était ni appliquée, ni

applicable, par suite de la non-promulgation des règlements d'administration publique qu'elle prévoyait : le vin de fraude avait envahi le marché.

Le législateur de 1907 a voulu supprimer la concurrence faite au vin naturel par les vins factices, et il est certain que certaines mesures édictées seront efficaces, en partie tout au moins. Le relèvement des droits sur les sucres allant en vinification, la suite des sucres livrés par quantités supérieures à 25 kilos auront pour effet de mettre de sérieux obstacles à la fabrication des vins de sucre et de rendre en tout cas l'opération moins lucrative, et, partant, moins tentante. Le sucrage sera également entravé à la propriété par la formalité imposée aux viticulteurs de la déclaration de récolte; elle ne constitue pas, quoique certains l'aient dit, un rétablissement déguisé de l'exercice, car les visites inopinées de la Régie chez le propriétaire ont toujours été autorisées, malgré la suppression de l'exercice, en cas de présomption ou conviction de fraude; mais, il faut le reconnaître, elle ne sera utile vraiment pour la viticulture, que lors de la deuxième déclaration, car, à ce moment-là, la Régie sera en mesure de pouvoir saisir de façon palpable les fraudes commises à la propriété, là où ses contrôles lui signaleront des excédents qui, à l'heure actuelle encore, déprécient les cours. En attendant, pour la présente campagne, les multiplications d'hectolitres dont se sont plaints à juste titre propriétaires et commerçants honnêtes depuis de si nombreuses années, ne seront plus à redouter, à la propriété tout au moins, puisqu'il est interdit aux buralistes de délivrer au nom de chaque propriétaire des titres de mouvement pour des quantités

de vin supérieures à celles déclarées. Mais, dira-t-on sans doute, la fraude sera-t-elle combattue efficacement si les viticulteurs majorent leurs déclarations ? Il est évident qu'il y a là une possibilité de fraude, et nous avons vu que très vraisemblablement la première déclaration a été majorée. Il ne faut pas oublier cependant que les déclarations sont placées sous le contrôle des viticulteurs eux-mêmes, qu'ils doivent veiller sur la sincérité des déclarations faites; ils seraient inexcusables vraiment s'ils n'agissaient pas ici, car ils le peuvent. La loi du 29 juin 1907, dans son article 9, nous l'avons vu, reconnaît aux syndicats agricoles, formés conformément à la loi du 21 mars 1884, le droit d'exercer, à l'occasion de toute fraude sur les vins, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, ou de recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. Cette loi n'innove pas quand elle reconnaît aux syndicats le droit d'intenter contre un fraudeur un procès civil en dommages-intérêts; mais elle leur donne une arme nouvelle et très efficace, lorsqu'elle leur reconnaît le droit de poursuivre directement les fraudeurs ou d'intervenir à l'occasion d'une affaire de fraude devant le tribunal correctionnel, de réclamer devant cette juridiction des dommages-intérêts et d'en obtenir en cas de condamnation du fraudeur. Il ne faut pas oublier, pour comprendre toute la portée de l'article 9 de la loi nouvelle, que les syndicats ne pouvaient auparavant intervenir dans une poursuite pénale ou agir par voie de citation directe, qu'en vue d'obtenir des dommages-intérêts, qui sont la

réparation du dommage causé par un délit; il fallait donc que le délit poursuivi ait causé au syndicat, ou à chacun de ses membres, un préjudice appréciable en argent. Mais la question était de savoir ce qu'il fallait entendre par « préjudice », dans quelles conditions l'action d'un syndicat devait être déclarée recevable. La jurisprudence était presque unanime à décider que les actions ou interventions de syndicats en matière pénale étaient non recevables lorsque le préjudice subi par eux ou chacun de leurs membres ne pouvait être suffisamment précisé, ce qui était le cas, le plus souvent. C'est notamment en ce sens que se prononçait la Cour de Paris, dans un arrêt du 11 janvier 1907, à l'occasion de l'intervention du Syndicat national de défense pour la viticulture, dans une affaire de falsification de vin : la Cour déclarait non recevable l'intervention du syndicat, en se fondant sur ce que, *peu nombreux*, il poursuivait une fraude dont il ne pouvait établir le préjudice vis-à-vis de ses membres. Désormais, en vertu de l'article 9 de la loi de juin 1907, il faut entendre le mot « préjudice » dans un sens large : par cela seul, que la fraude sera établie, elle sera réputée préjudiciable aux associations de production, aussi bien que de consommation d'ailleurs, intéressées à sa répression. C'est d'ailleurs en ce sens que, même se basant sur les lois antérieures, s'est prononcée la Cour de cassation, dans un arrêt du 27 juillet dernier; de ces considérants, il faut retenir « tout syndicat agricole ou viticole régulièrement constitué, en conformité de la loi de 1884, peut, *quel que soit le nombre de ses membres*, intervenir utilement comme partie civile dans les procès intentés, à la requête des parquets,

pour falsification de vin et réclamer des dommages-intérêts au profit de la collectivité qu'il représente ». On ne peut, en tout cas, qu'applaudir à la disposition si nette de l'article 9 de la loi de juin 1907; sans qu'il y ait lieu à aucune contestation, elle permet désormais aux syndicats de devenir les auxiliaires précieux du ministère public en matière de répression des fraudes sur les vins; en présence de l'inertie de l'Etat, les viticulteurs et commerçants honnêtes peuvent veiller par eux-mêmes à la défense de leurs propres intérêts. Et c'est, croyons-nous, une réforme utile accomplie; comme le disait M. Krantz, président de la Commission viticole, dans le numéro du 14 juin 1907 du journal *l'Avenir du Puy-de-Dôme* : « On ne réussira dans la lutte contre la fraude, qu'en associant à la répression les intéressés eux-mêmes qui, ayant à défendre leurs moyens d'existence, apporteront à l'accomplissement de cette tâche tout le zèle indispensable. » Ainsi donc, voilà les syndicats de production et de consommation armés pour lutter efficacement, aussi bien contre les fausses déclarations de récolte, que contre toutes les autres fraudes sur les vins, prévues et réprimées par le législateur depuis 1889. Les syndicats, disons-nous, sont aptes à rechercher et poursuivre efficacement les fraudes, car ils ont le droit de proposer à l'agrément de l'autorité préfectorale, des agents chargés de faire des prélèvements en vertu de la loi du 1^{er} août 1905, et de les rémunérer. Les départements et les communes ont le même droit de présentation; c'est ce qui ressort d'une circulaire adressée aux préfets, en janvier 1907, par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, et des déclarations faites au Sénat par celui-ci, lors de la discussion du

budget de 1908 : « J'ai pensé, disait-il, qu'au début de l'application de la loi (il s'agit de la loi sur les fraudes du 1^{er} août 1905), il serait nécessaire de seconder l'action de l'Etat par l'action parallèle des départements, des communes et des syndicats. » Aussi, avec la nouvelle législation, des syndicats se sont-ils organisés en vue de la recherche et de la poursuite des fraudes : nous ne mentionnerons à cet égard que la Confédération générale des vignerons, dont les statuts ont été jetés au lendemain des troubles de printemps 1907, et qui, en septembre 1907, groupait déjà, dans les arrondissements de Narbonne, Carcassonne et Limoux, plus de 6.000 viticulteurs et a fait agréer par l'autorité préfectorale de nombreux agents chargés de surveiller étroitement les fraudes qui peuvent se commettre à la propriété.

Le sucrage sera atteint, croyons-nous, dans les centres de consommation, par l'obligation de la déclaration imposée par la loi du 29 juin 1907, aux personnes qui reçoivent des moûts ou vendanges fraîches; le mouillage y sera également moins facile à dissimuler, par l'adoption de cette mesure.

L'utilisation des vins défectueux sera rendue moins aisée par les dispositions de la loi du 29 juin 1907, qui interdisent la fabrication et la mise en vente des produits ou mélanges œnologiques de composition secrète, et prévoient de sévères pénalités en cas de contravention.

La loi du 15 juillet 1907, en abaissant de 10 à 5 hectolitres les chargements de vins soumis à l'obligation du visa en cours de route, aura pour résultat de restreindre la fraude par mouillage, au moyen des acquits fictifs. La même loi restreindra les abus de la fraude dite « blan-

chissage des acquits », en rendant obligatoires les prescriptions facultatives de la loi de 1903. La loi nouvelle édicte, en effet, que des comptes et magasins distincts devront désormais exister pour les eaux-de-vie de vin et alcools naturels provenant de la distillation exclusive des fruits, d'une part, et pour les alcools d'industrie, d'autre part. Les alcools de vin ne pourront être expédiés qu'accompagnés de titres de mouvement sur papier blanc, et ils devront être emmagasinés dans des locaux distincts, séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendront des spiritueux n'ayant droit qu'à un titre de mouvement sur papier rose.

Toutes ces dispositions ont évidemment contribué à ramener le calme au sein des populations viticoles, et ont provoqué un léger relèvement des cours.

Le relèvement des cours constaté a été accompagné, d'ailleurs, d'une augmentation des envois de la propriété; d'après les récentes statistiques, du 1^{er} septembre 1907 au 31 janvier 1908, les sorties, pour les quatre départements gros producteurs du Midi, se sont élevées à 10.073.903 hectolitres, soit près de 2 millions de plus que pendant la même période 1906-1907. La propriété et le commerce sont à peu près unanimes à attribuer cet heureux résultat à la nouvelle législation répressive des fraudes, mise en application aussi bien par les agents de l'Etat que par ceux des sociétés viticoles.

Mais, et la question est importante, il s'agit de savoir si l'œuvre du législateur est achevée, met nos vigneron à l'abri de toute crise. Or, à cet égard, nous ne pouvons, au risque de passer pour bien exigeant et pénétré d'une sollicitude toute particulière pour les populations viti-

coles, répondre par l'affirmative. La si légère hausse des cours que nous constatons (0 fr. 20 à 0 fr. 30 par degré), les lacunes regrettables que nous révèle un examen approfondi de la législation sur les fraudes des vins, nous incitent à penser que la crise de la mévente n'est pas près de finir, si de nouvelles mesures ne sont pas édictées. Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire : « Pour mettre fin à la crise, disait-elle, il convient d'atteindre le sucrage, le mouillage, l'emploi des produits chimiques et d'encourager la distillation. Ce programme doit être entièrement accompli pour sauver la viticulture. » Et plus loin : « En négligeant l'une de ces mesures, on s'exposerait à laisser ouverte une fissure par laquelle s'infiltrerait une nouvelle production artificielle, dont nul ne peut prévoir le jeu et l'importance. » Eh bien ! ce programme, nous ne le croyons pas pleinement réalisé, à l'heure actuelle : c'est d'ailleurs non seulement la fabrication des vins artificiels qu'il faut enrayer, mais c'est l'écoulement du vin naturel qu'il faut faciliter, la diminution des charges de la propriété qu'il faut réaliser, etc.

C'est à l'étude des remèdes, indispensables à nos yeux, pour assurer le relèvement de la propriété viticole, que nous allons consacrer notre titre final.

TITRE IV

Les remèdes à préconiser en vue du relèvement de la propriété viticole.

Comment sauver la viticulture ? Où trouver les remèdes efficaces, de nature à assurer le relèvement de la propriété viticole ?

Il peut paraître, au premier abord, assez délicat de se prononcer, car les opinions émises à ce sujet au sein des différents congrès de viticulteurs, au Parlement, ont été bien nombreuses : chacun n'a-t-il pas son opinion sur la question ? — Le problème est complexe assurément. Cependant l'enquête à laquelle a procédé la Commission parlementaire a révélé si lumineusement les causes profondes de la décadence de notre propriété viticole, qu'il nous paraît possible de préconiser certains remèdes et d'espérer que leur adoption pourrait ramener à bref délai la confiance chez nos vignerons.

A nos yeux, la crise ne sera solutionnée que grâce à une coopération étroite des efforts du législateur et des

intéressés eux-mêmes ; et cette action doit s'exercer dans les trois directions suivantes :

- 1° Diminution du prix de revient du vin ;
- 2° Limitation de la production naturelle et anéantissement de la production artificielle ;
- 3° Développement de la consommation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

CHAPITRE PREMIER

LA TACHE DU LÉGISLATEUR

Il faut avouer que les viticulteurs ne sauraient, par leurs seules forces, lutter efficacement contre la multitude de leurs ennemis, soit du dedans, soit du dehors. Ils auraient beau constituer entre eux de fortes associations, ils ne réussiraient pas, par exemple, à imposer à leurs compatriotes leurs produits, d'un prix de revient supérieur à celui des vins étrangers, si le législateur ne frappait pas à l'entrée de droits de douane suffisamment élevés, les vins exotiques ; de même, ils ne pourraient toujours vaincre la fraude si le législateur ne poursuivait les falsificateurs ; ils ne pourraient davantage contribuer, sans l'intervention législative, au développement de la consommation du vin.

Et certes, les viticulteurs seraient d'une insigne mauvaise foi s'ils soutenaient qu'à l'heure actuelle, la législation dite « protectrice de la viticulture » ne l'a été absolument que de nom. Cette législation est apparue, d'abord,

au lendemain de l'invasion du phylloxéra, comme une mesure de défense contre les ravages occasionnés par le fléau; elle a eu ensuite pour objet de permettre à nos vignerons de les dédommager à bref délai des lourds sacrifices qu'ils s'étaient imposés pour reconstituer leurs vignobles.

Si l'œuvre du législateur n'a pas été complètement stérile, elle présente toutefois de graves lacunes que nous allons signaler.

L'œuvre actuelle du législateur est insuffisante, disons-nous; la persistance de la crise actuelle ne le montre-t-elle pas, puisque la cause profonde de la crise viticole n'est pas la surproduction naturelle, avons-nous vu, mais bien la surproduction artificielle ? M. Cazeaux-Cazalet, avec sa haute compétence, déclarait à la Chambre, à la fin de la discussion du projet de loi qui devait devenir la loi du 29 juin 1907: « Je me borne à indiquer à la Chambre que si elle se contente de voter les mesures qu'on lui a proposées jusqu'à aujourd'hui, elle n'aura rien fait pour mettre fin à la crise en 1907. Je le dis parce que j'en ai la conviction profonde. »

PREMIÈRE SECTION. — *Il faut diminuer les charges de la propriété paysanne.*

A cet égard, l'œuvre du législateur peut se faire sentir très efficacement. S'il est une vérité admise par la presque unanimité des esprits, c'est que la propriété rurale supporte à l'heure actuelle des charges à la fois mal

réparties et, ce qui est plus grave, beaucoup trop lourdes. Mal réparties : l'impôt foncier en effet est perçu sur les évaluations d'un cadastre vieux de près d'un siècle, dont les données ne correspondent plus à la réalité. Telle terre qui, il y a cent ans, était très productive, l'est moins ou ne l'est plus du tout (vignoble du Midi, par exemple), et inversement ; même en remontant à l'époque de la confection du cadastre, les évaluations de revenus pour une même catégorie de terres variaient d'une région à l'autre. Trop lourdes : il ne faut pas oublier que la propriété non bâtie paie annuellement non seulement 105 millions à l'Etat sous forme d'impôt foncier, mais encore du même chef près de 150 millions de francs aux départements et communes, sous forme de centimes additionnels. Si l'on ajoute à ce chiffre les produits fournis par les autres taxes que doit supporter notre agriculture (impôt des portes et fenêtres, contribution personnelle-mobilière, prestations, taxes innombrables de transmission, telles que droits de vente, de location, de partage, de donation, de succession, etc...), on arrive à un total énorme, que M. Fouquet, dans un compte rendu récent qu'il faisait à la Société nationale d'agriculture, estimait à plus de 600 millions ! M. Klotz, député de l'Aisne, dans son rapport de 1905, sur le budget de l'agriculture, arrive à une évaluation à peu près semblable. « Tandis, dit-il, que le contribuable français paie en moyenne 83 francs par tête, soit 15 francs de plus que l'étranger le plus imposé, l'agriculteur français acquitte une taxe annuelle moyenne " de 138 francs !! » Le revenu de la terre est bien évalué 2 milliards 400 millions, mais il faut tenir compte que ce revenu est grevé d'une charge énorme, la dette hypothé-

caire, que M. Klotz évalue à 15 milliards et qui correspond à une charge annuelle de 400 millions. Le revenu de la terre est donc réduit à 2 milliards, si bien que M. Fouquet évalue à 36 %, M. Klotz à 41 % du revenu net de la terre les impôts qui la grèvent. Pour faire saisir l'inégalité de traitement entre les propriétés immobilière et mobilière, M. Klotz établit, dans le même rapport, en se basant sur le *Bulletin statistique de l'Administration de l'Enregistrement* de 1903, que les valeurs mobilières avaient payé cette année-là 265 millions, ce qui représente pour un revenu de 3 milliards et demi environ, une charge de 7,59 %, tandis que la terre paie cinq fois plus !!

Comme le dit M. Méline, dans son beau livre le *Retour à la terre*, « qu'on s'étonne à présent que les capitaux se détournent de la terre pour se porter sur les valeurs mobilières, et que la fortune territoriale de la France ait baissé de 20 % pendant que la fortune mobilière augmentait du double ? » Comment s'étonner, pouvons-nous ajouter, de l'exode des paysans vers les villes, alors que leurs charges n'ont pas diminué depuis près d'un siècle, que les prix de leurs produits ont, pour la plupart, baissé dans de fortes proportions, et que la terre n'est plus l'unique richesse ?

Malgré tout, notre pays est encore essentiellement agricole : près de la moitié de la population vit des produits du sol. Il faut donc que le législateur songe enfin à relever la situation de nos malheureux agriculteurs et donne à la propriété rurale la possibilité de voir sa valeur augmenter, en la dégageant d'une partie des charges qui l'accablent.

§ 1. — Il faut procéder à une nouvelle évaluation des revenus de la propriété non bâtie, assurer la peréquation de l'impôt foncier et surtout en réduire le taux.

On sait que l'impôt de la propriété bâtie est révisé tous les dix ans, perçu par conséquent d'après des évaluations correspondant à peu près à son revenu exact. L'impôt de la propriété non bâtie est, au contraire, basé sur les données d'un cadastre extrêmement vieux, jamais révisé. Une première réforme s'impose donc ici : procéder à une nouvelle évaluation des revenus de cette propriété. Comment réaliser cette œuvre ? On a proposé, et depuis de longues années, la réfection complète du cadastre, sa mise à jour totale. C'est un projet qu'il faut, croyons-nous abandonner, car ce serait une œuvre à la fois très coûteuse et très longue. Le gouvernement actuel, à l'occasion du dépôt de son projet d'impôt sur le revenu, a pris l'initiative de demander au Parlement la revision du revenu de la propriété non bâtie suivant une méthode beaucoup plus simple et plus rapide : il faut l'en féliciter. Le projet de M. Caillaux, ministre des finances, consistant à opérer une évaluation totale du revenu de chaque propriétaire foncier, sans tenir compte des revenus de chaque parcelle, a été voté par la Chambre qui l'a incorporé à la loi de finances, en décembre 1907. Le projet a subi devant le Sénat une retouche importante et à juste titre, croyons-nous. Comme le faisait remarquer, en effet, M. Tournon, sénateur de l'Aisne, « Dans la plupart des cas, après avoir procédé à une évaluation globale, il faudra refaire une évaluation parcellaire, pour la rai-

son bien simple que du fait des mutations, toute évaluation globale n'aura qu'une durée éphémère et que, fatalement, un ou deux ans après, il faudra recommencer le travail suivant la méthode parcellaire. Voilà donc comment votre soi-disant simplification aboutira à une complication de plus, à deux évaluations au lieu d'une. » M. Poincaré, rapporteur général du budget de 1908, défendit éloquemment la même thèse qui devait finalement l'emporter. Des crédits ont été affectés à la réalisation de ce travail : espérons que ses résultats ne se feront pas trop longtemps attendre. M. Caillaux a promis un rapport annuel ; il espère que trois années suffiront. Il n'est pas douteux que cette mesure aura pour résultat une évaluation plus exacte du revenu de la terre, et assurera également une plus juste répartition de l'impôt foncier, sa péréquation depuis si longtemps réclamée.

Mais il faut compléter cette première réforme par celle de la réduction du taux de l'impôt de la propriété non bâtie. Certes, nous ne saurions passer ici sous silence les dégrèvements consentis depuis 1891 (à partir de 1891, dégrèvement de plus de 15 millions; nouveaux dégrèvements prévus par la loi du 21 juillet 1897, accordés sur les cotes foncières de 25 francs et au-dessous : part de l'Etat). Mais il faut se rendre à l'évidence. L'agriculture n'est plus à même de supporter les impôts actuels : tout le démontre, et les quelques chiffres que nous avons donnés, et l'endettement constant de la propriété, et sa baisse de valeur (20 % environ depuis 1880). Dans son projet d'impôt sur le revenu, le gouvernement actuel semble vouloir amorcer la réforme : il ne faut pas se laisser illusionner cependant sur l'étendue du nouveau

projet. Il ne faut pas oublier que lorsque le projet parle « d'impôt sur le revenu », il ne vise pas une refonte de tous nos impôts, mais seulement des impôts directs qui ne fournissent à l'Etat sur près de 4 milliards que 690 millions ; il ne s'agit pas davantage d'une réforme tendant à la diminution des impôts, puisque, d'après les prévisions du ministre des finances, le nouveau système produira 4 millions de plus que l'ancien, soit 694 millions. Il est vrai cependant, et c'est pour nous le point essentiel, que la propriété rurale bénéficiera d'un dégrèvement important. Sans nous appesantir sur les mécomptes auxquels peut exposer la réforme, sans insister sur les difficultés d'application du nouveau système qui, en substituant à des impôts réels des impôts personnels, aura un caractère plus ou moins inquisitorial, il s'agit pour nous de savoir si le dégrèvement de la propriété rurale sera suffisamment important. M. Cailiaux, auteur du projet gouvernemental, l'estime à 29 millions. Certes, si l'estimation était juste, ce serait un premier résultat. Mais ne peut-on pas faire des réserves sur semblable affirmation ? Ce qui le prouve ce sont les profondes divergences de vues qui se sont manifestées à la Chambre au cours de la discussion générale sur le projet. M. Aimond n'a-t-il pas soutenu, par exemple, que l'agriculture ne bénéficierait que d'un allègement de charges de 7 à 8 millions ? Ne faisait-il pas remarquer justement que si les impôts des portes et fenêtres et la cote personnelle étaient supprimés, le nouvel impôt prévu sur les bénéfices des exploitations agricoles les remplacerait dans une large mesure ? Et puis, ne faut-il pas craindre avec le projet actuel que s'il dégrève les

campagnes aussi ouvertement au préjudice des villes, celles-ci ne majorent ce qu'elles vendront à la culture, que celle-ci soit toujours en fin de compte, l'éternelle sacrifiée ? Mieux vaudrait, à nos yeux, réduire tout simplement le taux de l'impôt de la propriété non bâtie, d'un quart, d'un tiers ou de moitié, la nouvelle évaluation de son revenu réalisée : la réforme aurait au moins le mérite d'être claire, de démontrer aux agriculteurs que le législateur a réellement allégé leurs charges.

§ 2. — Il faut faciliter la transmission de la propriété.

M. Méline, dans son ouvrage le *Retour à la terre*, fait à cet égard fort judicieusement remarquer : « De tous les impôts qui accablent notre agriculture, le plus lourd, le plus écrasant, bien qu'il ne soit pas le plus élevé, le moins justifiable parce qu'il est le plus anti-économique, c'est certainement l'impôt de transmission avec son cortège de formalités de toutes sortes, d'actes notariés, purges d'hypothèques, purges judiciaires, licitations, etc. Là est la principale cause du découragement des propriétaires et surtout des petits propriétaires. » Nous croyons que le moment serait de réaliser au plus vite une réforme, d'introduire chez nous le système que l'on a si justement appelé « système de la mobilisation de la propriété rurale ». Il a été inauguré en Australie, il y a un demi-siècle, et y a donné d'excellents résultats ; il a reçu chez nous une première application en 1885, dans la Tunisie, et a été étendu à l'île de Madagascar, en 1897. On sait quelle est son économie : chaque page

d'un registre tenu officiellement par l'Administration est réservée à la description d'un immeuble (son origine, ses titres de propriété, ses mutations, son plan) ; le propriétaire reçoit un titre reproduisant toutes ces indications, titre négociable comme un effet de commerce, par voie d'endossement : la propriété immobilière est ainsi délivrée de toutes ses entraves. Il est à souhaiter que notre Parlement reprenne au plus vite la discussion de ce projet qu'une commission extraparlamentaire instituée en 1891, vient enfin d'adopter après quatorze ans, en 1905 ! Sans préconiser la mobilisation pure et simple de la terre, M. Méline déclare, dans son livre le *Retour à la terre* : « Est-ce qu'on ne pourrait pas transformer le droit de mutation en même temps qu'on le diminuerait ? N'est-il pas exorbitant que cette taxe qui, dans tous les Etats de l'Europe, varie de 1 à 3 %, atteigne en France 6,88 % et 10 % avec le timbre ? Qui empêcherait de faire du droit de mutation une taxe unique d'abonnement comme on l'a fait pour les biens de mainmorte et pour les valeurs mobilières au porteur ? Cette simple transformation réaliserait un grand progrès. Le paiement d'une taxe annuelle modique serait infiniment moins lourd que le déboursé immédiat d'une forte somme qui représente plusieurs années de revenu. En se répartissant sur un grand nombre d'années, cette taxe atteindrait proportionnellement tous les détenteurs de la propriété et faciliterait singulièrement sa transmission ; l'acheteur n'ayant plus à payer au fisc une très grosse somme le jour même de son entrée en possession, la circulation de la terre serait rendue plus facile et moins onéreuse. » Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à l'heure

actuelle les droits d'enregistrement et autres perçus par l'Etat sur les ventes d'immeubles s'élèvent au taux de 7 % sur le prix, et jusqu'à 20 % pour les ventes judiciaires, alors que ceux perçus à l'occasion des ventes de valeurs mobilières sont, ou insignifiants (0 fr. 50 % pour les valeurs nominatives, 0 fr. 25 pour les valeurs au porteur), ou nulles (rentes sur l'Etat français) ! On peut encore trouver dans cette différence de traitement une raison permettant d'expliquer la défaveur de la propriété immobilière et l'appréciation de la fortune mobilière.

§ 3. — Il faut décharger la propriété de la dette hypothécaire qui l'écrase.

La dette hypothécaire, évaluée actuellement à 15 milliards, fait peser sur le revenu de la terre une charge énorme de plus de 400 millions par an.

Il n'est pas douteux que l'agriculteur a souvent, par nécessité, besoin d'emprunter (avances pour frais d'exploitation : achats d'engrais, de semences, de machines, ou pour frais d'acquisition de la terre elle-même). Or, en l'état actuel, à quels moyens peut-il recourir ? Incontestablement d'heureuses réformes ont été réalisées par le législateur au cours de ces dernières années, à l'effet de faciliter le crédit agricole, et surtout de le rendre peu onéreux (lois sur les warrants agricoles, lois relatives à la création de caisses communales et régionales de crédit). Malgré tout, il n'en reste pas moins vrai que lorsque l'agriculteur veut faire usage de son crédit, il est le plus souvent contraint de recourir à l'antique procédé, l'emprunt hypothécaire. Le prêt hypothécaire offre en effet

au prêteur des garanties sérieuses, puisqu'il a dans la terre un gage certain ; mais il faut tout dire, il ne trouve là aussi qu'un gage assez difficilement réalisable, au moment précis où il désire entrer dans ses avances. Aussi, n'est-ce point la haute finance qui généralement avance des fonds (l'agriculteur emprunte trop peu), mais de petits banquiers, prêtant le plus souvent en vue de rentrer un jour en possession du bien hypothéqué. Ces derniers mettent leurs capitaux à la disposition de l'agriculteur moyennant un intérêt très élevé, sans préjudice de toutes les charges (frais d'actes, de timbre, d'enregistrement, et autres obligations diverses), imposées à l'emprunteur, de sorte que ce dernier se trouve grevé, dès le début, de tout un ensemble d'obligations pécuniaires représentant à long terme de 20 à 30 % du capital avancé ! Aucune exploitation agricole ne pouvant rapporter 20 %, comment s'étonner que la plupart des agriculteurs qui ont eu recours à l'emprunt dans de telles conditions se soient vus finalement exproprier ? Comment s'étonner que, surtout dans les régions les plus pauvres (car, par une singulière ironie des choses, c'est là que le besoin d'emprunter se fait le plus sentir, et là aussi que, sous prétexte d'insuffisance de garanties, le prêteur impose des conditions particulièrement lourdes), la dette hypothécaire soit devenue le véritable fléau de notre agriculture ?

La propriété rurale ne rapporte que rarement l'intérêt légal, 4 % ; il est donc bien certain que si l'on veut éviter sa ruine, il ne faut pas exiger d'elle des intérêts usuraire. Le Crédit Foncier de France, dira-t-on peut-être, offre aux agriculteurs des conditions d'emprunter beau-

coup moins onéreuses, puisqu'il prête pour une période très longue (75 ans), n'exige qu'un intérêt légèrement supérieur à 4 %, qui comprend une annuité calculée de façon à éteindre complètement la dette dans cette période. Mais, comme le fait si bien remarquer M. Gide : « Malgré ces ingénieuses combinaisons, les services que le Crédit Foncier a pu rendre à l'agriculture ne sont pas considérables ; la somme des capitaux déjà prêtés (en 1898) s'élève bien au chiffre imposant de près de 3 milliards, mais la plus grande partie a été employée à des constructions dans les villes et c'est à peine si le quart est allé à la propriété rurale. On ferait donc mieux de l'appeler le Crédit urbain ! » C'est qu'en effet le paysan répugne à l'idée de grever sa terre d'une nouvelle charge pendant une aussi longue période. Dès lors, comment réaliser un crédit agricole moins onéreux ? La mobilisation de la propriété rendrait encore ici de réels services ; les créances hypothécaires, négociables par voie d'endossement, permettraient aux prêteurs de se contenter d'intérêts beaucoup moindres, car ils pourraient réaliser plus facilement leurs gages.

Il faudrait aussi que le législateur continuât à développer l'institution du crédit agricole mutuel. Certes, depuis la mise en vigueur de la loi du 31 mars 1899, le total des avances accordées par l'Etat aux caisses régionales de crédit agricole dépasse le chiffre de 31 millions ; la loi du 17 novembre 1897 prorogeant le privilège de la Banque de France jusqu'au 31 décembre 1912, en décidant que cette Banque devrait avancer à l'Etat, sans intérêt, 40 millions qui devront être mis à la disposition du crédit agricole, a utilement servi la cause de nos po-

pulations paysannes. Mais il ne faut pas s'arrêter en si bonne voie, car on ne peut que se féliciter des services rendus. Au 31 décembre 1905, il existait 66 caisses régionales et 1.355 caisses locales affiliées ; le chiffre d'affaires a progressé d'une façon constante : 35 millions pendant le premier semestre 1906, en excédent de plus de 10 millions sur la même période de 1905. Ces caisses ont en effet le mérite de prêter dans des conditions très avantageuses, grâce au concours précieux, gratuit de l'Etat.

La réforme la plus salutaire serait, croyons-nous, de diminuer pour nos agriculteurs les occasions de recourir à des emprunts ; nous avons ici en vue principalement les fléaux naturels qui ruinent malheureusement si souvent nos campagnes. L'Etat, à cet effet, ne pourrait-il pas réaliser l'assurance obligatoire des récoltes ? Le monde du commerce et de l'industrie a bien accepté la charge de s'assurer contre des risques, tels que les accidents de travail, les incendies, etc. Pourquoi la propriété rurale n'accepterait-elle pas de verser à l'Etat une redevance que le *Cultivateur français*, dans son numéro du 30 novembre 1907, évalue à 25 ou 30 millions ? Les agriculteurs ne feraient sans doute aucune difficulté, car ils seraient de la sorte assurés contre tous les risques, et ils sont nombreux dans l'industrie agricole : la Caisse des dépôts et consignations serait l'unique gérante de ce capital. On pourrait d'ailleurs réduire par la suite le taux de cette imposition spéciale, si la Caisse réalisait trop de reliquats. Toutefois, de sérieux progrès ont été réalisés au cours de ces dernières années en matière d'assurance agricole : la loi du 4 juillet 1900 a favorisé

le développement des sociétés d'assurances mutuelles agricoles, en les affranchissant des obligations imposées à toutes les sociétés d'assurances par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 28 janvier 1868. Au 15 juillet 1907 il existait 6.973 de ces sociétés, garantissant un capital de 520 millions. C'est déjà un résultat, évidemment; mais, comme le faisait remarquer M. Fernand David, dans son dernier rapport sur le budget de l'agriculture, « l'œuvre est à peine ébauchée et pour qu'elle fût parfaite il faudrait arriver à couvrir la France d'une centaine de mille de ces petites mutuelles et le résultat ne pourra être obtenu que si l'Etat organise la réassurance pour toutes les mutuelles agricoles. » M. Fernand David voudrait une caisse de réassurance par département et ces caisses seraient à leur tour réunies à une caisse centrale qui « ferait l'office d'une sorte d'organisme compensateur, auquel les caisses départementales réassureraient une partie de leurs risques et verseraient une partie de leurs primes ». La réforme ainsi proposée ne s'éloigne pas sensiblement de celle que nous préconisons.

Conclusion. — En résumé, nous demandons en faveur de la propriété rurale : une répartition plus équitable de l'impôt de la propriété non bâtie, et surtout une diminution des charges de toute nature qui pèsent trop lourdement sur elle. Ces réformes réalisées, il n'est pas douteux que la propriété paysanne se relèvera.

Ces réformes profiteront surtout à la propriété viticole ; le prix de revient du vin sera notablement abaissé, ramené, si l'on veut, à celui antérieur à la crise phylloxérique. Ne serait-ce pas justice ? puisque la culture de la vigne, à raison de l'invasion des maladies cryptoga-

miques, a particulièrement vu ses charges augmenter depuis une trentaine d'années ? Par une nouvelle évaluation plus équitable et plus exacte du revenu de la propriété rurale, les régions viticoles méridionales, jadis si prospères, aujourd'hui déshéritées, seront les premières considérablement dégreévées, déchargées, car elles ne paieront plus des impôts exagérés, au plus grand avantage des régions du Nord, presque incultes à l'époque impériale, et si riches de nos jours. Cette propriété viticole profitera au même degré que les autres des diminutions de charges que nous avons indiquées. Plus que toute autre, elle bénéficiera, à cette heure, des progrès réalisés en matière de crédit agricole, et de la réforme de l'assurance obligatoire des récoltes, car l'industrie viticole est particulièrement exposée aux fléaux (gelées, grêle, inondations, dans la région méridionale principalement, invasions de maladies de toutes sortes), et ce qui le démontre, ce sont les variations, parfois considérables, constatées dans le chiffre de la production, d'une année à l'autre.

DEUXIÈME SECTION. — *Il faut limiter la production du vin.*

§ 1. — **Il faut limiter la production naturelle.**

Si le législateur, dans l'intérêt de la population agricole, doit diminuer ses charges, du moins ne faut-il pas, qu'avant d'avoir opéré cette réforme d'ordre général il encourage spécialement la culture de la vigne en l'exonérant de certains impôts, à l'heure surtout où il est in-

contestable que le marché des vins est encombré. Nous avons en vue ici la loi du 1^{er} décembre 1887, excellente au moment où elle a été édictée, mais devenue aujourd'hui véritablement incompréhensible. Elle dégrève de l'impôt foncier les terres plantées en vignes de moins de quatre ans. Depuis sa promulgation, elle a fait bénéficier la viticulture d'une réduction d'impôts de plus de 30 millions ! Sans doute, ainsi que le démontre le tableau suivant, ces dégrèvements sont en voie de diminution, prouvent par conséquent que l'on plante moins. Mais devrait-on encore planter ? La loi de 1887 n'en a pas moins pour résultat de favoriser dans une certaine mesure le développement de la culture de la vigne : sa disparition s'impose donc au plus tôt.

**Dégrèvements de l'impôt foncier pour les vignes
de moins de 4 ans.**

1890 : 2.610.000 fr.	1901 : 1.409.000 fr.
1895 : 1.975.000 —	1902 : 1.277.000 —
1896 : 1.859.000 —	1903 : 1.069.000 —
1897 : 1.576.000 —	1904 : 885.000 —
1898 : 1.423.000 —	1905 : 680.000 —
1899 : 1.471.000 —	1906 : 579.000 —
1900 : 1.433.000 —	

Ceux qui rattachent la crise de la mévente des vins à l'idée de surproduction naturelle sont logiques avec eux-mêmes lorsqu'ils reprochent au Midi de faire de la vigne sa seule culture. En principe, est-il bien exact, au point de vue économique, de faire semblable reproche à une région ? Nous ne le pensons pas, car une région qui se livre à la monoculture se trouve dans l'obligation d'ache-

ter aux contrées voisines tous les autres produits, constitue par conséquent un débouché naturel pour celles-ci dont elle fait en partie la richesse, tout en leur livrant ses produits dans des conditions exceptionnelles de bon marché.

En ce qui concerne spécialement le reproche de monoculture adressé aux populations méridionales, nous le croyons fondé, dans une certaine mesure, à raison de l'encombrement du marché des vins. Il ne suffit pas cependant de constater que la monoculture est en partie cause de la ruine du Midi (à ce point de vue nous faisons des réserves), il faut avant tout se demander si, à l'heure actuelle, la polyculture y est possible, et nous répondons par la négative. Pourquoi les coteaux jadis cultivés en vignes ne le sont-ils plus ? Pourquoi la vigne est-elle descendue dans la plaine ? Par suite du déboisement des hauteurs. Depuis cinquante ans, il s'est produit dans tout le bassin méditerranéen une profonde modification du régime des eaux ; l'humidité de l'air et du sous-sol ne laisse plus végéter d'une façon satisfaisante que les récoltes de plaine, et dans la plaine les agriculteurs n'ont pu se livrer qu'à la culture des plantes arbustives (oliviers, amandiers, vignes surtout) parce qu'elles sont à même de supporter les immersions si fréquentes causées par les trombes d'eau descendues des Cévennes, des Corbières ou des Pyrénées.

A notre avis, deux remèdes s'imposent pour permettre au Midi la polyculture : le rétablissement de la régularité du régime des eaux et l'irrigation des plaines trop éloignées des rivières.

Le premier ne peut s'opérer qu'à la longue, par le re-

boisement intensif des hauteurs : la vigne pourra remonter sur les coteaux dont elle n'aurait jamais dû descendre; le vignoble ne verra pas ses frais de culture augmenter considérablement, son rendement sera quelque peu diminué, mais ses vins seront de meilleure qualité, de titre plus élevé, se vendront mieux. La régularité du débit des rivières aura pour résultat de permettre dans la plaine d'autres cultures, car l'humidité de l'air et du sous-sol sera, comme sur les coteaux, sensiblement augmentée.

Et puis, il y a un second remède, plus efficace encore, dont la réalisation s'impose parce que ses conséquences seront heureuses et ne se feront point attendre aussi longtemps : c'est la construction des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents, qui permettraient l'irrigation raisonnée des plaines qui ne sont pas traversées par des cours d'eau, et il faut reconnaître que ceux-ci sont peu nombreux dans la région méridionale. La question est à l'ordre du jour depuis plus d'un siècle et elle reste encore entière. La crise viticole actuelle lui a cependant donné un regain d'actualité; en juillet 1907, en effet, un groupe important, composé des représentants du Languedoc et des vallées du Rhône et de la Garonne, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet tendant à faire procéder aux études nécessaires en vue de l'établissement de ces canaux, et la Commission parlementaire de l'agriculture vient d'adopter en janvier 1908 le rapport de M. Fournier, député du Gard, tendant à cette fin. La réalisation de ces travaux serait-elle vraiment efficace, économiquement ? Les auteurs de la proposition déposée en juillet 1907 ont eu surtout en vue de faire appel à un

sentiment, très légitime d'ailleurs, d'orgueil ou de fierté nationale, en montrant l'état d'infériorité de nos voies d'eau comparées à celles des autres pays voisins. C'est là toutefois un point de vue trop étroit, car nous croyons que notre agriculture nationale profitera surtout de la réalisation de ces travaux. A cet égard, nous avons en vue de combattre énergiquement l'idée récemment exprimée par M. Plachet, vice-président de la Société des agriculteurs de France; il soutenait que si la polyculture se développait dans le Midi, ce serait aux dépens de la production septentrionale, le Languedoc ne produisant actuellement ni grains, ni bétail, étant obligé de faire appel aux cultivateurs d'autres régions de la France. Il faut répondre à cette opinion que le Midi n'a pas besoin d'eau pour se livrer à la culture des céréales, mais aux cultures des plantes fourragères et maraîchères. Or, à ces deux points de vue, que peuvent craindre les autres régions de notre pays de la concurrence que leur ferait le Languedoc ? Rien, absolument rien. En ce qui concerne la production de la viande, elle ne correspond plus aux besoins sans cesse croissants de la consommation, nous sommes obligés de recourir à l'étranger; il faut donc, sans avoir aucune crainte, développer notre cheptel national qui est en voie de décroissance. En ce qui concerne les cultures maraîchères, ne sommes-nous pas également tributaires de l'étranger, ne sommes-nous pas envahis, en fait de primeurs (et les produits du Midi seront toujours des primeurs) par les produits espagnols, italiens et même égyptiens ? Les produits nouveaux du Languedoc trouveraient donc dans notre pays même des débouchés fa-

ciles, rendraient au Midi son ancienne prospérité sans porter le moins du monde préjudice à l'agriculture des autres régions de la France.

§ 2. - **Il faut annihiler la production artificielle.**

Il faut au moins tendre à la restreindre le plus possible. Et c'est ici les lacunes principales de notre législation que nous voulons mettre en lumière.

Nous ne nous appesantirons pas sur la législation antérieure à la loi du 1^{er} août 1905; les événements ont démontré sa complète inefficacité. Son impuissance ne résulte-t-elle pas d'ailleurs de ce fait que le législateur a trouvé son œuvre si imparfaite qu'il a cru devoir voter une loi générale sur les fraudes en 1905 ?

Avec la loi de 1905, s'ouvre une nouvelle campagne contre la fraude que l'on pouvait espérer vraiment efficace; le législateur, en effet, précise les fraudes punissables, aggrave les pénalités existantes, en édicte de nouvelles (affichage des jugements portant condamnation), enfin, surtout, prévoit la prochaine organisation d'un service spécial chargé de la recherche et de la répression de toutes les fraudes. L'avenir devait malheureusement démontrer l'inefficacité, partielle tout au moins, de cette législation.

On peut dire que la loi du 1^{er} août 1905 a fait faillite, car elle repose sur cet axiome que la chimie est une science assez parfaite pour permettre de déceler toutes les fraudes. Le législateur a provoqué ainsi la création d'une véritable armée de chimistes, très compétents sans doute sur une branche spéciale de la chimie, mais qui,

appelés à donner des conclusions sur toutes les analyses possibles de denrées alimentaires, n'ont souvent fourni aux tribunaux que des expertises dont les résultats ont été démontrés incohérents par les fraudeurs eux-mêmes. Le législateur a oublié, en effet, que les grands fraudeurs étaient, eux aussi, des chimistes, dosant les mélanges qu'ils préparaient suivant les moyennes d'éléments exigés par les documents officiels. Il ne s'est pas davantage rendu compte que la composition du vin d'une même région pouvait varier parfois considérablement d'une année à l'autre, et que des innocents pourraient être frappés. Voici, à cet égard, ce que déclarait M. Rey, sénateur du Lot, lors de la discussion du budget de l'agriculture pour 1908, en s'adressant à M. Ruau, ministre de l'Agriculture : « Je me demande s'il vous sera toujours très facile, en ce qui concerne en particulier le mouillage et le vinage des vins, d'arriver à saisir le véritable fraudeur et si, trop confiant dans certaines affirmations de la science, vous ne serez pas exposé à frapper des innocents. Si le vin était toujours identique à lui-même, il serait facile de découvrir les adultérations dont il serait l'objet, mais vous savez que d'une année à l'autre il se produit des différences considérables dans la qualité des vins d'une même région....; il y en a aussi suivant les cépages » (nous pouvons ajouter : suivant les terrains, les procédés de vinification....). Et M. Ruau était obligé de répondre : « Les indications données par le Comité consultatif des arts et manufactures ne sont pas suffisantes à mes yeux et j'ai fait entreprendre par le service de la répression des fraudes une vaste enquête pour permettre d'établir la composition réelle des vins

de la dernière récolte dans toutes les régions de la France. » N'est-ce pas là un aveu d'impuissance, surtout lorsqu'il émane de la bouche de l'auteur de la loi de 1905 ? D'ailleurs, il faut retenir ce que déclarait récemment M. Haller, l'éminent chimiste : « En matière de denrées alimentaires, il est très difficile de découvrir une fraude bien faite, les fraudeurs étant aussi experts en chimie que les chimistes. »

Les règlements d'administration publique prévus par la loi de 1905 et parus (il en reste encore bien d'autres à édicter) sont également critiquables. Le premier en date, celui du 31 juillet 1906, organise le fonctionnement du service de répression des fraudes. Sait-on quelle est l'autorité à qui est confiée la mission de mettre en mouvement l'action publique ? Lisez les articles 10, 13 et 15 : aux préfets, c'est-à-dire à des autorités politiques ! Les échantillons prélevés par le service sont envoyés aux préfets ; les rapports d'analyses sont remis par les laboratoires aux préfets, et enfin ce sont eux qui avisent les parquets. Il y a là, on l'avouera, une véritable incohérence juridique ! une mesure qui donne à la politique la possibilité d'exercer son influence, une fissure qui peut rendre douteuse l'application intégrale de la loi sur les fraudes, car, n'a-t-on pas souvent accusé, à tort ou à raison, nous ne savons, certains politiciens de faire le jeu des gros fraudeurs ?

Quant au règlement du 3 septembre 1907, sur les qualificatifs à attribuer aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux, on aurait pu penser qu'à raison du long temps qu'avait exigé sa rédaction, il signifierait quelque chose. Or, que dit-il ? Il donne d'abord du vin

une définition que nous retrouvons dans la loi du 14 août 1889 : c'est bien assurément l'aveu que les lois antérieures sont considérées par l'autorité comme parfaitement inexistantes ! Les définitions qu'il donne des différents types d'eau-de-vie (de vin, de cidre, de marc, de kirsch, etc.), paraissent très nettes lorsqu'on lit l'article 6 et laissent supposer qu'une distinction a voulu être opérée entre les eaux-de-vie provenant de la distillation exclusive des fruits et les alcools obtenus par une addition d'alcool industriel. Lisons cependant l'article 7, paragraphe 2 : « Les mélanges d'eau-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, mirabelles, quetsch, ou de tous autres fruits avec de l'eau-de-vie de vin *ou avec des alcools d'industrie, ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcools d'industrie*, peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie. » Voilà donc les alcools d'industrie, qui font cependant une si redoutable concurrence aux vraies eaux-de-vie, assurés de pouvoir passer en grand dans la consommation, tandis que les eaux-de-vie de vin resteront dans les caves des propriétaires ! Le même article dit bien que de tels mélanges ne pourront être vendus qu'accompagnés de la mention : « fantaisie » ; mais la délimitation entre les deux espèces d'eaux-de-vie sera si facile à franchir, qu'elle le sera vraisemblablement toujours au profit des mélanges d'eaux-de-vie de fruits et d'alcools d'industrie, car ceux-ci auront l'avantage du bon marché. Décidément, la nouvelle réglementation accorde trop de faveurs à l'alcool industriel. Et en présence des termes de l'article 7, paragraphe 2, on peut se demander si l'article 8 signifie quelque chose, car il est ainsi conçu : « Sont considérées comme frauduleuses,

les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux, dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition et l'origine de ces produits. »

Quant à la loi du 6 août 1905, elle permet incontestablement la pratique des acquits fictifs qui servent à couvrir des mouillages, en ne soumettant pas à la formalité du visa en cours de route les chargements de vins par quantités inférieures à 10 hectolitres. La loi du 15 juillet 1907 permet cette même fraude pour les chargements inférieurs à 5 hectolitres.

La loi du 29 juin 1907 n'est pas exempte de critiques non plus. Le législateur a voulu éviter qu'il y ait un cours limité pesant sur le marché des vins, le prix de revient des vins de sucre, en établissant sur les sucres allant en vinification, une surtaxe de 40 francs par 100 kilos et en édictant la suite de cette denrée lorsqu'elle circule par quantités supérieures à 25 kilos. La fraude par sucrage sera-t-elle ainsi enrayée ? Nous ne le pensons pas. D'abord la surveillance ne sera pas réalisée pour les sucres circulant par 24 kilos, par exemple, ce qui est déjà un chiffre. Et puis, remarquons que la Commission et le gouvernement avaient estimé qu'une surtaxe de circulation de 60 francs, égale au demi-droit de circulation de l'alcool, s'imposait; tandis que le degré d'alcool-sucre revenait au fraudeur à 1 franc environ avec le droit de 25 francs, avec le nouveau droit, il ne lui coûtera guère que 1 fr. 30, et depuis la fixité des cours du vin autour de ce chiffre n'est-elle pas suggestive ? Enfin, nous l'avons vu, les gros fraudeurs fabriquent surtout des vins avec d'autres matières, telles que riz, maïs,

orge, blé, etc., travaillées au moyen de l'acide sulfurique, produits infiniment moins coûteux. C'est donc la mise en régie, non seulement du sucre, mais encore de toutes les sources possibles d'alcool qu'il aurait fallu édicter, au risque assurément de provoquer bien des protestations contre cette toute puissance accordée à la Régie.

La loi de juin 1907 révèle une contradiction manifeste lorsque, tout en interdisant la fabrication des vins de sucre, elle l'autorise en vue de la consommation familiale. On limite, il est vrai la quantité de ces vins, de ces piquettes à 40 hectolitres par exploitation. C'est déjà un chiffre élevé cependant; mais ce qui est plus grave, c'est que l'on crée une fissure qui pourra ouvrir la porte à la fraude ! M. Caillaux, ministre des Finances, demandait l'interdiction absolue des vins de deuxième cuvée et des piquettes; il citait de prétendues consommations de familles atteignant le chiffre de 400 hectolitres ! et il déclarait : « Je ne méconnaissais pas l'importance de l'effort demandé. » La Chambre ayant rejeté la suppression des piquettes, M. Caillaux répliquait : « La décision prise a notablement affaibli la portée du projet de loi. » Il ne faut pas se leurrer en effet; il est à craindre que, sous prétexte de consommation familiale, bien des fraudeurs continuent à exercer leur coupable industrie.

La loi n'est-elle pas enfin entachée d'un vice capital ? Elle vise à prévenir la fabrication des vins artificiels. Mais à qui s'attaque-t-elle ? Aux vigneron, et aux vigneron seuls, en leur imposant la formalité de la déclaration de récolte. Elle laisse supposer ainsi que les viticulteurs sont les seuls fraudeurs. Sans doute, il se commet encore des fraudes à la propriété, mais peut-on

soutenir, surtout à l'heure actuelle, que le commerce ne falsifie pas ? La Commission d'enquête parlementaire avait été à cet égard si bien édifiée, qu'elle avait proposé tout un ensemble de dispositions tendant à prévenir les fraudes chez les négociants en gros et les débitants. Ces mesures, rejetées par la Chambre lors de la discussion de la loi du 29 juin 1907, devaient être reprises par le gouvernement, désireux de les faire incorporer dans le nouveau projet de loi qui devait devenir la loi du 15 juillet 1907. La formalité de l'affichage du degré des vins que l'on proposait était maladroite, car M. Combrouze disait justement et spirituellement : « On ne peut pas vendre un bon vin au degré, pas plus qu'on ne peut vendre un cheval de sang au poids » : la proposition fut d'ailleurs repoussée. Repoussée également fut la mesure, plus efficace cependant, croyons-nous, du contrôle des entrées chez les commerçants, malgré les si justes observations présentées par M. Aldy, député de l'Aude, qui fit tous ses efforts pour démontrer, chiffres en main, que la fraude des vins s'exerce surtout dans les grands centres de consommation. Voilà donc le commerce des vins à l'abri de toute surveillance étroite relativement aux mouvements des boissons qu'il reçoit et détient ; c'est encore une nouvelle fissure qui permettra à la fraude de connaître d'heureux jours !

Il ne suffit pas d'ailleurs de voter des lois ; si imparfaites soient-elles, il faudrait en assurer la stricte application. Or, nous constatons :

Qu'une loi de 1902 oblige les négociants de Paris à rentrer les vins qu'ils reçoivent dans les entrepôts de Bercy ou à la Halle aux vins ; un règlement préfectoral

a laissé cependant à certains négociants la faculté d'avoir des entrepôts spéciaux, de n'être, par conséquent, ni contrôlés, ni exercés.

Que la loi du 18 juillet 1904 interdit la fabrication à Paris des boissons fermentées autres que le cidre et la bière; elle a été mise de suite à néant par l'Administration qui a autorisé la fabrication des boissons ménagères à bas degré et il a fallu une circulaire ministérielle pour mettre fin à cette situation en juillet 1907.

Que la loi du 6 août 1905 qui organise la suite des sucres expédiés par quantité supérieure à 50 kilos à toute personne n'en faisant pas commerce n'a jamais reçu d'application.

Que la loi du 1^{er} août 1905 (et il nous serait aisé de multiplier les exemples) est restée non seulement inappliquée pendant de longs mois par suite de la lenteur qui a présidé à l'élaboration des règlements d'administration publique qu'elle prévoyait, mais qu'encore, à raison de l'outillage déplorable des laboratoires, des fonds insuffisants qui ont été votés pour assurer leur fonctionnement, elle ne peut assurer une répression efficace.

Ce n'est pas en effet une des moindres lacunes de l'œuvre du législateur de 1905 que d'avoir voté la loi sur les fraudes sans avoir songé à voter les fonds nécessaires à son exécution ! Le ministre de l'Agriculture s'est efforcé par la suite de doter le nouveau service, mais, à raison des difficultés qu'il a rencontrées, il a dû se contenter des laboratoires existants, la plupart très mal outillés. En 1907, les crédits ont été vraiment insignifiants : n'est-il pas dérisoire, par exemple, que le laboratoire de Montpellier, situé dans une région qui écoule le cinquième de

la récolte française, dispose d'un crédit de 3.000 francs environ, ce qui permet 600 analyses à 5 francs l'une ? Le Parlement a voté, il est vrai, pour 1908, des crédits plus élevés : le gouvernement dispose d'un million environ; il ne peut donc plus invoquer le manque de fonds s'il ne poursuit pas impitoyablement les fraudeurs. Le fera-t-il ? Il est permis d'en douter quelque peu lorsqu'on voit ce qui se passe à Paris où, malgré le décret retirant au laboratoire municipal l'agrément de l'Etat, le directeur de ce laboratoire n'en persiste pas moins à opérer des prélèvements, au mépris des prescriptions légales ! M. Lépine, préfet de police, à la suite d'une entrevue avec M. Clémenceau, président du Conseil, n'a-t-il pas, se basant sur les pouvoirs que lui confère la loi municipale de faire dresser par ses agents des procès-verbaux en cas de flagrant délit, chargé le laboratoire municipal de veiller sur la surveillance de ces délits et de prélever à domicile des échantillons, de faire des saisies dites « saisies d'urgence », sous prétexte que le laboratoire de la ville de Paris aiderait ainsi le laboratoire d'Etat, du ministère des Finances, dans la lutte contre la fraude ? Et depuis le 17 juillet 1907, les inspecteurs de l'alimentation pratiquent de semblables saisies, illégales au premier chef, car elles ne portent que sur un seul échantillon (la loi de 1905 en exige quatre) — ne constituant au surplus que le prélude du prélèvement légal (le laboratoire municipal se borne en effet à dénoncer la fraude au parquet qui avise le service des fraudes) et aboutissant par suite à ce résultat stupéfiant de prévenir les fraudeurs et de les engager à faire disparaître leurs denrées suspectes ! On pourrait croire que nous exagérons ;

aussi préférons-nous placer ici quelques extraits du discours prononcé à la Chambre par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, le 18 novembre 1907 : « Depuis que le service de la répression des fraudes, disait-il, a été rattaché au ministère des Finances, il a fonctionné avec un empressement que je ne saurais trop louer... Mais M. Lépine a cru pouvoir autoriser le laboratoire municipal de la ville de Paris à opérer des saisies préventives, c'est ce qu'on appelle les saisies Girard, portant sur un seul échantillon, et non sur quatre comme l'exige la loi de 1905... *M. Girard dit que les prélèvements préventifs qu'il fait opérer ont pour but d'éclairer le service des fraudes, d'autres considèrent au contraire que c'est un moyen d'avertir les fraudeurs, qui font immédiatement disparaître les marchandises falsifiées...* Sans critiquer en aucune façon M. le Préfet de police, *je constate que, par amour-propre ou par entêtement, un fonctionnaire* (le directeur du laboratoire municipal de Paris, M. Girard) *met constamment en échec l'application d'une loi.* » C'est à désespérer de l'autorité, de l'œuvre bien fragile du législateur, on avouera !

Les lois votées, même strictement appliquées, permettraient-elles d'ailleurs d'enrayer la production artificielle du vin ? C'est en fin de compte la question qui se pose.

A cet égard, la Fédération du Syndicat national des vins et spiritueux de France, dans sa déposition devant la Commission d'enquête parlementaire, déclarait, dès avant le vote de la loi de juin 1907 : « L'application des lois anciennes est largement suffisante. » Elle faisait toutefois certaines réserves, notamment celle-ci : « Si une loi comme la loi des fraudes est bonne en soi, il faut re-

connaître que le champ si vaste qu'elle a voulu embrasser en rend l'application d'une délicatesse infinie pour ne pas tomber dans l'arbitraire ou l'injustice. » Et, tout en se contentant des lois anciennes, la Fédération en arrivait à demander l'adoption par le législateur d'un certain nombre de dispositions nouvelles.

Nous ne partageons pas cet optimisme partiel de la Fédération sur l'efficacité de l'œuvre législative. A nos yeux, réprimer la fraude, c'est bien; mais encore faut-il pouvoir la découvrir ! La prévenir, serait encore bien mieux; la chose est-elle réalisable ? Oui, croyons-nous.

Le vrai remède consisterait à suivre le vin de sa production à sa consommation. A cet égard, la loi du 29 juin 1907 a amorcé la réforme : en imposant aux récoltants la formalité de la déclaration, elle aura pour effet de restreindre dans une très large mesure les multiplications de récoltes trop considérables de ces dernières années, si les syndicats de production sont assez conscients de leurs intérêts pour exercer les droits que le législateur leur accorde en vue de poursuivre notamment les producteurs pour majoration de récolte. Mais la déclaration de récolte demande un complément que la loi de juin 1907 a passé sous silence : l'affichage des sorties. Ce sera une nouvelle mesure qui permettra de contrôler plus exactement encore la sincérité des déclarations ; ce sera un moyen qui servira utilement la cause des viticulteurs, en leur imposant l'obligation de ne pas se prêter aux complaisances de certains commerçants malhonnêtes, car elle mettra fin à la pratique des acquits fictifs qui, on le sait, tendent à couvrir des mouillages. Il ne suffit pas de contrôler la production, à cette heure où la

fraude sévit surtout dans les grands centres de consommation; il faut aussi surveiller les intermédiaires, suivre le vin de la cave du propriétaire à l'entrepôt du commerçant en gros et à l'arrière-boutique du détaillant, du débitant. Il faut obliger négociants et débiteurs à tenir une comptabilité des vins qu'ils reçoivent et détiennent, avec indication précise de la quantité et du degré, il faut rétablir l'exercice chez tous les intermédiaires, supprimer par conséquent les registres de congés n° 1 mis abusivement à la disposition des négociants actuellement soumis à l'exercice et les confier à la Régie, appliquer rigoureusement dans toute la France les visas des acquits en cours de route pour les plus faibles chargements de vins, car, à cet égard, ne signale-t-on pas que, même pour les chargements supérieurs à 5 hectolitres, les visas ne sont pas toujours réels, que des acquits non visés sont souvent déchargés après de très sommaires enquêtes, qu'enfin, des acquits visés en cours de route deviennent fictifs à l'arrivée ! Voici un exemple de cette dernière fraude : X..., qui est marchand en gros, achète du vin à Z..., propriétaire; en cours de route, l'acquit est visé; mais, à l'arrivée, le vin est introduit chez T..., qui est propriétaire. L'acquit va donc permettre à X... de couvrir un excédent, et à T... de revendre ce vin comme venant de sa propriété, ce qui lui sera facile s'il a fait une déclaration de récolte majorée !! N'est-elle pas étrange d'ailleurs la différence de traitement entre le négociant en vins, qui se délivre à lui-même des acquits, comme il lui plaît, et le viticulteur-qui, pour faire circuler son vin, doit aller au bureau de la Régie chercher son acquit qui sera contrôlé ? N'est-il pas aussi choquant

le traitement de faveur fait au débitant des villes qui n'est pas soumis à l'exercice, alors que le débitant de village, parce que moins influent sans doute, est assujéti au contrôle de la Régie ? Vraiment, si le législateur a la volonté ferme de prévenir la fraude des vins, il n'est que temps qu'il rétablisse l'exercice, et un exercice rigoureux, chez tous les intermédiaires, au plus grand avantage des viticulteurs et des commerçants honnêtes. Le Parlement serait à nos yeux bien inexcusable s'il ne mettait pas fin à la situation privilégiée dont jouissent les intermédiaires, car l'enquête faite par la Commission parlementaire l'a parfaitement éclairé sur les fraudes énormes qui se produisent dans les grands centres de consommation. M. Poubelle, ancien préfet de la Seine, ne disait-il pas récemment avec toute sa compétence, que la fraude parisienne seule jetait annuellement sur le marché au moins 3 millions d'hectolitres de vin fabriqué ? Il faut encore, toujours en vue de prévenir la fraude, interdire la fabrication des vins de deuxième cuvée, des piquettes, même en vue de la consommation familiale; rendre la fraude par sucrage moins tentante en soumettant les sucres destinés à la chaptalisation à une surtaxe de circulation égale au demi-droit de circulation de l'alcool (60 francs par 100 kilos); exercer une surveillance rigoureuse sur la circulation des vendanges fraîches, qui ont donné lieu, au cours de ces dernières années, à de si nombreuses fraudes par mouillage et sucrage : on pourrait obliger tout expéditeur de vendanges fraîches à se munir d'un passavant de 0 fr. 10, dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 29 juin 1907 en ce qui concerne les marcs et lies. — Il faudrait

d'autre part prévenir les fraudes sur les eaux-de-vie. Sans doute la loi du 15 juillet 1907, en édictant l'institution obligatoire, et non plus facultative, telle qu'elle résultait de la loi de 1903, des comptes et magasins distincts pour les alcools ayant droit à acquits blancs, d'une part (eaux-de-vie de fruits), et à acquits roses, d'autre part (alcools d'industrie), contribuera dans une certaine mesure à faire cesser la redoutable concurrence que faisaient les alcools d'industrie aux eaux-de-vie naturelles. Mais ce n'est point suffisant; il faudrait encore : refuser l'appellation d'eau-de-vie, même suivie du terme « fantaisie », aux mélanges d'eaux-de-vie de vin et d'alcools d'industrie, interdire de tels mélanges, de façon à réserver à la consommation de bouche les eaux-de-vie de fruits; réglementer enfin, ou mieux encore, surtout à raison du relèvement opéré sur les droits des alcools, supprimer le privilège des bouilleurs de cru, absolument injustifiable dans une démocratie où les privilèges ne devraient pas exister, et d'ailleurs source de fraudes énormes qui causent à la fois un grand préjudice au Trésor et aux viticulteurs, car les alcools ainsi produits en franchise sont le plus souvent écoulés clandestinement, sans payer de droits, et contribuent à déprécier les cours des eaux-de-vie naturelles.

Est-ce à dire qu'il faille supprimer pour autant les dispositions actuelles tendant à la répression de la fraude ? Non pas; il faut au contraire en assurer une plus stricte observation, les renforcer, les modifier sur certains points. Il faut obtenir du ministère de l'Agriculture la désignation de nouveaux laboratoires d'Etat; assurer aux laboratoires existants les fonds nécessaires pour

un parfait outillage et un nombre suffisant d'analyses; il faut, pour éviter de tomber dans l'arbitraire et l'injustice, exiger des experts chimistes, non pas des compétences générales, mais spéciales, portant sur l'analyse de deux ou trois denrées alimentaires, de façon que les conclusions qu'ils seront appelés à fournir soient précises, que les parquets puissent poursuivre et les tribunaux motiver leurs décisions par de sérieux considérants. Il faut dessaisir les préfets, pouvoirs politiques, de la faculté de poursuivre ou non les fraudeurs. Il faut supprimer le droit de transaction de la Régie, legs des régimes autocratiques, qui permet encore aux influences diverses de s'exercer. Il faut enfin aggraver les pénalités, assimiler la fraude à un véritable empoisonnement, prononcer de suite après l'analyse la saisie, tout au moins provisoire, des vins déclarés adultérés par les experts, prononcer la confiscation et opérer la destruction des vins reconnus avariés ou falsifiés après le jugement de condamnation.

On le voit, il reste beaucoup de réformes à accomplir. Le jour où cet ensemble de mesures aura été adopté, la crise viticole sera, croyons-nous, bien près d'être solutionnée; la production artificielle, cause principale de la mévente des vins, sera, sinon totalement supprimée, du moins suffisamment endiguée pour que nous assistions au relèvement de la propriété viticole.

TROISIÈME SECTION. — *Il faut tendre à développer la consommation du vin.*

1° *A l'intérieur.* — Le travail de reconstitution de notre vignoble a exigé de tels sacrifices, certaines régions de notre pays, tant par leur climat que par la composition spéciale de leur sol, réunissent de tels avantages en ce qui concerne la culture de la vigne, que la richesse générale de la France ne peut que gagner à voir cette culture se développer, lentement et rationnellement bien entendu, parallèlement aux besoins du marché.

Il semble, au premier abord, que vouloir essayer de développer en France la consommation du vin est une pure chimère, au lendemain de la mise en vigueur des lois des 29 décembre 1897 et 29 décembre 1900, qui ont si largement dégrèvé cette boisson. Toutefois, il faut bien se rendre à l'évidence, reconnaître qu'elles n'ont pas contribué, comme certains l'avaient pensé, à un énorme accroissement de la consommation. Sans doute, depuis 1900, la consommation taxée a suivi une marche ascendante presque constante; elle est passée, de 35.960.000 hectolitres en 1900 à 47.136.000 en 1906. Mais nous sommes loin de voir se réaliser les prévisions de certains esprits, de M. Cot, notamment, ancien député de l'Hérault, qui estimait, en 1901, que l'application des lois nouvelles aurait pour effet de doubler la consommation, de la porter par conséquent au delà de 70 millions d'hectolitres !

Pourquoi ces prévisions ne se sont-elles pas réalisées ? Parce qu'il existe encore de sérieux obstacles à l'écoulement du vin. Ce sont ces différentes entraves que nous allons examiner.

Nous mentionnerons en passant deux remèdes, qui ont été proposés et adoptés au cours de ces dernières années, mais que nous n'approuvons pas. C'est d'abord le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru : sous prétexte d'accorder aux viticulteurs les plus grandes facilités pour opérer la transformation de leurs vins en alcools, on en est arrivé, par suite des fraudes auxquelles a donné lieu ce privilège, à provoquer la baisse des cours de l'eau-de-vie de vin, et, à raison du relèvement considérable des droits sur l'alcool, à restreindre la consommation du vin, en poussant les bouilleurs de profession à fabriquer, au lieu d'eaux-de-vie de vin naturelles, des mélanges d'eaux-de-vie et d'alcools d'industrie, d'un prix de revient moins élevé. Ce sont ensuite les crédits affectés en vue d'accorder un quart de vin aux soldats : le Parlement a voté pour 1908 un crédit de 1 million à cet effet. Au premier abord, la réforme paraît séduisante parce que humanitaire; cependant, il faut remarquer que, non seulement elle n'aura pas pour effet d'accroître considérablement le chiffre de la consommation, mais que, encore et surtout, elle est dangereuse, parce qu'on inscrit de la sorte, au budget, une nouvelle dépense au profit d'une catégorie de citoyens, et parce que le précédent peut être fâcheux, car si une crise sévissait dans le Nord, ce dernier serait en droit d'exiger à son tour la bolée de cidre ou la chope de bière réglementaire !!

Il y a des remèdes infiniment plus efficaces, croyons-nous.

Il faudrait abaisser la taxe de circulation, fixée à 1 fr. 50 l'hectolitre par la loi du 29 décembre 1900; nous ne demandons pas qu'on fasse ainsi un traitement de faveur au vin. Sans doute, le dégrèvement opéré par la loi de 1900 est considérable (une centaine de millions); mais il faut cependant considérer que les autres boissons hygiéniques (cidres, poirés, hydromels) ne paient que 0 fr. 80 de droit de circulation par hectolitre, et que les eaux minérales circulent en franchise. On a soutenu, lors de la discussion de la loi de 1900, que le maintien d'un droit de circulation était indispensable, pour éviter des fraudes sur l'alcool, le vin contenant de l'alcool en puissance; c'est possible, quoique le vin circule librement à l'intérieur des grandes villes, mais, en tout cas, ne pourrait-on pas fixer ce droit à 0 fr. 50 ou même 0 fr. 25 par hectolitre ? Nous reconnaissons, d'ailleurs, que cette réduction des droits ne permettrait pas une augmentation bien sensible de la consommation.

Il faudrait décharger le commerce des vins des nouvelles charges qui pèsent sur lui et qu'il invoque toujours à l'appui du maintien de ses prix. Le législateur de 1897, en imposant aux communes l'abaissement de leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, a permis aux municipalités d'établir un certain nombre de taxes dites « de remplacement », qui frappent le commerce des boissons (augmentation des droits sur l'alcool, établissement à la charge des commerçants de boissons d'une licence municipale, en addition du droit de licence perçu par le Trésor); et les municipalités ont largement usé de ces nouvelles taxes pour équilibrer leurs budgets. D'autre part, le législateur de 1900 a augmenté de façon

notable les licences des marchands en gros et des débi-
tants; il a élevé le droit de consommation de l'alcool de
156 fr. 25 à 220 fr. l'hectolitre, soit une augmentation de
63 fr. 75. En somme, si en 1901 un dégrèvement de près
de 200 millions a été opéré sur les boissons hygiéniques,
il faut bien se rendre compte qu'elles supportent sous
forme de taxes de remplacement, de droits de licences,
de droit de circulation, un nouveau contingent de près
de 100 millions : le dégrèvement n'est donc pas si consi-
dérable qu'on peut le supposer au premier abord. L'ac-
croissement de la consommation du vin a été rendu pos-
sible surtout dans les classes aisées, qui peuvent s'adres-
ser directement à la propriété; par suite de l'abaissement
des droits, elles peuvent se procurer des vins dans de
meilleures conditions qu'auparavant : qualité supérieure
et plus bas prix. En est-il de même pour la classe ouvrière
(la plus nombreuse et celle qui consomme le plus de
vin) ? Celle-là est obligée de passer par l'intermédiaire
du marchand de vin, elle n'est pas assez fortunée pour
acheter directement par fûts à la propriété; et le com-
merce, par suite des nouveaux droits qui pèsent sur lui,
n'a pas sensiblement diminué ses prix, vend à bon
marché, mais des vins frelatés et le plus souvent nuisibles
à la santé !!!

Il faut, chez le débitant, faire cesser toute équivoque,
réclamer l'application rigoureuse dans la vente au détail
des mesures de capacité, en conformité avec le système
métrique. N'est-il pas étrange en effet de voir les débi-
tants s'ingénier à adopter des mesures fantaisistes ?
Alors que chez le commerçant en gros les unités adop-
tées sont connues de tous (hectolitres, pièces, feullet-

tes, etc.), chez le débitant nous voyons le consommateur couramment trompé sur la capacité des récipients. Le vin et la bière sont les seuls produits qui échappent à notre système de poids et mesures. C'est ainsi que le fameux « pot » si cher aux Lyonnais contenait jadis un litre, et aujourd'hui c'est à peine s'il équivaut à 50 centilitres ! Ajoutez à cela que non seulement les récipients diminuent de capacité, mais qu'encore leur prix augmente, alors que le vin ne se vend pas à la propriété. N'est-il pas curieux de voir un vin qui se vend 30 francs l'hectolitre à la propriété, se payer dans les débits 1 fr. 20 ou 1 fr. 50 le litre ! Il n'est pas douteux que la cherté des boissons hygiéniques dans les débits est un obstacle sérieux à leur consommation, et une des causes du développement de la consommation des apéritifs. Le débitant serait sans doute libre de fixer à son gré le prix du litre de vin ; il hésiterait peut-être à le majorer autant qu'il le fait actuellement, et en tout cas, le consommateur ne serait pas trompé.

Il faut imposer certaines boissons dites hygiéniques, qui ne le sont parfois que de nom, et qui jouissent d'un véritable régime de faveur : nous voulons parler des eaux minérales. Une taxe de 0 fr. 05 par bouteille a souvent été proposée par MM. Poincaré et Caillaux notamment ; le Parlement l'a toujours rejetée. Cette taxe aurait cependant pour heureux résultat, non seulement d'éviter de favoriser une boisson hygiénique au préjudice d'une autre, mais encore de permettre à l'Etat de s'assurer que les eaux vendues sont bien naturelles, ont les propriétés qu'on se plaît à leur reconnaître ; on pourrait trouver là une nouvelle ressource budgétaire au seul

détriment de puissantes compagnies, et au plus grand profit des viticulteurs.

Il faut opérer la revision et la réduction des tarifs des diverses compagnies de transport, des compagnies de chemins de fer surtout, qui mettent de fâcheuses entraves à la consommation du vin; ces tarifs augmentent de façon appréciable les prix, et, ce qui est plus grave, font peser sur le vin des charges infiniment plus lourdes que sur les autres boissons hygiéniques.

Enfin, et c'est la réforme capitale, croyons-nous, il faut encourager la distillation des vins avariés ou de faible degré. Avant 1880, les eaux-de-vie de vin allaient seules à la consommation de bouche; aujourd'hui, à raison de la surélévation des droits sur l'alcool et de la persistance du privilège des bouilleurs de cru, il n'en est plus de même : les alcools d'industrie se sont presque totalement substitués aux eaux-de-vie de fruits. Jadis, la distillation permettait l'écoulement des plus abondantes récoltes; il faut revenir à cet état de choses. La question n'a pas été abordée par le Parlement, lors de la discussion du projet de loi qui est devenu la loi du 29 juin 1907; il est à souhaiter qu'elle soit solutionnée au plus tôt, d'autant qu'elle a été sérieusement étudiée dans divers congrès.

La loi du 15 juillet 1907 a amorcé la réforme qui doit consister, selon nous, à réserver à la consommation de bouche, les eaux-de-vie naturelles, de vin notamment; à reléguer dans le domaine de l'industrie, les alcools à bas prix extraits des betteraves, pommes de terre, différents grains, mélasses, etc...

En vue d'encourager la distillation des vins, on a

proposé une prime à leur distillation ou une taxe différentielle en leur faveur. Il faut le dire tout de suite, ces mesures ne sont à proposer que contre la suppression du privilège des bouilleurs de cru, car, que serait une prime de 60 francs par hectolitre d'eau-de-vie déclarée, comme on l'a proposé, lorsque le bouilleur peut gagner 220 francs — la taxe — en ne faisant pas de déclaration ? L'adoption de l'une de ces deux mesures ne serait pas très efficace, croyons-nous. La prime à la distillation des eaux-de-vie de vin ferait peser une lourde charge, soit sur les viticulteurs, s'ils devaient la payer, soit sur les autres contribuables déjà surchargés d'impôts; quant à la taxe différentielle, elle aboutirait sans doute à rétablir un certain équilibre entre le produit vrai et le produit faux, mais, outre que cette détaxe des vraies eaux-de-vie devrait être importante, elle n'assurerait pas absolument aux consommateurs l'authenticité du produit livré. Nous pensons qu'un seul remède peut être efficace : le monopole par l'Etat de la vente de l'alcool, avec surveillance par la Régie de la distillation. Seul acheteur, seul détenteur de toute la production, l'Etat serait à même d'agir contre toutes les fraudes, de garantir à la consommation les produits livrés, purs de tout mélange et adulération. Les grandes distillations d'excédents ou des mauvais vins reparaitraient, le marché reprendrait son élasticité de jadis où des récoltes comme celle de 1875 (83 millions d'hectolitres) s'écoulaient facilement. Ce ne serait plus 2 millions d'hectolitres de vin qui seraient distillés, mais 10 ou 12, car les acheteurs d'eaux-de-vie loyales feraient doubler, tripler la vente, hausser par conséquent les cours dans la même proportion; en pré-

sence des nouveaux besoins du marché, les producteurs augmenteraient leurs prix, les imposeraient à l'Etat, qui jouerait simplement le rôle d'intermédiaire entre vendeurs et acheteurs; sans réaliser de bénéfice, l'Etat se bornerait à majorer les prix demandés par le producteur, de la taxe à payer par le débitant, le marchand en gros ou le consommateur. Il n'y aurait pas à encourager l'usage de l'alcool, car il est malheureusement trop répandu déjà. Si sa consommation annuelle est évaluée généralement, dans notre pays, à près de 4 millions d'hectolitres à 50° ! l'eau-de-vie de vin n'entre dans ce chiffre énorme que pour un dixième environ. On voit quel débouché pourraient trouver nos vins ; près de 10 millions d'hectolitres pourraient, de la sorte, aller à la distillation : le marché serait dégagé d'autant. Si nous préconisons cette réforme, c'est que non seulement viticulteurs et consommateurs y ont intérêt (les premiers, parce que les prix des eaux-de-vie de vin se relèveront, que le marché des vins sera en partie désencombré; les seconds, parce que la qualité des eaux-de-vie sera garantie), mais encore parce que l'Etat y gagnera les 200 ou 300 millions que lui enlève annuellement la fraude.

Néanmoins, faut-il ajouter, si l'on veut réserver à la consommation de bouche les eaux-de-vie naturelles, si l'on ne veut pas ruiner ou tout au moins amener une perturbation dans la production de l'alcool industriel, il faut accorder à ce produit de nouveaux débouchés. Sans doute, la loi du 29 décembre 1900 a fait disparaître le seul argument vraiment sérieux que l'on pouvait faire valoir contre la surélévation des droits sur l'alcool, à savoir le préjudice causé à nombre d'industries qui font

usage de ce produit, en vue de la préparation des vernis, des laques, de l'huile, des acides sulfurique, nitrique et autres, des savons transparents, etc., etc. La loi de 1900, en effet, ne frappe l'alcool que comme boisson, ce qui est assurément un bien en présence des ravages effrayants qu'il cause; mais elle accorde un traitement de faveur à l'alcool dénaturé, destiné aux usages industriels. A cet égard, il est bon de se rendre compte de la réforme réalisée par le législateur de 1900. La loi du 2 août 1872, article 4, soumettait les alcools d'industrie à un droit de 30 francs par hectolitre; ce droit avait été légèrement augmenté, de deux décimes et demi, par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1873, ce qui le portait à 37 fr. 50. Mais une loi du 16 décembre 1897 avait réduit considérablement ce droit : 3 francs, décimes compris. La loi du 29 décembre 1900, article 15, ne faisait que surenchérir sur la précédente loi, puisqu'elle supprimait la taxe de dénaturation et la remplaçait par un droit insignifiant, dit « de statistique », de 0 fr. 25 par hectolitre; il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que la suppression de la taxe de dénaturation avait pour conséquence la disparition du droit d'octroi perçu par certaines villes, puisque l'article 9 de la loi du 2 août 1872 portait : « Le droit d'octroi sur les alcools dénaturés ne pourra excéder le quart du droit du Trésor. » Le prix de revient de l'alcool industriel était donc considérablement réduit; il devait l'être encore par la loi de finances du 25 février 1901, qui, dans son article 59 alloue une somme de 9 francs aux préparateurs de ces alcools « pour leur tenir compte du coût du dénaturant » (une proportion de 10 % de méthylène est exigée) et décide, pour couvrir

en partie le Trésor de cette dépense, que les distillateurs devront payer une taxe de fabrication de 0 fr. 80 par hectolitre d'alcool pur. Tous ces encouragements donnés par le législateur à la fabrication et, par suite, à la consommation des alcools industriels, l'ont été en vue de permettre le relèvement des eaux-de-vie naturelles, de solutionner la crise viticole, en réservant le plus possible à la consommation de bouche les eaux-de-vie de vin.

Il n'est pas moins regrettable de constater que la production de l'alcool dénaturé n'a pas reçu des pouvoirs publics tous les encouragements désirables. Si nous sommes heureux de constater le développement de sa consommation au cours de ces dernières années (ce qui démontre que son emploi s'est multiplié, nous ne pouvons approuver l'augmentation de la taxe de fabrication qui, de 0 fr. 80 par hectolitre en 1901 a été successivement portée à 1 fr. 37 en 1904, à 1 fr. 72 en 1907, et enfin à 2 fr. 07 à partir du 1^{er} janvier 1908 (loi du 29 décembre 1907), précisément à un moment où l'alcool d'industrie fait à l'eau-de-vie de vin une si désastreuse concurrence. Nous ne pouvons approuver davantage la mesure prise en juillet dernier par le gouvernement, qui a fait enregistrer une consolidation des droits pour la Roumanie sur le pétrole, un produit concurrent; sans doute, cette consolidation figurait dans la dernière convention conclue avec la Russie, mais à quelles protestations n'avait-elle pas déjà donné lieu ! Voici donc le problème compliqué de l'alcool industriel, qui touche de si près à la crise viticole, rendu plus difficile à solutionner ! Désormais, pour arriver à écarter de notre marché le

pétrole, nous n'aurons plus à négocier qu'avec la Russie, mais encore avec la Roumanie, un pays cependant qui, s'il a recours à nous pour ses exportations, ne nous donne rien en échange. Comment résoudre le problème ? Il faut, à la fois, diminuer le prix de revient de l'alcool industriel et élever les droits sur les produits concurrents étrangers. Il faut donc : réduire la taxe de fabrication qui s'est accrue depuis 1904 dans de très fortes proportions, et qui tend à devenir pour les producteurs un véritable impôt; rendre la dénaturation moins coûteuse, d'autant que de récents congrès ont démontré la possibilité d'abaisser très notablement la quantité de méthylène exigée (10 %); frapper, enfin, de droits plus élevés les pétroles. A ce dernier point de vue, nous ne pouvons qu'applaudir à la proposition faite en juillet 1907 à la Chambre, par MM. Fernand David et Bérard, et qui tendait à surtaxer les pétroles de 20 francs par hectolitre à leur entrée en France. Si la proposition n'a pas été adoptée (et il faut louer ici la Chambre de sa réserve, car, sous prétexte de sauvegarder les intérêts de certains producteurs, il ne faut pas, à la légère, sacrifier ceux de la grande masse des consommateurs, leur imposer pour leur éclairage, par exemple, un nouveau produit d'un prix de revient supérieur à celui du pétrole), du moins a-t-elle eu pour heureux résultat de décider la Chambre à nommer une commission chargée de faire une enquête sur les divers usages de l'alcool industriel, ses avantages et inconvénients, les résultats obtenus et à réaliser, les moyens de nature à abaisser son prix de revient, etc. Espérons que le Parlement ne tardera pas à voter la proposition de MM. David et Bérard et les

mesures indispensables pour déterminer une augmentation de la consommation de l'alcool industriel, par la baisse de son coût de revient.

Il est évident que le jour où l'alcool industriel pourra être utilisé dans des conditions plus avantageuses que le pétrole, pour le chauffage, l'éclairage, la force motrice, les distillateurs du Nord ne songeront plus à concurrencer les distillateurs de vins; ce jour-là, les viticulteurs seront en droit d'exiger que le marché des eaux-de-vie en vue de la consommation de bouche leur soit réservé, ce qui sera assuré, d'ailleurs, avec le monopole de l'alcool aux mains de l'Etat. La production de l'alcool industriel sera bien vite insuffisante aux nouveaux besoins: M. de Dion, député de la Loire-Inférieure, ne faisait-il pas observer récemment, avec toute sa compétence, que l'on pourrait employer, pour l'automobilisme de l'alcool et du benzol mélangés, et que cette seule industrie, née d'hier, pourrait absorber de suite 3 millions d'hectolitres d'alcool, alors que la région du Nord n'en produit actuellement que 1.800.000 !

2° *A l'extérieur.* — L'exportation de nos vins devient, à l'heure actuelle, une nécessité, car elle donnera à notre marché l'élasticité qui lui manque et pourra peut-être permettre dans l'avenir une nouvelle extension de la culture de la vigne dans notre pays.

Quelle doit être ici la tâche du législateur ? Reviser nos tarifs douaniers. M. Klotz, président de la Commission des douanes, à la Chambre, pour le budget de 1908, insistait sur l'impérieuse nécessité de cette révision; il montrait, qu'à l'exception de l'Angleterre, tandis que toutes les autres nations, à l'exemple de l'Allema-

gne, avaient relevé récemment, de façon très sensible, leurs tarifs, la France était le seul pays européen qui ait conservé sa tarification ancienne, modérée entre toutes. En ce qui concerne les vins, c'est un abaissement des droits, qui s'impose au contraire, afin que les autres nations usent à notre égard de semblable réciprocité et puissent nous envoyer les vins de fort degré, nécessaires en vue de l'exportation des nôtres, trop faibles. Un système protectionniste trop accentué peut finir par tourner au désavantage de son auteur : c'est ce qui est arrivé pour nos vins. Si tout droit de douane constitue une taxe juste, parce que représentant le droit de marché payé par une marchandise, qui n'a pas eu à supporter les frais généraux (impôts de diverses natures) d'un pays où elle vient concurrencer les produits indigènes, du moins faut-il qu'elle soit modérée. Or, en présence des résultats produits par notre loi douanière du 1^{er} février 1899, qui a porté une si cruelle atteinte à notre commerce d'exportation de vins, il n'est pas permis de vouloir persister dans la même politique. Le retour au système modéré, inauguré par la loi de 1892, par exemple, s'impose : ce système frappait, on le sait, les vins étrangers d'un droit de 7 francs par hectolitre, jusqu'à 15°, tandis que la loi de 1899 impose une taxe de 12 francs jusqu'à 12°, et un droit de 2 fr. 80 par degré supplémentaire. Le régime de 1892 avait eu d'heureux résultats; il avait endigué le flot des importations, facilité nos exportations, n'avait nullement porté atteinte aux intérêts de nos viticulteurs et n'avait pas entravé les affaires de nos commerçants. Nous ne pensons pas désirable une plus forte détaxe, car elle pourrait permettre aux vins douteux sortis des

officines des grands ports d'Hambourg, Anvers et Brème, aux vins suralcoolisés d'Espagne et de Grèce, d'un prix de revient inférieur à nos produits, de venir les concurrencer.

En attendant cette revision générale de nos tarifs douaniers, notre législateur ne pourrait-il avoir recours à d'autres mesures, notre gouvernement ne pourrait-il entamer des négociations avec certains pays importateurs de vin ? Si, incontestablement.

La création de ports francs, ou simplement d'entrepôts temporaires, en vue de l'exportation, pourrait être réalisée de suite. On sait que la loi de 1899 a mis les plus sérieux obstacles à l'introduction, même temporaire, des vins étrangers en France, qui pourraient permettre de relever le degré de nos vins et, partant, de développer nos débouchés à l'extérieur. Or, avec la création de ports francs, nos vins pourraient être utilement mélangés avec des vins espagnols par exemple, et pourraient satisfaire la clientèle étrangère. On sait en quoi consiste le port franc : c'est une zone conventionnelle où le négociant reçoit des produits étrangers en franchise, les mélange avec les produits indigènes et les réembarque sans formalités spéciales. Le système est de nature à rassurer les partisans les plus acharnés du protectionisme, car le port franc est entouré d'une barrière douanière. Pourquoi ne pas adopter, en France, un système qui a fait la richesse de ports tels que Hambourg, Brème et Anvers, situés cependant dans des pays protectionnistes à l'excès et nullement viticoles ?

Il importe également que notre gouvernement dénonce au plus tôt certaines conventions, essentiellement nui-

sibles à l'exportation de nos vins. Pourquoi, par exemple, a-t-il signé la convention commerciale qui nous lie avec la Russie, qui frappe nos vins de droits colossaux, nettement prohibitifs, alors que nous accordons à notre alliée l'entrée en franchise de ses lins et chanvres, et que nous n'avons pas exigé le relèvement des droits d'entrée sur ses pétroles ? Cette convention sacrifie à la fois nos viticulteurs et nos producteurs d'alcools. Pourquoi, au lendemain de l'élévation des tarifs douaniers espagnols, avons-nous accepté le maintien du traité qui nous liait avec ce pays ? ce traité a été dénoncé, puis rétabli ; il est en suspens depuis deux ans, au plus grand préjudice encore de nos vigneron, car, alors que nous accordons le bénéfice de notre tarif minimum aux vins d'Espagne, ce pays frappe les nôtres de droits formidables. Il y a là, de la part de nos pouvoirs publics, de coupables négligences.

Enfin, il faut que notre gouvernement profite de toutes les occasions, les sollicite au besoin, afin d'obtenir des concessions de tarifs de droits d'entrée.

Un journal anglais, le *Morning-Post*, disait récemment : « L'entente cordiale nous impose comme un devoir de tendre une main secourable à nos amis français que désole la mévente des vins et de contribuer de tout notre pouvoir à atténuer les effets de la crise viticole, dont souffrent les régions méridionales du pays ami. » Et ce journal demandait au gouvernement anglais de soumettre au Parlement une proposition portant réduction des droits d'importation sur les vins français. Sans doute, nous ne savons quel est l'accueil qui est réservé par le Parlement anglais à semblable proposition, alors

surtout que le grand journal l'a fait reposer sur des motifs de sentiment qui n'ont pas, le plus souvent, le don de prévaloir en matière de politique étrangère. Mais, quoi qu'il en soit à cet égard, il serait bon que le gouvernement français entame de ce côté des négociations, cherche un terrain d'entente, accorde, en échange des concessions que pourrait consentir l'Angleterre, une compensation quelconque.

En Belgique, la question suivante va se poser devant le Parlement : ne pourrait-on obtenir de la France un abaissement des droits sur les houblons, en accordant l'entrée en franchise ou tout au moins une réduction très sensible des droits qui frappent les vins français ? Notre gouvernement ne doit pas se désintéresser de la question ; la Belgique est un pays où l'on boit beaucoup de vin et cependant nos importations de vins communs y sont insignifiantes, à raison des droits élevés qui les frappent.

En présence de la gravité de la crise viticole, des conséquences qu'elle a déjà entraînées et qu'elle peut engendrer, les pouvoirs publics ne doivent négliger aucune occasion pour assurer à nos vins de nouveaux débouchés. Le moment est d'agir. La France n'est pas seule à subir une crise viticole, il ne faut pas l'oublier ; l'Italie et l'Espagne, malgré les débouchés qu'elles se sont assurés, n'en sont pas moins sujettes à des crises violentes dans les années de surabondance. C'est ainsi que la récolte italienne de 1907 est évaluée à 52 millions d'hectolitres, chiffre jamais atteint, supérieur de 14 millions à la moyenne des huit dernières années ; en présence de l'encombrement certain du marché italien, des récoltes abondantes française et espagnole, il est à prévoir que

le gouvernement italien va chercher à faciliter l'écoulement des excédents de la dernière récolte, et à craindre que les vins de ce pays n'arrivent à supplanter les nôtres à l'étranger, plus complètement encore que par le passé, ce qui leur est d'autant plus facile que leur degré est plus élevé et leur prix de revient inférieur.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DES VITICULTEURS

Si la tâche du législateur est considérable, il ne faut pas cependant que les viticulteurs se fassent illusion, exigent de l'Etat seul la fin de leurs maux. Il est évident que le législateur ne saurait être rendu responsable de leurs erreurs, de leurs méthodes défectueuses d'exploitation. Le Parlement serait d'ailleurs sur bien des points dans l'impossibilité la plus complète de faire respecter les mesures qu'il édicterait. S' imagine-t-on, par exemple, une loi limitant les superficies plantées en vignes ou prescrivant l'arrachage de certains vignobles ? A quel scandale les viticulteurs ne crieraient-ils pas, jugeant, avec raison, semblable mesure digne du temps de nos anciens rois ou des empereurs romains, mais singulièrement vexatoire à l'heure actuelle ; à quels obstacles ne se heurteraient pas les agents chargés de faire respecter pareille exigence législative ? Non, il est de toute évidence, que les viticulteurs doivent parachever l'œuvre de l'Etat ; ils doivent prendre nettement conscience de

leurs véritables intérêts, et, éclairés sur les causes profondes de leur ruine, travailler avec une énergie inlassable, dans la mesure de leurs forces, à les faire disparaître.

Dans un article fort intéressant, paru en janvier 1907, dans la *Revue de viticulture*, M. Mazé, chef de service à l'Institut Pasteur, envisage la solution de la crise sous un jour nouveau. En présence de la lutte acharnée que fait le Nord au Midi, le sucre de betterave au vin, il dit : « Au point de vue économique, le problème qui se pose devant les viticulteurs peut s'énoncer de la façon suivante : un hectare de terre planté en betteraves rapporte 6.000 kilos de sucre; un hectare de terre planté en Aramon peut produire 500 hectolitres de moût à 12 % de sucre, ce qui fait aussi 6.000 kilos de sucre. Quelle est la culture la plus économique ? Si la réponse est en faveur de la betterave, l'Aramon doit disparaître. Aucune loi, aucune réglementation ne peut prévaloir contre ce résultat. » C'est la science, continue-t-il, qui est cause de toutes les révolutions constatées en agriculture, et il explique ainsi la disparition de la culture de la garance, la ruine à peu près complète de la culture de l'indigo, la décadence de l'industrie du beurre (produit concurrencé par la margarine et la végétaline). En ce qui concerne le problème viticole « la science, dit-il, l'aborde avec le même sans-gêne et dit : la vigne produit du sucre avec du raisin; la betterave produit du saccharose; l'un et l'autre se transforment en alcool sous l'influence d'une diastase sécrétée par la levure que tout le monde sait cultiver aujourd'hui, qu'il provienne de l'un ou l'autre sucre, cet alcool est toujours le même, donc, il doit se

payer toujours le même prix. » Pour mettre fin à la crise, on cherche actuellement à limiter l'emploi du sucre : c'est une fausse route que l'on suit, continue M. Mazé, car le consommateur se révoltera devant la hausse des prix du vin et préférera un produit concurrent, meilleur marché, qu'il sera facile de créer; il sera tout aussi aisé de faire foisonner l'alcool. Et pour M. Mazé, les vrais remèdes consistent à : 1° développer la production sucrière de la vigne; 2° développer les débouchés de l'alcool industriel. Négligéant ce dernier point de vue, il déclare que l'on peut espérer arriver à développer la puissance saccharine du raisin, tout en augmentant le rendement de la vigne. A l'appui de cette affirmation, il cite le cas de la betterave qui, par suite de sélections, a vu sa richesse en sucre passer de 5 % à 20 % et plus. La vigne présenterait-elle une souplesse moins grande ? C'est possible, à raison de ce qu'elle n'est pas une plante annuelle, en tout cas c'est probable, et le chemin à parcourir est moins long, conclut M. Mazé, puisque, actuellement, les cépages les moins renommés produisent un raisin qui renferme toujours plus de 12 % de sucre. Les viticulteurs, dit-il, doivent faire un choix de plus en plus judicieux des cépages, en vue de l'enrichissement du raisin en sucre, et apporter des améliorations dans leurs méthodes de vinification. Examinons, notamment, l'influence certaine jouée dans la production des vins blancs réputés (Sauterne, Rhin) par le botrytis cinerea (champignon qui a la propriété de détruire, pendant la fermentation, l'acide tartrique et de concentrer le sucre du raisin en produisant l'évaporation de l'eau), il déclare qu'un moût quel-

conque pourrait être soumis à l'action de ce ferment qui, sans doute (?) en augmenterait la force alcoolique. Ce sont là, toutefois, reconnaît M. Mazé, des remèdes assez aléatoires dont la viticulture ne peut faire actuellement les frais; les recherches seraient longues et coûteuses. Et le même auteur en arrive à conseiller aux viticulteurs méridionaux, de renoncer à la monoculture. Mais à quelles nouvelles cultures doivent-ils se livrer ? aux céréales ? à l'industrie laitière ? Non, car elles sont l'apanage des terres du Nord, de l'Ouest et de l'Est de la France : le Midi serait, vis-à-vis de ces régions, en état d'infériorité. Alors ? le Midi doit se livrer à la culture de la betterave : la fertilité de la terre, la chaleur, la lumière (force génératrice du sucre), éléments indispensables à cette culture, s'y trouvent réunis. Voilà, certes, une conclusion assez paradoxale, car la production du sucre ne suffit-elle pas largement aux besoins de la consommation ? M. Mazé a prévu l'objection, et il cherche à la mettre à néant en déclarant que la nouvelle législation sucrière doit inciter industriels et commerçants à créer sur notre sol des usines de conserves de fruits, qui pourront utilement concurrencer celles d'Angleterre; il ajoute que, d'après les travaux scientifiques les plus récents, la consommation du sucre ne peut que se développer, cette denrée devant prendre une place de plus en plus prépondérante dans l'alimentation humaine.

On le voit, c'est à un point de vue exclusivement scientifique, que se place M. Mazé pour solutionner la crise viticole; aussi, malgré l'intérêt que nous avons éprouvé à la lecture de son étude, puisque nous n'avons pu nous empêcher de la résumer, demeurons-nous quelque

peu sceptique sur la prompte efficacité des remèdes indiqués; les viticulteurs pourraient cependant, dès à présent, s'inspirer utilement de ces idées nouvelles.

Nous croyons, pour notre part, que les efforts de nos vignerons doivent tendre, comme ceux du législateur, à la réalisation *immédiate* d'un triple but : 1° diminution du prix de revient du vin; 2° limitation de sa production; 3° développement de sa consommation.

PREMIÈRE SECTION. — *Diminution du prix de revient*

Nos vins sont d'un prix de revient supérieur à la plupart des vins étrangers : il y a là, pour leur écoulement, un grave défaut. Il importe donc de réduire le coût actuel de production. Nos viticulteurs ne doivent pas s'attendre, cependant, à réaliser ici de fortes économies. Ils sont, en effet, obligés de subir les influences du milieu, certaines lois économiques, telle que celle de la hausse des salaires, due à de multiples causes, à la fois purement économiques (augmentation de la richesse générale, du bien-être, du coût de la vie, diminution du nombre des ouvriers agricoles...), morales (développement chez l'ouvrier de la conscience de ses droits, de son importance sociale, que nous révèlent les récentes grèves agricoles), légales enfin (limitation des heures de travail, questions à l'ordre du jour : retraites ouvrières, extension aux ouvriers agricoles de la loi de 1898 sur les accidents du travail...). La vigne exige, d'autre part, des soins nombreux et pour ainsi dire constants, sous peine de dispa-

raître. Il semble donc que les frais d'exploitation ne peuvent être que très faiblement réduits. Les viticulteurs pourraient, toutefois, constituer entre eux de vastes syndicats, qui leur permettraient, dans de meilleures conditions de bon marché, l'achat des machines, engrais, produits divers en vue de combattre les maladies cryptogamiques; ils leur permettraient surtout de se procurer des produits de bonne qualité, ce qui est important à cette heure, où la fraude envahit toutes les branches de la production. Ils devraient, en outre, constituer entre eux de puissantes associations de crédit : le premier objectif auquel doit tendre la Confédération générale des vignerons, est celui-ci; tant que nos viticulteurs seront fortement endettés, pressés de faire face à leurs nombreuses échéances, ils se trouveront dans l'obligation de vendre leurs récoltes au lendemain de la vendange, sans pouvoir attendre les occasions favorables. Sans doute, le crédit mutuel n'aura pas l'heureux résultat de les enrichir; du moins il aura l'avantage de leur imposer des charges moins lourdes que celles actuellement exigées par les capitalistes, surtout si l'Etat consent à ces associations de fortes avances, à titre gratuit. Il y a quelques années, un essai de vaste syndicat de crédit fut tenté dans les départements de l'Aude et de l'Hérault; il échoua piteusement, et c'était fatal, car ce syndicat n'était l'œuvre que de quelques personnalités. Mais aujourd'hui, où les syndicats locaux sont déjà nombreux, la situation est différente : il suffirait, pour constituer une vaste association, d'augmenter le nombre des adhérents des syndicats communaux et de les fédérer. Les viticulteurs devraient, ce serait encore préférable, réduire le plus

possible leurs emprunts : ce but pourrait être réalisé, en partie tout au moins, par la formation de mutuelles, en vue de l'assurance des récoltes. La culture de la vigne est sujette à de nombreux aléas : la gelée, la grêle, les inondations, les maladies peuvent compromettre les récoltes les plus belles en un instant. Pourquoi donc les vignerons ne s'associeraient-ils pas, en vue d'accorder des indemnités aux victimes de ces fléaux ?

Mais s'il importe de réduire les frais et les risques, les viticulteurs ne doivent pas oublier qu'ils ne doivent rien négliger pour donner à la vigne les soins qu'elle exige. Bon nombre de nos vignerons paraissent négliger ce point aujourd'hui; ils réduisent leurs frais de main-d'œuvre d'une façon inconsidérée, négligent de lutter contre les maladies cryptogamiques, de donner à la vigne, les fumures qu'elle réclame. Ils sont, certes, excusables, car ils sont ruinés. Qu'ils n'oublient pas cependant qu'ils font ainsi calcul de dupes, que, sous prétexte d'économies, ils n'aboutissent qu'à déprécier la valeur de leurs terres, qu'à diminuer leur production, avec la perspective de voir bientôt leurs vignobles détruits par l'envahissement des maladies.

DEUXIÈME SECTION. — *Limitation de la production*

C'est ici surtout que les récoltants doivent faire preuve d'initiative. S'ils veulent voir reparaître les cours rémunérateurs, il ne faut pas que leurs offres soient supérieures aux besoins du marché, c'est de toute évidence.

Ils doivent donc tout d'abord s'abstenir, pour l'instant, de planter; depuis 1900, ils ont eu le tort grave de ne pas le faire. Ils doivent surtout, puisqu'il y a surproduction artificielle, engager une lutte sans trêve contre la fabrication des vins artificiels, faire disparaître radicalement la fraude de la propriété. Ils n'ont d'ailleurs qu'à constituer des syndicats de défense viticole qui, la loi de juin 1907 leur en donne le droit, pourront proposer à l'agrément des préfets, des agents chargés de poursuivre toutes les fraudes. Ils doivent exercer une surveillance rigoureuse sur les ventes de raisins frais, destinés à la vinification, source importante de fraude par mouillage et sucrage, dans les grands centres de consommation; ils doivent même s'abstenir de consentir de telles ventes, s'ils ont une vaisselle vinaire suffisante. Ils doivent consentir à la suppression des vins de deuxième cuvée et des piquettes; sans doute, certains petits vignerons, victimes de mauvaises saisons, peu fortunés, pourront être tentés de se livrer à la fabrication de telles boissons : qu'ils n'oublient pas cependant qu'ils doivent faire œuvre de solidarité, qu'en ouvrant tant soit peu la porte à la fraude, on risque fort de la voir bientôt s'étaler sous le couvert de la tolérance légale. Ils doivent veiller également sur la sincérité des déclarations de récoltes, dénoncer celles qui leur paraîtront manifestement exagérées. Ils doivent s'abstenir de toute fabrication de vins défectueux; ils peuvent, d'ailleurs, réduire la proportion de ces vins dans la mesure où ils le voudront, par la suppression des cépages inférieurs et leur remplacement par des variétés françaises de bonne qualité, par le choix plus judicieux des engrais, par un moindre développe-

ment donné à la taille, par le rejet des raisins avariés, la mise en pratique de nouveaux procédés de vinification, l'utilisation des vins de qualité inférieure, en vue de la distillation. Ils doivent, les années d'abondance surtout, opérer la concentration de leurs vins, ce qui aura un triple avantage pour eux : une économie de vaisselle vinaire, une conservation mieux assurée du vin et une diminution de déperdition par évaporation, tout cela sans préjudice d'une hausse des cours qui ont baissé dans une certaine mesure, à raison de l'excès des vins de plaine, de faible degré, qui, pour être rendus marchands, doivent souvent être coupés avec des vins d'Espagne titrant de 14 à 15°. On sait en quoi consiste l'opération de concentration : enlever au vin une partie de l'eau qu'il contient et obtenir un extrait riche en alcool et tanin. En pratique, le vin peut être réduit jusqu'au dixième de son volume, et les frais de concentration sont relativement faibles : 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par hectolitre et par degré. « Sans doute, pour que l'opération soit économique, lisons-nous dans le *Cultivateur français*, il faut traiter, par an, des milliers d'hectolitres. Mais ce qu'un seul petit vigneron ne peut réaliser, des syndicats peuvent le faire. » C'est évident. Les récoltants, enfin, ne doivent pas majorer leurs déclarations de récoltes; ils doivent se pénétrer de ceci : c'est que cette formalité que la loi de 1907 leur impose, n'a pas été édictée dans un but vexatoire à leur encontre, mais dans leur intérêt; ils doivent se souvenir que les quantités déclarées doivent se référer uniquement aux quantités qu'ils vendront réellement. Au lieu donc de majorer de 15 à 20 % leurs récoltes, comme ils l'ont fait généralement en 1907, persuadés que leurs

déclarations ne seraient pas sujettes à vérification de la Régie, au lieu de pousser ainsi à la baisse, avec l'arrière pensée peut-être de réaliser le plus de vin possible, il faut que désormais, s'ils ne veulent plus qu'on les accuse d'être les auteurs de leur ruine, s'ils sont conscients de leurs véritables intérêts, qu'ils fassent subir, au contraire, aux quantités réellement récoltées, une réduction de 10 % environ, en moyenne, représentant les quantités qui ne seront pas vendues (déchets résultant de l'évaporation, des soutirages, consommation de famille, du personnel de l'exploitation, etc....).

TROISIÈME SECTION. — *Développement de la consommation.*

Les viticulteurs doivent tenir compte, non seulement des besoins du marché actuel, mais encore s'efforcer de créer pour leurs vins de nouveaux débouchés, développer ceux existants, d'autant qu'actuellement la vigne est la seule culture possible dans certaines régions. S'ils veulent développer les demandes, il faut, tout d'abord, qu'ils tiennent compte des goûts du public, et ne lui offrent que des vins de bonne qualité, de parfaite conservation. Du jour où notre boisson nationale aura reconquis ses anciennes vertus, où elle ne contiendra plus une goutte de sang américain, où elle ne sera plus suspecte de fraude, nos vignerons peuvent être assurés que la consommation se développera; le public français reverra dans le vin la boisson hygiénique par excellence, et nos

vins reconquerront facilement le marché du monde, à raison de leur antique et justifiée réputation.

La consommation du vin en France peut être développée encore, c'est incontestable. Nos viticulteurs n'ont, pour arriver à ce résultat, qu'à mener une vigoureuse campagne contre les vins vendus à des prix dérisoires, en faisant comprendre à la masse des consommateurs que la viticulture ne peut vivre si le vin n'est vendu au moins 0 fr. 25 le litre au détail, en créant au besoin dans les grandes villes, des coopératives qui vendront exclusivement de bons vins, aux plus bas prix possible; de grands propriétaires ont déjà recours à ce procédé et arrivent à écouler ainsi facilement leurs récoltes. Ils doivent protester énergiquement contre les tarifs actuels de transport, plus favorables à certains vins étrangers qu'à nos vins du Midi, beaucoup plus lourds pour le vin que pour les autres boissons hygiéniques. Ils doivent mener une vigoureuse campagne en faveur du vin naturel, boisson hygiénique par excellence, si dépréciée aujourd'hui par médecins et savants. N'est-il pas étrange de voir à cette heure l'étranger nous apprendre que le vin n'empoisonne pas l'univers ? On annonce en effet, tout récemment que l'association des producteurs de vins des Etats-Unis vient de tenir à New-York un important congrès où tout un plan de campagne pour obtenir du législateur le qualificatif de « boisson hygiénique » au vin a été élaboré, où les congressistes ont affirmé leur ferme résolution de faire une active propagande en vue de pousser le public américain à sa consommation. En Angleterre, sous l'influence de plusieurs membres du Parlement, semblable campagne va être organisée.

Qu'attendent donc nos vigneronns pour affirmer à leur tour les mérites de leurs produits, leur action salulaire sur l'organisme ?

Nos viticulteurs doivent s'attacher également à écouler toujours davantage leurs vins à l'étranger. Qu'ils envoient des représentants dans les différents pays, qu'ils y installent des comptoirs, afin de faire connaître et apprécier leurs vins. Ils doivent tenir compte des rapports adressés par nos consuls, nos nationaux. M. Merlou, ministre à Lima, ne préconisait-il pas récemment l'installation de grands dépôts de vins au Pérou ?

La République Argentine, si elle commence à produire du vin, doit cependant faire appel à l'importation : nos vins fins y sont très appréciés, mais nos vins communs pour ainsi dire totalement inconnus, à raison de ce que nous n'y envoyons pas de représentants, contrairement à ce que font les Italiens. Et nous pourrions multiplier les exemples des pays où nos vins sont ignorés et pourraient cependant être consommés en quantités appréciables. Nos viticulteurs doivent bien se dire que si les vins italiens et espagnols ont concurrencé sérieusement leurs produits sur le marché mondial, c'est, avant tout, parce que Italiens et Espagnols se sont efforcés de faire connaître leurs vins; ils ne faut pas qu'ils se lamentent sans cesse, prétextant que, désormais, les pays qui consomment du vin en produisent, qu'il n'y a plus de nouveaux débouchés en perspective. Ce qui le prouve, c'est que depuis deux ans on constate une augmentation des importations de nos vins, en Suisse, en Belgique. La Chambre de commerce de Londres disait récemment : « Les vins de sûre conservation et de bonne qualité

pourraient trouver un débouché sérieux sur la place de Londres. » Il y a là, pour nos vignerons, de précieux renseignements qu'ils ne doivent pas négliger, dont ils doivent, au plus tôt, tirer parti, sous peine de se voir concurrencer sur ces différents marchés par d'autres producteurs plus diligents.

Nos vins sont en général de trop faible degré, dirait-on, pour pouvoir supporter sans risque les longs voyages, et à l'étranger, les vins de fort titrage sont préférés. Mais nos maisons d'exportation coupent généralement les vins indigènes avec des vins exotiques, espagnols surtout, de haut degré. Un progrès est à réaliser, car ces vins que nous envoie l'étranger, nous les payons fort cher, et ils viennent encombrer notre marché. Ne serait-il pas plus simple et plus économique de satisfaire nos clients étrangers par une concentration judicieuse des différents vins de notre sol ? Le chiffre de nos importations serait diminué, notre marché d'autant allégé et les cours s'élèveraient.

CONCLUSION

En somme, la solution de la crise, le relèvement de la propriété viticole n'est nullement irréalisable. Que les efforts du législateur et des viticulteurs tendent à la suppression radicale des fraudes des vins et des alcools, ainsi qu'au développement de la consommation du vin naturel, et nous verrons bien vite notre vignoble redevenir le fleuron de notre agriculture. Souhaitons que

nos infortunés vigneronns connaissent, dans un avenir très prochain, cette nouvelle ère de prospérité que nous leur laissons entrevoir; qu'ils n'oublient pas qu'ils sont sortis vainqueurs de bien d'autres épreuves, mais que leur salut est, avant tout, entre leurs mains, qu'il sera d'autant plus complet qu'ils en auront été les principaux artisans.

Vu :

Lyon, le 13 mai 1908.

Le Président du Jury de la Thèse,

HUVELIN.

Vu :

Lyon, le 15 mai 1908.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 16 mai 1908.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	3

TITRE I

Les différentes crises viticoles modernes et l'œuvre du législateur en vue de les solutionner.

CHAPITRE I ^{er} . — La crise de l'oïdium (1852 à 1856)	11
— II. — La crise phylloxérique (1876 à 1887)	14
— III. — La crise de 1893	23
— IV. — La crise actuelle ou crise de la mévente des vins (1900 à 1907)	33
1 ^{re} phase. — 1900 à 1906.	33
2 ^e phase. — La campagne 1906-1907. Les événements du Midi de mai et juin 1907	42

TITRE II

La dépréciation actuelle de la propriété viticole : ses causes et ses conséquences.

PREMIÈRE PARTIE

La dépréciation actuelle du vignoble dans les différentes régions. — Ses variations de valeur depuis 1850 . . .	57
--	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>Les causes de la dépréciation de la propriété viticole . . .</i>	70
CHAPITRE I ^{er} . — La prétendue cause de la surproduction naturelle	70
CHAPITRE II. — Les vraies causes.	84
1 ^{re} section. — La surproduction artificielle ou les fraudes des vins.	84
§ 1. — Le sucrage proprement dit.	88
§ 2. — Le mouillage	93
§ 3. — L'utilisation ou le retapage des vins défectueux	98
§ 4. — La fabrication du vin au moyen d'autres produits que le sucre	101
2 ^e section. — La baisse de la distillation ou les fraudes des eaux-de-vie.	104
3 ^e section. — La baisse des exportations et l'augmentation des importations	114
4 ^e section. — L'augmentation des frais de production.	120
5 ^e section. — Les causes secondaires	128

TROISIÈME PARTIE

<i>Les conséquences de la dépréciation du vignoble</i>	136
1. — Dans les régions essentiellement viticoles.	138
2. — Dans les autres régions.	146
3. — Dans l'ensemble du pays	147

TITRE III

La situation de la viticulture après les événements du printemps 1907.

CHAPITRE I ^{er} . — Les lois de 1907 en faveur de la viticulture..	155
---	-----

CHAPITRE II. — Situation de la viticulture depuis les événements du printemps 1907. Légère détente : ses causes	167
---	-----

TITRE IV

Les remèdes à préconiser en vue du relèvement de la propriété viticole.

CHAPITRE I ^{er} . — La tâche du législateur	182
1 ^{re} section. — Il faut diminuer les charges de la propriété paysanne.	183
§ 1. — Il faut procéder à une nouvelle évaluation des revenus de la propriété non bâtie, assurer la péréquation de l'impôt foncier et surtout en réduire le taux	186
§ 2. — Il faut faciliter la transmission de la propriété.	189
§ 3. — Il faut décharger la propriété de la dette hypothécaire qui l'écrase.	191
2 ^e section. — Il faut limiter la production du vin. . .	196
§ 1. — Il faut limiter la production naturelle. . .	196
§ 2. — Il faut annihiler la production artificielle. . .	201
3 ^e section. — Il faut tendre à développer la consommation du vin.	216
1. — A l'intérieur	216
2. — A l'extérieur	227
CHAPITRE II. — L'œuvre des viticulteurs	232
1 ^{re} section. — Diminution du prix de revient	236
2 ^e section. — Limitation de la production.	238
3 ^e section. — Développement de la consommation. .	241
CONCLUSION	244

